

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
lundi 14 juin 2010**

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du 14 juin 2010

Procès-verbal

Convoqué le mardi 08 juin 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en séance publique, en Mairie, Salle des Rencontres, le lundi 14 juin 2010 à 18 heures.

Election du Secrétaire de séance :

- . Pour : 55
- . Elu à l'unanimité

Monsieur Cédric SUDRES, désigné Secrétaire de séance, recueille le procès-verbal et procède à l'appel nominal.

Présents : Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Nadia MIRAoui, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration : Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Josette CLAVERIE, Christian DUMONT, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Louis POUGET.

Absents : Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Sarah EL ATMANI, Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Adoption de l'Ordre du Jour qui comporte 62 affaires :

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

Approbation du Procès-verbal du lundi 03 mai 2010 :

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

Messieurs SAUREL, ABOU et Madame MIRAOU entrent en séance et récupèrent leur
procuration, Madame DOMBRE-COSTE entrent en séance

1 - Compte Administratif 2009 de la Ville de Montpellier - Budget Principal

Madame le Maire : Nous abordons le premier dossier à l'ordre du jour, le compte administratif 2009 concernant le budget principal et, pour la dernière fois, le budget de l'eau.

Malgré les actuelles contraintes pour établir ce compte administratif, vous apprécierez combien il respecte parfaitement les engagements fixés pour le budget primitif 2009.

Avant de passer la parole à Max LEVITA, le rapporteur, il me paraît judicieux de rappeler les conditions de réalisation de ce budget primitif 2009. Ainsi, les dotations sont loin des montants attendus : en 2009, nous estimons cette perte à 8,3 millions d'euros. Cette perte s'ajoute à celles des années précédentes puisque pendant très longtemps, seule la population de 1999 était prise en compte, pénalisant davantage les communes avec les taux de croissance les plus dynamiques. Monsieur LEVITA insistera sur une perte cumulée estimée à 48 millions d'euros pour la Ville. Et l'avenir ne s'annonce guère meilleur puisque l'Etat prévoit pratiquement un gel des dotations. Autrement dit, si les dotations sont gelées tandis que la population augmente, nous continuerons à être pénalisés.

Au-delà de ces difficultés rencontrées par les collectivités territoriales, les communes – tout comme les Agglomérations, les Départements ou les Régions – connaissent la même problématique avec des compétences transférées sans les moyens financiers correspondants. Dans ce contexte difficile, nous poursuivons néanmoins une politique d'abattement. Nous sommes déjà allés au maximum des possibilités légales : cette politique permet de diminuer les impôts, notamment au niveau des familles les plus modestes.

Les dotations n'atteignent donc pas les niveaux souhaités. Par ailleurs et pour mémoire, la Ville verse l'intégralité de sa taxe professionnelle à l'Agglomération (soit l'équivalent de 75 millions d'euros en 2009) à laquelle s'ajoute l'attribution de compensation de six millions d'euros. Autrement dit, en 2009, la commune centre a versé à l'Agglomération 80 millions d'euros. Il me semble opportun de rappeler, parfois, les conditions financières auxquelles nous sommes confrontés.

En outre, à travers ce compte administratif, vous constaterez l'importance de la politique foncière

menée par la Ville. Depuis très longtemps, nous anticipons l'avenir par une maîtrise de notre foncier. Au fur et à mesure, nous avons ainsi acquis des terrains si bien qu'aujourd'hui, la Ville dispose de suffisamment de réserves foncières pour les quinze prochaines années.

Je souhaite aussi féliciter les élus ayant maintenu le cap. L'année 2009 a ainsi connu beaucoup d'événements nouveaux. Je pense, par exemple, à l'Agora des savoirs dans le secteur de Michaël DELAFOSSE, créée en 2009. Dans le domaine des compétences de Patrick VIGNAL, je peux aussi citer le Printemps de la démocratie, avec une deuxième édition prévue cette année. De même, dans le secteur de Magali COUVERT, je pense à la Comédie du handicap avec Christiane FOURTEAU, ou à l'ouverture de la Maison pour tous, Rosa Lee Parks. Tous ces événements ou structures n'existaient pas auparavant.

En ce qui concerne la réussite éducative, vous noterez également l'important effort fourni alors que nous avons dit, dès le départ, combien la semaine des quatre jours était une aberration. Les services de la ville ont ainsi créé les « Samedi malins » afin de compenser cette semaine de quatre jours au niveau de la réussite scolaire. Toutes ces nouveautés s'inscrivent, me semble-t-il, dans le bon sens.

Enfin, je souligne combien notre politique se montre très volontariste : en particulier pour le logement social avec des outils permettant de loger les personnes les plus modestes. Ce dernier secteur n'existait d'ailleurs pas auparavant et il est désormais pris en charge par Madame QVISTGAARD.

Globalement, voilà donc les difficultés rencontrées et la politique menée. Cette politique et ses investissements reflètent notre façon de lutter contre le chômage et de maintenir l'emploi. Comme vous le savez, les collectivités territoriales représentent pratiquement 70 à 75 % de l'investissement public. Autant dire que si les collectivités cessent leur politique volontariste d'investissements, le chômage ne pourra que s'accroître. Aujourd'hui, nous rencontrons une difficulté : le chômage s'accroît dans une période où il est beaucoup question de retraites. Or, les actifs payent les retraites : autrement dit, si le chômage augmente, vous imaginez à quelle catastrophe nous pouvons aboutir au regard du contexte économique actuel.

Je passe à présent la parole à Monsieur LEVITA afin de vous développer le compte administratif 2009. Peut-être lorsqu'il aura présenté le secteur purement financier et que nous aborderons les réalisations en 2009, les adjoints concernés selon les thèmes peuvent-ils intervenir ? Ils pourront éventuellement effectuer un commentaire dans le cadre de leurs délégations.

Max LEVITA : Les grands équilibres du Compte Administratif 2009 de la Ville de Montpellier se décomposent comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES			
Chapitre	LIBELLE	Réalizations 2009	Restes à réaliser
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	48 068 322,87	172 700,00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	8 973 235,09	24 600,00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	40 160 879,73	34 580,00
923	CULTURE	7 124 170,42	185 300,00
924	SPORT ET JEUNESSE	20 184 314,89	75 750,00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	14 060 657,52	101 050,00
926	FAMILLE	22 339 778,28	8 600,00

927	LOGEMENT	-	
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	54 552 811,21	108 414,00
929	ACTION ECONOMIQUE	7 059 455,86	49 612,20
931	OPERATIONS FINANCIERES	3 627 256,09	-
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	930 369,35	-
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	6 201 914,05	-
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	13 562 776,57	-
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	197 754,08	-
	TOTAL	247 043 696,01	760 606,20

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES			
Chapitre	LIBELLE	Réalisations 2009	Restes à réaliser
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	9 531 831,71	42 500,00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	235 158,37	-
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	4 377 821,66	-
923	CULTURE	54 122,82	-
924	SPORT ET JEUNESSE	583 541,65	-
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	206 780,16	-
926	FAMILLE	2 844 564,24	-
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	17 315 725,97	-
929	ACTION ECONOMIQUE	3 406 610,54	-
931	OPERATIONS FINANCIERES	366 645,17	-
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	82 639 480,28	164 384,00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	169 110 105,70	-
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	950 109,20	-
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	16 871 656,50	-
	TOTAL	308 494 153,97	206 884,00

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES			
Chapitres	LIBELLE	Réalisations 2009	Restes à réaliser
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	31 618 465,44	23 020 891,08
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	964 563,89	758 494,56
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	19 825 913,44	4 984 680,37
903	CULTURE	3 678 434,76	5 759 111,54
904	SPORT ET JEUNESSE	8 793 984,17	2 652 756,59
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	283 651,53	153 087,61
906	FAMILLE	1 259 917,40	465 282,04
907	LOGEMENT	-	-
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	59 850 098,04	37 134 890,54
909	ACTION ECONOMIQUE	147 394,67	2 091 202,78
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	9 199 156,37	-

914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	950 109,20	-
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	-	60 000,00
001	Solde d' exécution de la section d'investissement reporté	23 247 060,58	-
	TOTAL	159 818 749,49	77 080 397,11

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES			
Chapitres	LIBELLE	Réalizations 2009	Restes à réaliser
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	3 000 000,00	110 000,00
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	55 000,00	-
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	719 523,61	302 905,16
903	CULTURE	416 979,30	1 168 121,70
904	SPORT ET JEUNESSE	781 215,84	1 827 449,38
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	10 668,41	-
906	FAMILLE	481 188,99	45 144,11
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	14 022 161,82	5 679 679,18
909	ACTION ECONOMIQUE	177 428,95	339 506,70
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	56 559 655,05	67 011 900,42
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	30 228 173,49	-
913	TAXES NON AFFECTEES	1 603 066,93	196 933,07
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	13 562 776,57	-
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	-	60 000,00
95	PRODUITS DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	-	1 086 823,00
	TOTAL	121 617 838,96	77 828 462,72

Le résultat global des opérations 2009 est strictement conforme entre le Compte Administratif et le Compte de Gestion.

Le résultat brut global 2009 du Budget Principal est de + 23 249 547,43 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 23 443 890,84 euros. Ces résultats seront repris dans le Budget Supplémentaire.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2008	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2009	Résultat de clôture CA 2009	Résultat des reports	Résultat net 2009
Investissement	- 23 247 060,58		- 14 953 849,95	- 38 200 910,53	748 065,61	- 37 452 844,92
Fonctionnement	40 118 717,08	- 23 247 060,58	44 578 801,46	61 450 457,96	- 553 722,20	60 896 735,76
Total	16 871 656,50	- 23 247 060,58	29 624 951,51	23 249 547,43	194 343,41	23 443 890,84

Max LEVITA : Chers collègues, le Compte Administratif reflète le respect des engagements pris par la Municipalité. Il démontre les ambitions de la Ville de Montpellier : une ville solidaire, innovante, audacieuse et respectueuse de son histoire et de son environnement.

La mise en œuvre quotidienne d'actions au profit de tous est une réalité, et l'année 2009 aura permis de consolider cette dynamique.

2009 a vu se poursuivre le développement de la Ville. La Municipalité participe durablement à la

création et à l'essor d'activités économiques et donc d'emplois. Ainsi, au cours de l'exercice 2009 ce sont :

- M** 127 M€ de dépenses d'équipement mandatées,
- M** Plus de 2 500 emplois directs et indirects générés.

Cette stratégie globale en faveur du soutien à l'économie doit également s'appuyer sur une gestion du territoire en termes de développement durable. L'objectif est de poursuivre l'extension du centre ville tout au long du Lez, tout en rénovant et ouvrant sur la Ville les quartiers les plus anciens et en mettant en évidence notre riche biodiversité.

La dimension solidaire est restée en parallèle au cœur du projet municipal. Elle apparaît indispensable pour pouvoir répondre efficacement aux préoccupations quotidiennes de nos concitoyens.

Enfin, pour être au plus près des Montpelliérains, la Ville a organisé des espaces de concertation et de participation, afin que chaque citoyen trouve sa place dans le débat et contribue à faire de Montpellier une Ville à échelle humaine.

Dans un environnement économique et financier difficile dont la Ville n'a pas pu se soustraire, les différentes actions ont néanmoins pu voir le jour. Une efficacité qui s'appuie sur un paramètre incontournable, la maîtrise des finances municipales, qui se traduit par :

- M** Une maîtrise rigoureuse des dépenses de fonctionnement,
- M** Un choix d'investissement d'avenir,
- M** Le respect des grands équilibres, en particulier celui de la dette.

Le développement humain de Montpellier se poursuit. Son essor démographique est confirmé. Ce compte Administratif reflète une année d'actions pour notre Ville, la 8^{ème} de France, mais que nos compatriotes classent 1^{ère} en termes d'attractivité.

Après ce constat, chers collègues, laissez-moi vous présenter à présent les résultats et réalisations de cet exercice écoulé.

I. LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS DE L'EXERCICE 2009

Les finances de la Ville en 2009 traduisent les engagements en matière de gestion que nous avons pris dès le débat d'orientations budgétaires en novembre 2008 avec pour principal objectif de développer notre Ville et de soutenir l'emploi en maintenant un niveau d'investissement élevé.

A. LES AGREGATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2009

1. LES RESULTATS DETAILLES

Pour le Budget Principal et le Budget Annexe de l'Eau :

Ce Compte Administratif 2009 comptabilise des **recettes totales** de **433.9 M€** (dont 418,4 M€ de recettes réelles) qui se présentent de la façon suivante :

Recettes réelles	418,4 M€ Dont résultat antérieur : 40,5 M€
-------------------------	--

	Dont réalisations (titres émis) : 377,9 M€
Recettes d'ordre	15,5M€
RECETTES TOTALES	433,9 M€

Les **dépenses totales** s'élèvent à **409,3 M€** (dont 393,8 M€ de dépenses réelles) et se présentent de la façon suivante :

Dépenses réelles	393,8 M€ Dont résultat antérieur : 23,2 M€ Dont réalisations (mandats émis) : 370,6 M€
Dépenses d'ordre	15,5 M€
DEPENSES TOTALES	409,3 M€

Le **Résultat Brut** de l'exercice s'élève donc à **24,6 M€**, soit l'équivalent de 16 jours de dépenses ce qui est conforme à une gestion rigoureuse du recours à l'emprunt (ce ratio doit être inférieur à 1 mois).

Le tableau récapitulatif ci-après présente la décomposition du résultat par section et par budget (budget principal et budget annexe de l'eau).

Ainsi, le résultat brut de l'exercice 2009 s'élève à **24,6 M€** et le résultat net (y compris les reports) est de **24,8 M€**.

En €	Dépenses réalisées en 2009	Recettes réalisées en 2009	Résultats bruts 2009	Dépenses reportées en 2010	Recettes reportées en 2010	Résultats des crédits reportés vers 2010	Résultats nets (résultats bruts + reports)
Budget Principal							
Fonctionnement	247 043 696,01	308 494 153,97	61 450 457,96	760 606,20	206 884,00	- 553 722,20	60 896 735,76
Investissement	159 818 749,49	121 617 838,96	- 38 200 910,53	77 080 397,11	77 828 462,72	748 065,61	- 37 452 844,92
Total	406 862 445,50	430 111 992,93	23 249 547,43	77 841 003,31	78 035 346,72	194 343,41	23 443 890,84
Budget annexe de l'eau							
Fonctionnement	1 027 249,85	1 559 072,21	531 822,36	-	-	-	531 822,36
Investissement	1 551 816,53	2 447 145,39	895 328,86	-	-	-	895 328,86
Total	2 579 066,38	4 006 217,60	1 427 151,22	-	-	-	1 427 151,22
Budget global consolidé							
Fonctionnement	248 070 945,86	310 053 226,18	61 982 280,32	760 606,20	206 884,00	- 553 722,20	61 428 558,12
Investissement	161 370 566,02	124 064 984,35	- 37 305 581,67	77 080 397,11	77 828 462,72	748 065,61	- 36 557 516,06
Total	409 441 511,88	434 118 210,53	24 676 698,65	77 841 003,31	78 035 346,72	194 343,41	24 871 042,06

Taux de réalisation des dépenses et des recettes de l'exercice 2009 :

Il convient de noter que l'exercice 2009 est le dernier qui comprend l'exécution du Budget Annexe de l'Eau, cette compétence étant désormais transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

2. LES PRINCIPAUX POSTES BUDGETAIRES (DEPENSES ET RECETTES REELLES)

L'épargne brute s'élève à 58,2 M€ en 2009 soit 18,8% des recettes réelles de fonctionnement contre 15,5 % au niveau national (chiffres Direction Générale des Collectivités Locales en 2007, derniers chiffres publiés).

En 2009, l'épargne nette s'établit à 51 M€ et représente 16,5 % des recettes réelles de fonctionnement contre 6,9 % au niveau national pour les villes de la strate, soit une épargne réelle constatée pour la Ville de Montpellier qui est 2,4 fois supérieure à celle constatée au niveau national.

En 2008, elle représentait 17 % des recettes réelles de fonctionnement : 2009 a donc permis de conforter ce ratio et notre capacité d'investissement.

B. LES PRINCIPALES RECETTES

Le graphique suivant présente la répartition des recettes de l'exercice (hors résultat). Il y fait apparaître les 3 principales recettes de notre budget, qui sont :

- ✓ la fiscalité,
- ✓ les dotations et compensations de l'Etat,
- ✓ les produits des services.

A elles trois, elles représentent **67 % des recettes de l'exercice**.

Le recours à l'emprunt est modéré et représente 7,8 % des recettes nécessaires à l'équilibre du budget.

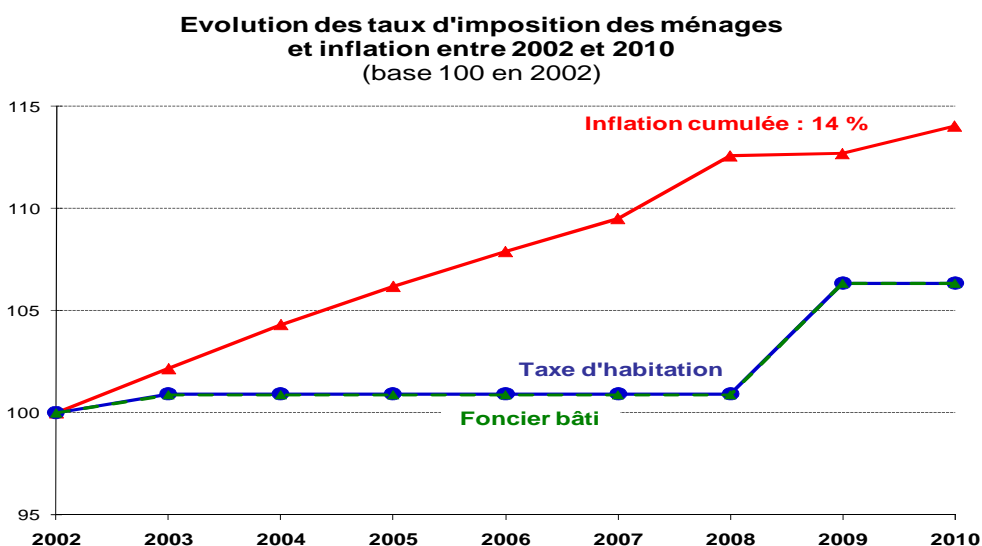
a) la fiscalité

Les taux votés en 2009 ont été calculés pour faire face aux pertes de dotations de l'Etat, tout en restant sur la durée maîtrisés par rapport à l'inflation.

Ils s'établissent à :

- 22,49 % pour la taxe d'habitation
- 31,18 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties
- 112,71 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties

Le produit fiscal 2009 est de **156 586 324 €**



En parallèle, la Ville a décidé de poursuivre son approche sociale de la fiscalité locale, en confirmant sa politique d'abattement : à Montpellier, **le bouclier social est une réalité**.

Toutes les possibilités légales en matière **d'allègement de taxe d'habitation** sont utilisées, dans le but principal d'alléger la cotisation des contribuables les plus modestes.

Ces allègements représentent environ 10 % du produit global des impôts. S'ils étaient défalqués du taux de taxe d'habitation, celui-ci serait ramené de 22,49 % à 18,43 % pour 2009. Par sa politique d'abattement, la municipalité exprime sa solidarité avec les ménages dont les ressources sont modestes.

b) les dotations et compensations

En 2009, le montant total des dotations et compensations de l'Etat s'élève à 63,6 M€ et représente la deuxième source de financement du budget de la Ville.

Néanmoins, il est important de rappeler que ces dotations n'évoluent pas non plus en lien avec la réalité économique et démographique de Montpellier.

Ainsi, depuis 2002, les compensations versées par l'Etat à la Ville de Montpellier :

- ne prennent pas en compte l'évolution totale de la population de la Ville (+ 28 072 habitants depuis 1999 et + 35 000 à l'horizon 2013)
- évoluent moins rapidement que l'inflation.

Le graphique présenté ci-après traduit l'écart entre les montants notifiés et les montants attendus.

En 2009, la perte s'est élevée à **8,3 M€**. Sur la période 2002-2009, le cumul du manque à gagner est de **47,8 M€**

De plus, l'Etat ayant annoncé le gel de ses dotations aux collectivités locales pour la **période 2011 - 2013**, la **perte** supplémentaire peut être estimée à **36,6 M€**.

Malgré la situation de crise économique dont on sait qu'elle contraint fortement les moyens de l'Etat et de l'ensemble des acteurs publics, il est tentant de faire un rapprochement entre cette perte cumulée 2011-2013 pour la Ville de Montpellier et le nombre équivalent de contribuables plus qu'aisés ayant bénéficié du chèque moyen de 117 000 € reçu au titre du Bouclier Fiscal en 2009.

Si seulement **une centaine de foyers** parmi les 4 500 qui ont reçu ce remboursement fiscal moyen rendaient leur prime fiscale, ce manque à gagner serait comblé pour Montpellier.

c) produits des services

Les **produits des services** représentent une part stable dans le financement de la Ville de Montpellier, soit **52,8 M€**

Les postes les plus significatifs sont les suivant :

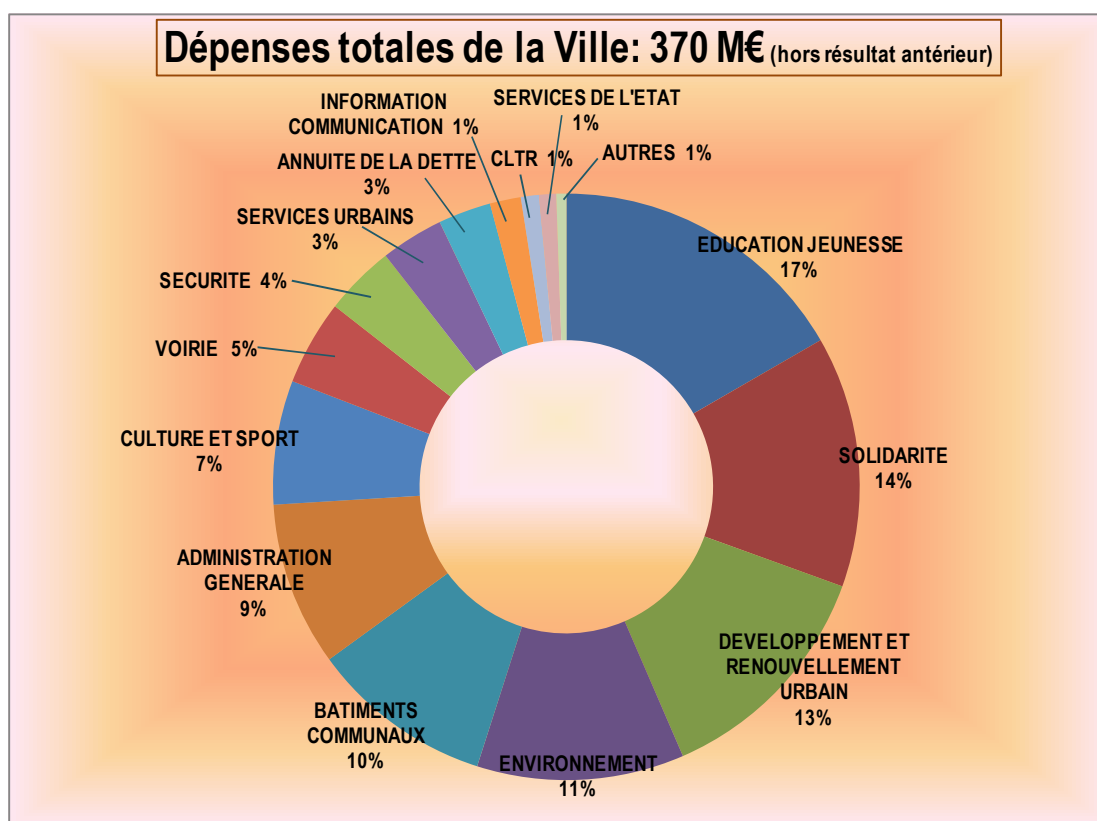
- * **Les redevances d'utilisation du domaine** s'élèvent à 11 M€ en 2009 ; elles regroupent les produits liés à l'occupation du domaine public pour les marchés, les enseignes, les fibres optiques ainsi que ceux relatifs au stationnement sur la voie publique ...
- * **Les produits des services** publics, pour l'accueil de la petite enfance dans les crèches, la restauration des élèves des écoles primaires, les entrées à la Serre Amazonienne représentent en 2009 8,5 M€.
- * **Les participations diverses** (Etat, Conseil Général, Communauté d'Agglomération) s'élèvent à 10,5 M€ au total. En particulier, la participation de la Caisse D'allocations Familiales (CAF) au titre de l'accueil de la petite enfance s'élève à 9,1 M€ en 2009, soit une part stable par rapport à 2008.

- * **Les produits de gestion courante**, avec notamment les redevances versées par les délégataires de services publics, s'élèvent cette année à 13,3 M€.
- * 2,2 M€ de recettes liées aux **cessions immobilières** viennent alimenter le budget 2009
- * Enfin, **les autres produits divers**, recouvrant entre autres les consignations relatives aux acquisitions foncières, les remboursements de cautions, les produits exceptionnels (produits financiers, indemnités de sinistres, produits des contentieux) représentent 7,6 M€ dans le budget 2009.

La tarification sociale choisie par le Conseil Municipal en faveur des plus défavorisés entraîne de moindres recettes concernant le produit des services. Ce choix volontariste permet à tous les Montpelliérains de bénéficier des services publics municipaux.

C. LES PRINCIPALES DEPENSES

La répartition des dépenses réelles de la Ville de Montpellier en 2009 par types d'interventions est présentée ci-après.



Les 4 principaux postes en 2009 sont donc :

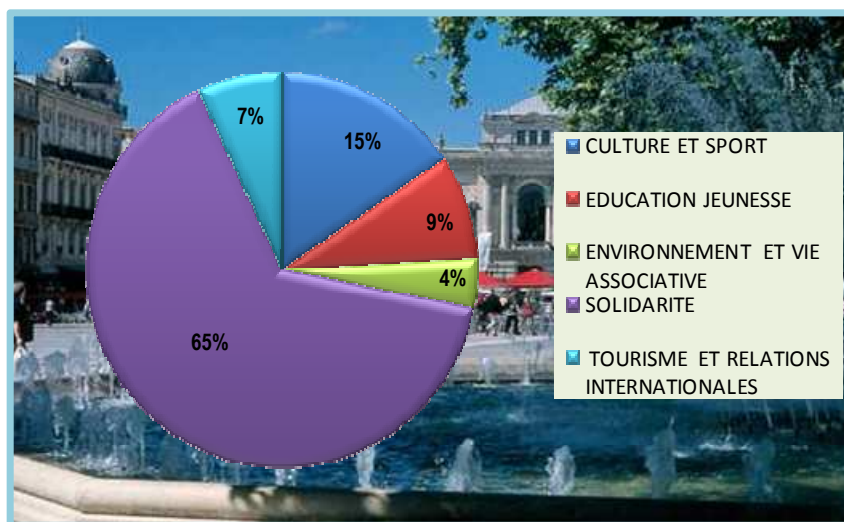
- l'éducation et la jeunesse,
- la solidarité,
- les actions en faveur du renouvellement et du développement urbain,
- l'environnement.

a) les dépenses de fonctionnement

Concernant les dépenses de fonctionnement, quelques chiffres méritent une attention particulière :

- en 2009, les **dépenses de personnel** représentent 126 M€ soit 54% des dépenses réelles de fonctionnement (la moyenne nationale pour les villes de 100 à 300 000 habitants est de 56,8% - source : Direction Générale des Collectivités Locales - chiffres 2007, derniers chiffres publiés).
L'évolution des dépenses de personnel entre 2008 et 2009 est de +2,4%, soit inférieure à 3% comme indiqué lors du Débat d'Orientations Budgétaires 2009
- Les **subventions versées** par la Ville se sont élevées en 2009 à 29,1 M€, soit +0,7% par rapport à 2008. **12,2 M€** sont venus abonder le budget du CCAS, **5,7 M€** celui des Maisons Pour Tous et enfin **1,75 M€** celui de l'Office du Tourisme.

Par thématique, les subventions se répartissent de la façon suivante :



- ✚ Les dépenses de gestion courante ont été diminuées en 2009 de 1% par rapport à 2008.
- ✚ En outre, contrairement à l'Etat, la Ville de Montpellier compense en totalité les transferts de charges à la Communauté d'Agglomération.
Ceci se traduit par le versement intégral de la Taxe Professionnelle Unique dont le produit en 2009 sur Montpellier s'élève à 74,6 M€ ainsi que par le versement à l'Agglomération d'une **Attribution de Compensation** de **6,1 M€**
- ✚ La part des **intérêts** payés dans les dépenses de fonctionnement représente 1,5 % des dépenses réelles de fonctionnement en 2009 pour Montpellier soit **3,5 M€** alors que la moyenne nationale pour les communes de la strate en 2008 est de 3,4% (derniers chiffres publiés par l'AMGVF/Forum) : nous payons donc 2,3 fois moins d'intérêts que l'ensemble des communes.
Le taux moyen de notre dette s'est établi à 2,57% en 2009, soit 0,6 M€ économisés sur les acquisitions de fournitures, l'entretien et la maintenance, les dépenses d'énergie...

Notons que l'encours de dette de la Ville de Montpellier, qui ne contient aucun produit structuré en 2009, est géré afin de minimiser les risques financiers. Ainsi il est composé à 51% de taux fixes.

La législation actuelle ne comportant aucune mesure prudentielle sur les produits dits « structurés », dont certains se sont avérés toxiques et pénalisants pour certaines collectivités, Montpellier est la première ville française à définir une position claire quant à cette

problématique.

Elle a adopté au Conseil Municipal du 22 juin 2009, un règlement intérieur qui a pour but de :

- limiter dans le temps et en volume (20% maximum de l'encours total) le recours aux produits structurés dans l'encours de dette de la Ville ainsi que dans la dette garantie par la Ville de Montpellier,
- accroître l'information du Conseil Municipal sur les modalités de gestion de la dette et notamment la valorisation des risques liés au recours aux produits structurés.

Les ratios de solvabilité financière

Les ratios de 2009 démontrent notre gestion rigoureuse et dynamique des fonds publics.

b) les dépenses d'équipement

Le montant des **dépenses d'équipement** réalisées en 2009 s'élève à **127 M€**.

En 2009, le montant des **dépenses d'équipement par habitant** s'établit donc à **492 € à Montpellier** alors que la moyenne nationale est de 329 € (derniers chiffres connus selon la Direction Générale des Collectivités Locales en 2007).

Il est important de souligner que ces dépenses représentent un soutien majeur à l'économie locale.

II. 2009 : UN DEVELOPPEMENT A TAILLE HUMAINE PAR LE RESPECT DU VIVRE ENSEMBLE

Il est primordial de réaliser des investissements structurants pour l'avenir de Montpellier : rénovation urbaine, développement de nouveaux quartiers, mise en œuvre du plan Campus, construction de logements sociaux. Nos 127 M€ d'investissement sont indispensables au maintien d'un niveau de commande publique élevé, ce qui permet également d'accentuer le soutien apporté par la collectivité aux acteurs économiques locaux tout comme au marché de l'emploi.

La Ville de Montpellier fait également le choix du Service Public, de son efficience et de son exigence, en maintenant ses actions en faveur de la solidarité, de la cohésion sociale, de l'aide au logement, de la petite enfance ou encore de la réussite éducative.

L'année 2009 souligne, une nouvelle fois, la volonté de l'équipe municipale en place de faire de Montpellier une Ville où le *vivre ensemble* prend tout son sens.

L'année 2009 a été forte de nombreuses réalisations qui ont abouti et qui se poursuivent actuellement en 2010.

A. La solidarité au cœur de notre action

Les décisions prises au quotidien résultent de la volonté de faire les choix dont tous les Montpelliérains sont et seront les bénéficiaires. L'action de la Ville est guidée par le lien intergénérationnel qui se tisse entre les habitants, dans une envie d'apporter des solutions, afin que chacun, selon son âge, puisse s'épanouir dans sa Ville.

1. Des équipements et services pour tous

Françoise PRUNIER : La Petite Enfance : 23,6 M€ du budget total en 2009.

La qualité de l'accueil de la Petite Enfance est une priorité, afin d'assurer un service public de

qualité, humain et pédagogique. La municipalité doit faire face aux évolutions démographiques, exponentielles d'années en années, en construisant de nouvelles infrastructures adaptées dans les quartiers en évolution, tout en intégrant le développement des hautes performances énergétiques, dans une dynamique de préservation de notre environnement.

De plus, la sécurité des enfants est placée au cœur de l'action des personnels encadrant. Ainsi, régulièrement, le personnel des crèches et haltes garderies, est formé aux gestes de premiers secours par des médecins spécialisés.

✓ **0,7 M€** ont été affectés à la **finalisation de la multi-structure La Petite Sirène**, dans le nouveau quartier de Malbosc. Ce bâtiment a été construit conformément aux exigences du label Haute Qualité Environnementale.

✓ **0,5 M€ d'investissements** ont permis en 2009 l'acquisition de nouveaux mobiliers et matériels, l'aménagement des abords et les travaux d'amélioration **sur l'ensemble des structures d'accueil**.

✓ Le **fonctionnement** quotidien de **32 structures municipales**, assuré par le travail des **595 agents** qui prennent soin des jeunes enfants, a nécessité **19,2 M€ au titre des rémunérations** et de **3,2 M€ des charges courantes**

Jean-Louis GELY : La Réussite Educative et la Jeunesse

Dépenses d'investissement	19,9 M€
Dépenses de fonctionnement	40,6 M€

Montpellier accueille au quotidien près de 18 000 élèves dans 117 établissements publics de l'enseignement primaire et maternel.

La Ville, qui s'inscrit dans une démarche volontaire, œuvre pour que les chances soient les mêmes pour tous, et souhaite soutenir le citoyen en devenir dans chaque enfant.

La réussite éducative en est une résultante. Ainsi, tous les samedis matins de l'année scolaire, les enfants scolarisés peuvent être accueillis sur l'un des 5 pôles éducatifs mis en place par la Ville.

Il s'agit de renforcer le dispositif de réussite éducative, en complément des heures d'études proposées en fin d'après-midi.

De plus, la Ville étend son domaine de compétence, en organisant des activités éducatives, culturelles et sportives innovantes.

L'ouverture de nouveaux lieux de vies, impose une poursuite de maillage du territoire, en implantant des groupes scolaires dans les quartiers en constructions et en cours de développement.

- ✓ Groupe Scolaire **Ovalie** (Olympe de Gouges et Esope) : **3,3 M€**,
- ✓ Groupe Scolaire **La Lironde** (A. Malraux et M. de l'Hospital): **1,8 M€**,
- ✓ Réhabilitation des **écoles maternelles** de la Ville : **3,2 M€**,
- ✓ Réhabilitation des **écoles élémentaires** de Montpellier : **4,2 M€**,
- ✓ Ecole **Calandreta Candola** : **0,7 M€**,
- ✓ La Ville a employé pour l'équipement en **matériel et mobilier** : **0,7 M€**.

- ✓ **Frais de personnel** relatif à l'accueil quotidien des élèves : **31,4 M€**,
- ✓ **Charges de fonctionnement courant** : **6,3 M€**,
- ✓ **Subventions versées aux écoles privées de la Ville** **1,8 M€**.

- ✓ Enfin, tous les jours, quelques **9 000 repas sont préparés** pour les enfants par la Ville. Réalisés **par la Cuisine Centrale**, ils sont alors livrés dans les 79 restaurants scolaires. La Ville est soucieuse de la qualité des repas servis. Il faut savoir que le critère qualité pèse à 80% dans le choix lors de l'achat des produits. Ainsi, pour que la préparation et la livraison de ces repas se fasse dans les meilleures conditions.

Jean-Louis GELY : Nous avons évoqué le sujet la semaine dernière avec Madame le Maire. La Ville s'engage dans une démarche concertée avec tous les acteurs du monde éducatif – institutionnels et de terrain –, à partir du mois de septembre, pour mettre en œuvre une démarche collaborative de son projet de réussite éducative. Cette démarche vise à mettre en place un projet éducatif local selon certaines priorités comme l'identité, la citoyenneté, l'éveil, la socialisation et l'intégration sociale. Il s'agit d'insister beaucoup sur l'accompagnement mis en place par la Ville pour l'apprentissage du français. Je ne décline pas ce projet de manière exhaustive car nous aurons l'occasion d'en reparler.

A partir de septembre et jusqu'à la fin du mois de novembre, sept réunions seront ainsi organisées. Elles réuniront à la fois les institutions de l'Etat (l'inspection académique, les services de l'Etat voués à la Cohésion sociale urbaine, l'accès à l'égalité des chances, à la protection judiciaire de la jeunesse), les dispositifs d'insertion des collectivités territoriales (notamment le Conseil général de l'Hérault avec la protection maternelle infantile mais aussi les services de l'Agglomération et de la Région), les acteurs de terrain (les directeurs d'écoles, les parents d'élèves, les membres de conseils d'écoles), et le secteur associatif (en particulier les associations d'éducation populaire et les associations culturelles et sportives travaillant avec la Ville de Montpellier dans le cadre des temps périscolaires).

Pour conclure, la Ville consolide ainsi les temps périscolaires en accueils de loisirs associés à l'école, fortement soutenus par la Caisse d'allocations familiales de Montpellier. D'autre part, dans le cadre de la déprécarisation de son personnel, et après la déprécarisation des agents d'entretien et de restauration scolaire, la Ville entamera à partir de la prochaine rentrée scolaire un mouvement similaire avec le corps des animateurs de Montpellier. Ceux-ci sont naturellement les acteurs municipaux principalement concernés pour la mise en œuvre d'actions éducatives et d'animations dans le cadre de ces temps périscolaires et extrascolaires.

Christiane FOURTEAU : Le Centre Communal d'Action Sociale : la Solidarité au quotidien

Parce que toutes les générations sont au cœur de notre action, et qu'il serait inconcevable de laisser quelqu'un en chemin, la Ville de Montpellier a exprimé une nouvelle fois son soutien à ces personnes, par les actions menées au quotidien par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), dont les missions sont :

- Pour les **personnes âgées**, il permet d'accéder aux soins en résidences-foyers (Etablissements d'Hébergement des Personnes Agées Dépendantes - EHPAD) ou à domicile, mais également à un programme de loisirs grâce aux animations qu'il organise.
- Pour les **personnes en situation précaire**, il instruit les demandes de RMI, se charge de leur accompagnement social.

- Pour les **personnes handicapées**, il intervient en faveur de l'accès aux droits, aux aides et services, mais aussi pour faciliter l'insertion professionnelle. Par ses démarches, le CCAS contribue à une meilleure qualité de vie malgré le handicap.

2. Des démarches simplifiées, rapides et un accès facilité aux services publics.

Max LEVITA : Nous avons continué en 2009 à œuvrer à l'adaptation des tarifs en fonction des ressources des familles, afin que ceux-ci puissent profiter pleinement du service public avec notamment :

- **Restaurants Scolaires :** Tarification des repas et de l'accueil périscolaire en fonction du budget des parents,
- **Classes de découvertes :** Participation de la Ville en proportion des revenus des familles,
- **Zoo du Lunaret :** Accès gratuit à tous,
- **Serre Amazonienne :** Demi-tarif pour les familles nombreuses, et gratuité pour les demandeurs d'emplois,
- **« Sport solidaire » :** Accès gratuit 2 fois par semaine à une douzaine d'activités sportives pour les personnes en difficulté sociale,
- **Carte Été Jeunes :** Plus de trente activités proposées de juin à septembre pour une participation de 28€ *(pour mémoire le tarif 2010 a été ramené à 25 €)*,

Rappelons qu'en 2010, un effort particulier est impulsé en faveur des familles comme le montrent les exemples suivants :

- **Cantines scolaires :** 0% d'évolution du tarif des repas délivrés dans les écoles, malgré une hausse du coût des denrées alimentaires et matières premières,
- **Jardins familiaux :** une diminution de 8,7% du prix du loyer des jardins familiaux,
- **Carte été jeunes :** une baisse de 10,7% de la carte été jeunes,
- **Carte Montpellier Sports :** diminution de 2%.

Cette démarche est entreprise tout en modernisant les moyens de paiements offerts aux Montpelliérains. Les horodateurs de la Ville sont à ce jour équipés de terminaux de paiements par carte bancaire. De plus, à fin 2010, le paiement sur Internet sera opérationnel pour les familles.

Un service public accessible à tout instant :

- ✓ En France, les parents sont tenus de déclarer leur enfant dans les 3 jours ouvrés suivant la naissance.
Face à cette contrainte et afin de faciliter cette démarche, la Ville a créé, en janvier 2009, un **guichet** au sein même de l'**hôpital Arnaud de Villeneuve**. Ce service de proximité permet aux jeunes mamans ou à leurs proches, de déclarer sur place les naissances des nouveau-nés, facilitant ainsi l'accès des citoyens aux démarches administratives.
- ✓ De plus, afin de pouvoir faciliter la vie de tous les jours aux personnes à mobilités réduites et atteintes d'un handicap, La Ville a constitué un **groupe de travail pour élaborer un plan de mise en accessibilité de la voirie**, des bâtiments et des aménagements de l'espace public en 2009. Ainsi, ces travaux viennent compléter ceux entrepris systématiquement par la Ville lors des réfections de trottoirs, de chaussées ou de nouveaux aménagements au profit de tous les Montpelliérains.

- ✓ Mise en place d'un **nouveau site Internet** pour la Ville. Il est plus intuitif, et facilite les démarches en ligne afin que le service public soit à portée de clic !

3. Une politique de prévention des plus innovantes

La Ville de Montpellier a conscience que l'accès aux soins et à la prévention sont essentiels pour le bien être d'une population. Ainsi les missions de la **Maison Prévention Santé** se voient renforcées autour de deux thèmes : l'**Information** et l'**Action**.

Ouverte et accueillante, elle a pour objectif de **coordonner et d'optimiser la visibilité des actions menées par les différents acteurs de la santé**.

Montpellier continue à mener des opérations de sensibilisation auprès des Montpelliérains comme :

- ✚ **La Maison de la Prévention et l'Espace Montpellier Jeunesse**, qui informent les **jeunes montpelliérains** dans les domaines de la santé et de la prévention. Ou encore les Maisons pour tous et Clubs d'Age d'Or qui organisent des activités physiques pour les différents publics.

- ✚ L'organisation de la quatrième édition de la **Comédie de la Santé**, en Juin 2009. Ce sont plus de 70 associations et institutions qui ont accueillis plus de 20.000 visiteurs. Il en ressort un fort intérêt du public pour les ateliers et animations proposés par les différents exposants.

Tétanos, diphtérie, polio, rougeole, oreillons, rubéole, toutes ces maladies sont évitées grâce à des **vaccins obligatoires**. Ces derniers peuvent être **injectés gratuitement** par le service communal d'hygiène et de santé. Un médecin reçoit sans rendez-vous, les Montpelliérains dans le Centre Ville et dans le quartier de la Pergola, 3 après midi par semaine.

De plus, dans le cadre du plan de lutte contre la **grippe A**, la Ville a activé une **cellule de veille permanente**, afin de centraliser en temps réel l'ensemble des données relatives à l'évolution de l'épidémie et à mis à disposition de la Préfecture 4 sites afin de réaliser les vaccinations.

« **Changer le regard pour changer le comportement** ». 2009 aura vu le lancement de la première édition du Handi-Comédie. Cette manifestation ludique et pédagogique a pour but de sensibiliser le plus grand nombre aux difficultés rencontrées lors de gestes et de situations pourtant si anodins pour un valide. Le handicap impose de prendre d'autres repères.

B. L'Aménagement et le Développement Urbain.

Montpellier attire. Indéniablement. Ce phénomène est plus que jamais d'actualité puisque chaque année, ce sont près de 3.000 nouvelles personnes qui nous rejoignent.

Un sondage réalisé par un journal plaçait notre commune en tête des villes les plus attractives de France. Ce résultat nous satisfait pleinement. Naturellement, si nous avions été classés en dernière position, nous en aurions entendu davantage parler.

Madame le Maire : Monsieur SAUREL, pouvez-vous résumer les projets concernant les ZAC et la Ville durable sur 2009 ?

Philippe SAUREL : Je remercie Max d'avoir signalé ce sondage. Ce classement satisfait toute l'équipe majoritaire. Avoir ce qualificatif de destination prioritaire des Français ne correspond

pas aux discours parfois entendus sur place : heureusement que les Français se sont exprimés sur leur vision extrêmement positive de Montpellier.

Cette vision positive s'explique par une politique d'aménagement équilibrée. En effet, nous luttons contre le gaspillage de l'espace : chaque fois que nous construisons un hectare de ville, nous protégeons dix hectares de vignes et dix hectares de garrigue. Cet aménagement apparaît aussi équilibré dans les nouveaux quartiers et tient compte du renouvellement urbain dans les quartiers sensibles et dans les faubourgs. En outre, cet aménagement accorde une large place aux espaces verts, à la ceinture verte et aux espaces écologiques représentant un tiers de notre surface. Selon moi, les Français examinent tous ces éléments lorsqu'ils décident de déménager dans une ville : la proximité des services, les lignes de tramways, etc. Montpellier s'apparente ainsi à une ville durable où tous les services sont situés à un quart d'heure à pied de sa porte d'entrée. La Ville propose ces services à la fois dans les nouveaux quartiers, mais aussi dans les quartiers bénéficiant du renouvellement urbain.

Le compte administratif proposé par Max LEVITA et par vous, Madame le Maire, illustre parfaitement le projet urbain ; un projet raisonnable, cohérent et sensé. Ce projet est le fruit d'une réflexion menée en amont avec des adaptations dues au temps. Il s'agit de s'adapter à l'existant tout en innovant en permanence dans l'intérêt général des Montpelliérains.

Max LEVITA : Ce phénomène n'est pas sans conséquence sur le marché du logement. La Ville apparaît comme un acteur essentiel en matière de régulation de ce marché et de création de logement. Il est donc indispensable d'aménager le territoire tout en maîtrisant la croissance de notre Ville, afin que l'accès à la propriété puisse être également à la portée des personnes aux ressources les plus modestes.

1. PRIORITE AU LOGEMENT

En matière d'urbanisme, la Ville de Montpellier s'inscrit dans une démarche éco-responsable prenant en compte les 4 piliers du développement durable : le social, l'économique, l'environnemental et le culturel.

La qualité de vie des Montpelliérains est au centre de ce dispositif, de même que la nécessité économique et l'impératif écologique de réduire notre consommation d'énergie. Notre devoir est d'améliorer les conditions de vies des Montpelliérains, tout en respectant les impératifs environnementaux pour les générations futures. C'est en cela que Montpellier apparaît comme une Ville éco-responsable.

La mixité sociale est systématiquement mise en œuvre dans les nouveaux quartiers. La loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU) préconise qu'il y ait 20% de logements sociaux dans les villes, mais l'ambition de Montpellier est d'aller au-delà.

Dans ces nouveaux lieux de vies, il a été décidé une règle de répartition simple qui comprend 1/3 de logements privés, 1/3 de logements dits intermédiaires (locatifs ou accession aidée) et 1/3 de logements sociaux.

Cette mixité sociale est essentielle pour permettre à chacun de trouver sa place dans des lieux de vie équilibrés et fonctionnels.

➔ De plus, le Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier concerne au total plus de 1.300 familles. Car s'il est tout aussi important et fondamental de trouver un équilibre entre tous les quartiers de la Ville, outre le fait de procéder à des constructions nouvelles, il est également important de rénover les quartiers déjà existants.

➔ Pour **construire une Ville durable**, Montpellier n'a pas attendu le Grenelle de

l'environnement pour avancer en faveur du développement durable. La Ville met en œuvre une politique sociale, économique, environnementale et culturelle, répondant aux principes de précaution, de prévention, de durabilité, de participation et de solidarité. L'enjeu est de concilier intensité urbaine, qualité de vie et respect de l'environnement.

2009 aura vu la poursuite et le lancement de nouveaux projets urbains :

- ✓ **9,2 M€** de travaux sur le **quartier Consuls de Mer**. Ce quartier est composé de petits immeubles de ville aux façades colorées très différenciées les unes des autres. Une esplanade publique et une large promenade en quai le long du Lez apportent à ce quartier un environnement urbain méditerranéen.
- ✓ **1,8 M€** pour la poursuite des travaux des **Jardins de la Lironde**. Ce quartier abrite logements et bureaux tout en préservant la richesse naturelle du paysage. Les habitations sont pensées comme des îlots éloignés les uns des autres et entourés de végétation. Un parc public de 4 hectares a été aménagé au centre du quartier. A terme sa surface sera doublée.
- ✓ **1,3 M€** nécessaire pour la poursuite de l'aménagement du **quartier Ovalie**. Le plan d'aménagement a été mené dans l'objectif de respecter au mieux la richesse du site, les massifs boisés existants et les perspectives vers les grands paysages environnants.
- ✓ **1,2 M€** pour le lancement des travaux de l'**avenue Raymond Dugrand**. Véritable vitrine en entrée de Ville avec sa Rambla piétonne, bordée d'immeubles, d'activités économiques en intégrant un axe routier paysagé majeur. Véritable boulevard urbain en direction de la Méditerranée, conjuguant deux grands axes de développement qui sont la qualité de vie et la qualité environnementale.
- ✓ **1,0 M€** pour le futur quartier **Nouveau Saint Roch**. Cet aménagement constituera la plus importante opération d'aménagement lancée en centre ville. Ainsi, ce quartier intégrera outre des logements, le triplement de la gare et la création d'un pôle d'échanges des trois lignes de Tramway.

→ **Clé Montpellier Logement**

En complément de la politique volontariste en faveur de la production de logements sociaux et de logements à prix maîtrisés, la Ville a la volonté d'accompagner et développer la création d'outils permettant de favoriser l'accès au logement des personnes modestes et des jeunes actifs. L'action « **Clé Montpellier Logement** » a vu le jour le 1er décembre 2008.

Il s'agit d'accompagner l'accès au logement en améliorant la solvabilité par le financement, sous forme d'avance remboursable, du 1er mois de loyer, d'équipements ménagers indispensables et, exceptionnellement, du dépôt de garantie, sans se substituer pour autant au dispositif du 1% logement.

Hélène QVISTGAARD : Ce dispositif a concerné 70 jeunes pour l'année 2009 et pour une aide moyenne de 570 euros. Certains nous ont déjà remboursé et nous relevons très peu d'impayés. Madame le Maire a ainsi raison d'avoir confiance en la jeunesse montpelliéraine et les jeunes l'en remercient.

Ce dispositif conforme aux engagements pris en 2008 sera poursuivi dans les prochaines années. De plus, nous engagerons des rencontres avec les propriétaires afin de mobiliser tous les acteurs du parc privé à Montpellier.

Max LEVITA :

La rénovation urbaine : notre ténacité porte ses fruits

En parallèle, la Ville poursuit le programme de requalification urbaine de 3 quartiers prioritaires en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault, la Région Languedoc Roussillon, l'ANRU et l'Etat.

Des travaux importants ont été engagés dans ces quartiers, et visent à améliorer les conditions de logements. De nouveaux équipements sportifs ont été construits, terrain de sport, locaux associatifs. De plus, les écoles sont réhabilitées, tout comme leurs accès qui ont été sécurisés.

En 2009, la Ville a financé ce programme dans les quartiers **Cévennes, Mosson et Centre** à hauteur de **2,8 M€**.

✓ Quartier Centre	0,2 M€,
✓ Quartier Mosson	0,4 M€
✓ Quartier Cévennes / Petit Bard	1,9 M€.

⇒ Grand Cœur

Le quartier Centre fait l'objet d'un programme mené par la Mission Grand Cœur qui a bénéficié à ce titre de **5,4 M€** de **subventions d'équipement** pour la **rénovation de logements** (44 chantiers soutenus) et pour le **ravalement des façades** (81 chantiers subventionnés) sur ce secteur sauvegardé où 30 % des Montpelliérains résident.

Madame le Maire : Monsieur BOUILLE, pouvez-vous effectuer un commentaire sur la rénovation ?

Christian BOUILLE : Mon commentaire portera sur le logement en général puisque vous avez affiché votre priorité sur ce sujet. Avec ma collègue, Madame QVISTGAARD, nous ne sommes pas assez de deux pour conduire les nombreux dossiers existants.

Avec 20,2 % de logements sociaux dans la ville, la loi SRU est respectée. Toutefois, il existe une politique intelligente et cohérente menée entre les trois collectivités. Dans le cadre du Plan local de l'habitat, il existe un objectif visant à résorber l'important déficit de logements existant dans la ville. Il s'agit ainsi de construire 5 000 logements par an : 2 700 sur la ville de Montpellier et 2 300 sur les communes avoisinantes avec 1 200 à 1 300 logements sociaux. Ces chiffres illustrent une importante volonté politique au sein de la Ville, de l'Agglomération ou de la Région.

En ce qui concerne la rénovation, j'effectue un bref point sur le Petit Bard. Nous avons plus de quarante familles à reloger : aujourd'hui, conformément à nos engagements, toutes les familles ont reçu des propositions. Aucune n'a été délaissée. Naturellement, toutes ces familles n'ont pas accepté. Certaines ont pu refuser deux voire trois propositions. Nous disposons néanmoins des outils pour faire avancer ce projet. Et votre pugnacité dans cette affaire, Madame le Maire, sera récompensée, me semble-t-il. Vous pouvez compter sur moi pour y arriver.

Au sujet de Grand Cœur, il existe une convention publique d'aménagement avec la SERM 2003-2013. L'objectif est fixé à 1 600 logements neufs ou réhabilités pour réaliser du logement social privé. A l'heure actuelle, près de 800 logements ont été construits dans le cadre de ce projet : soit l'équivalent du Petit Bard ou de la Pergola, même si cela se voit un peu moins puisque l'opération est plus diffuse.

Lors de la récente découverte de la fresque en votre présence Madame le Maire, nous avons pu voir combien Grand Air a bien démarré à proximité. Finalement, cette politique s'avère

intelligente, volontaire et réaliste. Nous la poursuivrons parce que les Montpelliérains le méritent.

Max LEVITA :

⇒ La politique foncière de la Ville

Pour **favoriser la réalisation de logements sociaux** dans les quartiers, tout en soutenant la mixité et l'accès à la propriété, la Ville de Montpellier a choisi de **baissier de 1/3 le prix de vente des terrains** aux bailleurs sociaux. Cette action a été portée à hauteur de **6 M€** en 2009.

Enfin, une enveloppe de **9,4 M€** a été consacrée aux **réserves foncières**, afin d'anticiper le devenir de la ville et endiguer la spéculation (à ce jour la Ville possède 15 ans de réserves foncières)

2. PRESERVATION ET AMENAGEMENT DES ESPACES VERTS

Avec 805 hectares d'espaces verts publics, dont 393 hectares d'espaces boisés classés au plan local d'urbanisme, Montpellier est une ville verte. Le développement durable s'inscrit dans la volonté d'organiser l'espace tout en préservant l'environnement, la diversité et la richesse biologique.

Cette nature est si précieuse pour notre équilibre, que la Ville de Montpellier s'est engagé à faire de sa préservation, un paramètre important pour chaque projet.

Il est indispensable pour l'équipe en place d'offrir à chaque Montpelliérain, dans chaque quartier, des écrins de verdure afin que l'équilibre entre bâti et verdure soit un engagement tenu pour le bien être de tous.

Dépenses d'investissement	4,3 M€
Dépenses de fonctionnement	13,6 M€

- ✓ **2,4 M€** ont été investis pour la **maintenance** et la **conservation des espaces verts** existants sur le territoire de la commune,
- ✓ **0,7 M€** affectés pour les **aménagements du Grand Mail**,
- ✓ **0,2 M€** afin de réaliser les **abords des résidences ACM**,
- ✓ **0,2 M€** ont permis de mettre à disposition de **nouveaux Jardins Familiaux**.
- ✓ **0,1 M€** ont été alloués aux **aménagements de l'Agriparc** des Grisettes,
- ✓ **0,1 M€** affectés aux **aménagements du Square de la Providence**.

Afin d'accorder une place importante à la nature dans le cadre de vie des Montpelliérains, la Ville poursuit la création et l'aménagement de jardins familiaux. En plus d'être des lieux d'expression, ils sont avant tout de véritables lieux de rencontres, de vies et d'échanges intergénérationnels.

Madame le Maire : Monsieur FLEURENCE, un petit mot sur cette politique de préservation et aménagement des espaces verts ? Je sais combien le sujet de la biodiversité vous tient à cœur ainsi qu'à Monsieur DELAFOSSE.

Serge FLEURENCE : Avec mon ami, Michael DELAFOSSE, nous avons effectivement organisé la deuxième fête de la biodiversité. Celle-ci a été couronnée d'un vif succès. D'ailleurs, en matière de biodiversité, Montpellier bénéficie d'une reconnaissance mondiale puisque la réunion de préparation du sommet de Nagoya (Japon) se déroulera dans notre ville en présence de plusieurs pays.

Au-delà de cet enjeu mondial, nous demeurons également très attentifs aux demandes des Montpelliérains et à l'application de votre programme. Pour mémoire, nous voulions offrir à la population des espaces de rencontres situés à des distances à pied de dix à quinze minutes maximum. Il s'agit de places ou de jardins. Après avoir inauguré le square Camille Ernst, nous sommes en train de préparer un nouveau square à Figuerolles, à l'angle des rues Père Bonnet et Figuerolles. Nous vous proposerons certainement de l'appeler le square Hippolyte Baliardo.

Une troisième tranche de jardins familiaux sera également réalisée. En effet, il s'agit d'une forte demande des Montpelliérains. Nous continuons donc à réaliser des morceaux de la Marathonienne afin d'atteindre les 42 kilomètres à la fin de la mandature comme nous nous y sommes engagés auprès de la population.

Ces quelques exemples montrent combien nous sommes à l'écoute des Montpelliérains.

Max LEVITA :

3. SE DEPLACER A MONTPELLIER :

Il est impératif de trouver des alternatives à la voiture, pour le bien être de tous. Pour réduire la pollution atmosphérique et économiser les ressources, la Ville développe les transports à moindre impact environnementaux tant dans ses nouveaux quartiers que dans ceux existants.

Pour cela, la Ville développe des solutions alternatives à la voiture individuelle. A partir du concept d'éco-mobilité, elle met l'accent sur les transports dits « propres », avec le tramway, les bus, mais aussi la création de réseaux pour les piétons et les cycles dans les nouveaux quartiers.

Dans certains quartiers, le parti pris sera d'éviter toute traversée automobile. C'est le cas du Nouveau Saint-Roch qui verra le jour dans le quartier de la gare. Là, une piétonisation complète est prévue, le quartier sera totalement desservi par les transports en commun.

En 2009, ont été employés :

- ✓ **10,5 M€** pour l'aménagement et la rénovation des **voiries** et **pistes cyclables** de la ville avec notamment :
 - **2,4 M€** pour entreprendre les aménagements de voiries aux abords du **lycée Pierre Mendès France**.
 - **0,2 M€** de travaux sur l'**avenue du Maréchal Leclerc**.
 - **0,2 M€** investis sur les aménagements du **Faubourg Boutonnet**.
 - **6,7 M€** pour les travaux d'**entretien des réseaux de voiries** existants.
- ✓ **1 M€** pour la réalisation de **pistes cyclables** dans les quartiers en construction et les opérations de voirie nouvelles,

Robert SUBRA : Aujourd'hui, nous avons connu un moment important puisque nous étions, avec Philippe SAUREL, à l'inauguration d'un des parkings au Trou Arnal.

Au sujet des travaux de la troisième ligne, ceux-ci seront achevés dans un an. Ils seront ensuite suivis de six mois d'essais avant la mise en service du tramway. Pratiquement tous les travaux de reconstitution riveraine sont achevés. Par exemple, sur l'avenue de Lodève, nous avons refait le mur du Château de la Piscine : le résultat est absolument magnifique, nous avons reposé le portail, et le chantier entre dans sa phase définitive. Nous avons pratiquement terminé les

remplacements de toutes les canalisations sous les voies futures du tramway. Dès maintenant, durant les mois de juillet et août, nous allons interrompre les lignes 1 et 2, et les remplacer par des bus, afin de réaliser les travaux de connexion. Enfin, à partir du mois de septembre, nous entamerons les travaux de plate-forme. Nous respectons donc parfaitement les délais et les premières rames devraient normalement arriver au mois de mai 2011.

Max LEVITA :

4. LE FUTUR HOTEL DE VILLE DES MONTPELLIERAINS

En 2011, les Montpelliérains découvriront leur nouvelle mairie, accueillante, ouverte, économe de par la qualité thermique du bâtiment et le recours aux énergies renouvelables.

Située à Port Marianne, à l'articulation entre le centre ville et les nouveaux quartiers, elle renforcera le prolongement du centre ville vers l'Est. Cet ouvrage s'ouvrira sur la Ville et s'insèrera dans un parc paysager de 4 hectares.

L'équipe municipale entend faire de la nouvelle mairie l'emblème d'une administration moderne, répondant aux attentes et aux exigences des habitants, dans un bâtiment structurant le projet urbain de la Ville, remarquable sur le plan architectural, écologique dans sa conception et économe dans son fonctionnement.

Cette Mairie sera connectée aux quartiers par des mairies de proximité qui mailleront notre territoire.

Un espace d'information, dédié au projet de la future mairie, est à la disposition du public. Il est implanté au bord du Lez, au bout du bassin Jacques Cœur, face au chantier.

5. LA PREVENTION DES RISQUES NATURELS

Les épisodes cévenols de l'automne, marqués par des pluies diluviennes et violentes, ont permis à la Ville de vérifier l'efficacité de l'action qu'elle mène en matière de lutte contre les inondations.

Outre l'entretien régulier des équipements, des réseaux publics d'eaux pluviales et des cours d'eau relevant de sa compétence, la Ville a entrepris d'importants travaux préventifs de renforcement des collecteurs pluviaux et d'ouvrages importants, comme :




- ✓ **0,9 M€** alloués à l'entretien et aux **travaux sur le réseau pluvial** existant, dont **0,5 M€** pour le **réseau pluvial de l'Aiguelongue** et **0,15 M€** pour le **pluvial Rue de l'Industrie**,
- ✓ **0,6 M€** affectés au **recalibrage du Lantissargues**,
- ✓ **0,5 M€** afin de **conforter les berges du Lez**,
- ✓ **0,1 M€** affectés à la réalisation du **chemin de Poutaingon**.

6. L'ECONOMIE D'ENERGIE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE :

Depuis plus de 20 ans, la Ville de Montpellier poursuit une politique active pour assurer le confort dans les bâtiments communaux tout en réduisant les consommations d'énergie.

La Ville de Montpellier sait que la préservation des ressources naturelles est un devoir pour les générations futures. Ainsi, en 2009, la Ville a signé le Pacte des Maires d'Energies cités. Cette convention européenne a pour objectif de réduire nos émissions de CO2 de plus de 20 % d'ici 2020, cela grâce à des mesures améliorant l'efficacité énergétique et l'accroissement de

l'utilisation des énergies renouvelables. La Ville s'engage, d'ici 2020, sur le pari des 3 x 20 :

-  Réduire de 20% ses émissions de CO2,
-  Réduire de 20% ses factures énergétiques,
-  Créer 20% de ressources supplémentaires en énergies durables.

La Ville de Montpellier a également développé une politique d'achat durable.

Frédéric TSITSONIS : Le service énergie de la Ville de Montpellier bénéficie désormais d'une expertise de 25 ans sur ces différentes questions. Il me semble judicieux de rappeler ce chiffre. En effet, tous les ans, grâce à cette expertise, la Ville économise environ deux millions d'euros sur sa facture énergétique dans ses bâtiments. Il s'agit d'une attention quotidienne et d'une gestion rigoureuse de toutes les chaufferies.

Par ailleurs, l'an passé, la Ville s'est engagée en signant le Pacte des Maires. Cet engagement important s'accompagnera de la mise en place d'actions. La volonté est ainsi de réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre ainsi que les factures énergétiques tout en créant 20 % supplémentaires de ressources en énergies durables.

Cette année, il est ainsi prévu de réaliser un audit des toits solarisables parmi les bâtiments de la Ville. Cette étude nous permettra d'identifier les toits pouvant supporter du photovoltaïque. Nous répondons ainsi à une volonté d'exploiter les énergies renouvelables. De plus, la mise en place progressive d'un plan Climats va nous permettre d'apporter des réponses à ces problématiques.

Enfin, en tant qu'adjoint aux économies des ressources, je me félicite de voir le compte administratif sur une clé USB. Ce geste s'inscrit dans le bon sens, vers la numérisation des actes administratifs et nous permet d'économiser du papier. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

Max LEVITA :

Au niveau de l'éclairage public, la Ville :

- **remplace** progressivement les lampes existantes **par des lampes fluo compactes**, qui consomment 5 fois moins d'énergie.
- depuis 2009, les **illuminations de Noël** sont à **100 % en LED**, ce qui a permis d'économiser plus de 40% sur la facture énergétique pendant les 50 jours d'éclairages. Economie ne rime pas avec austérité à Montpellier !

Au niveau de l'utilisation de l'eau, la Ville a mis en place un dispositif **d'économie d'eau dans les fontaines** publiques : **0,1 M€** ont été investis en ce sens. A ce jour, cet investissement est déjà amorti.

Le **41^{ième} congrès mondial APIMONDIA** s'est tenu au mois de septembre 2009 à Montpellier. La Ville a été au centre de toutes les attentions.

L'abeille est à l'origine d'un des aliments les plus anciens et les plus symboliques de l'humanité. Elle joue également un rôle fondamental, pour ne pas dire vital, dans les procédures de pollinisation. 80% des végétaux y ont recours afin de se reproduire. Autant dire que les abeilles sont les sentinelles de notre humanité, à l'heure où elles connaissent un taux de mortalité de l'ordre de 30% par an.

La volonté de la Ville de Montpellier se traduit notamment par l'**implantation**, en juin dernier, **de quinze ruches dans l'Agriparc du Mas Nouguier**, un poumon vert qui s'étend sur 18 ha au sud ouest de la Ville.

C. POLITIQUE ECONOMIQUE ET EMPLOI : LES ACTIONS MENEES PAR LA MUNICIPALITE.

LE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL ET LA PROMOTION TOURISTIQUE.

Dépenses de fonctionnement	7,0 M€
Dépenses d'investissement	0,2 M€

Incontestablement, Montpellier attire. Cela s'en ressent au niveau des bons résultats en matière d'activité commerciale, résultant d'un équilibre en termes d'aménagements et d'équipements municipaux.

- ✓ Le soutien de la Ville aux actions de l'**Office du Tourisme** en 2009 s'est traduit par une subvention de **1,75 M€**.

L'année 2009 aura permis d'accueillir près de 600.000 personnes. Et cette action volontaire a abouti en 2009 à l'obtention d'une 3^{ième} étoile au guide de tourisme Michelin.

- ✓ **0,2 M€** de dépenses d'investissement ont été réparties sur **l'ensemble des halles et marchés** de la Ville, afin de poursuivre leur rénovation et réhabilitation.
- ✓ **5,5 M€** de dépenses de fonctionnement pour le développement des **halles et marchés**, des **manifestations** et **événements** valorisant le commerce et l'artisanat tels que les **Hivernales**, les **Estivales**, l'**Antigone de l'artisanat**... Ces événements permettent un développement accru de l'artisanat et du commerce local autour de lieux de vies, et d'animations festives et conviviales.

Fanny DOMBRE COSTE : L'année 2009 a effectivement connu une augmentation de la fréquentation de 1,4 % pour notre destination. Ce chiffre paraît tout à fait intéressant au regard de la situation économique de l'an passé et de la morosité ambiante. Ces résultats montrent combien le tourisme urbain a le vent en poupe. Et comme le sondage l'a souligné, Montpellier se révèle une ville très attractive en termes touristiques.

Je profite de cette intervention pour communiquer les résultats du premier trimestre de l'année 2010. Les chiffres sont très encourageants puisque la fréquentation hôtelière enregistre une augmentation de 2 à 20 % selon les catégories d'hôtels. Ces résultats me semblent en partie liés à l'activité du Corum dont la programmation de congrès a été particulièrement riche ; en particulier le mois de mai, avec neuf congrès internationaux. Cette activité du Corum impacte forcément la fréquentation touristique.

Max LEVITA :

Etat des dépenses à vocation touristique exercice 2009	
Subvention à l'office du tourisme	1 750 000,00
Manifestations culturelles et sportives majeures financées	11 438 770,00
Comédie du Livre	255 000,00
Festival International de la Guitare - Confluences	160 000,00
Demi-Finale Top 14 (Mtp Hrlt Rugby)	50 000,00
Festival International des Sports Extrêmes	100 000,00
Versement via l'Agglomération à:	
EUTERP - Orchestre de Montpellier	9 561 770,00
Festival Montpellier Danse	488 000,00
Festival Radio France	595 000,00
Festival du Cinéma Méditerranéen	229 000,00
Principaux investissements à vocation touristique	2 426 571,00
La Panacée - Centre d'Art Contemporain	1 538 062,00
Aménagement des Berges du Lez	544 373,00
Serre Amazonienne et Zoo du Lunaret	344 136,00
Total des dépenses	15 615 341,00
Produit de la Taxe de Séjour	909 775,00

L'EMPLOI ET LA COMMANDE PUBLIQUE

Dépenses d'investissement	127 M€
Dépenses de fonctionnement	98 M€

En parallèle du développement du vivre ensemble, il est primordial de maintenir un niveau d'investissement élevé. Cette démarche apparaît comme nécessaire, d'autant plus en période critique sur les marchés financiers, afin de pouvoir soutenir les entreprises locales et également apporter un soutien important au maintien de l'emploi.

➔ Le budget de la Ville, sur l'exercice 2009, a ainsi généré 2.500 emplois directs et indirects.

➔ Accompagner vers l'emploi

La Ville de Montpellier sait que l'emploi est un levier social important. Pour cela, elle œuvre et travaille en partenariat avec des associations spécialisées dans l'insertion temporaire.

Ces chantiers éducatifs, au nombre de 4 en 2009, permettent d'insister sur 3 fondamentaux qui sont : la ponctualité, la qualité du travail effectué et le respect des autres, tout en intégrant des bases qualifiantes pour conforter les futures recherches d'emplois de ces Montpelliérains.

➔ Les clauses d'insertion

De plus, la Ville a intégré, sur ses plus importants marchés publics, une clause d'insertion permettant à des personnes rencontrant des difficultés d'insertion, de pouvoir trouver un emploi.

D. MONTPELLIER VILLE DE PROXIMITE, DE CITOYENNETE ET DE PARTAGE

La Ville souhaite que tous les Montpelliérains aient un accès facilité à la culture, aux sports et aux loisirs. Montpellier conjugue manifestations de retentissement international avec une vie culturelle quotidienne variée et souhaite rester un pôle de création artistique. La Ville sait que l'intégration passe par le développement de l'offre culturelle et des manifestations sportives.

1. CULTURE, SPORT ET LOISIRS :

"LA CULTURE POUR TOUS, LA CULTURE PARTOUT"

Dépenses d'investissement	3,7 M€
Dépenses de fonctionnement	7,1 M€

Le développement de l'offre culturelle s'est traduit en 2009 par **3,7 M€** investis dans l'acquisition, la rénovation des lieux culturels de la Ville et l'acquisition d'œuvres d'arts.

Depuis **2009**, la Ville organise **Scènes Publiques**, des **spectacles gratuits, ouverts à tous**, partout en Ville, mêlant aussi bien la musique que le cinéma et les arts de la rue...

En outre l'**Agora des Savoirs** est devenue une manifestation emblématique. Elle s'organise autour de **conférences scientifiques en accès libre**, afin de promouvoir la connaissance auprès d'un public le plus large. Les sujets abordés lors de ce rendez-vous hebdomadaire s'articulent autour de **3 thèmes** :

- ✓ **l'univers, la terre, le vivant,**
- ✓ **l'homme, la société, la culture,**
- ✓ **qu'est-ce que la modernité ?**

Le patrimoine de la Ville n'est pas oublié, puisqu'il est proposé un **parcours muséographique inédit** permettant de découvrir l'histoire de la Ville à travers la visite de trois musées aménagés **Musée du Vieux Montpellier, Musée de l'Histoire de Montpellier** et le **Musée de la Pharmacie**.

- ✓ **1,6 M€** de travaux sur **La Panacée**. Ce projet de cité des artistes inventé autour de **lieux de créations dans le domaine des arts visuels** est un lieu attractif d'excellence, de ressource dans une Ville qui fait de l'accès à la culture une priorité.
- ✓ **0,5 M€** afin de poursuivre les travaux de rénovation de la **Place Royale du Peyrou**.
- ✓ **0,3 M€** destinés à la rénovation des **bâtiments culturels de la Ville**.
- ✓ **0,2 M€** de travaux de mise en sécurité du **Carré Saint Anne**.
- ✓ **0,2 M€** affectés à la réhabilitation de la **Chapelle de la Cité Gély**.

Pour le fonctionnement courant de la vie culturelle montpelliéraine **7,1 M€** ont été déployés en 2009. Ils se décomposent de la façon suivante :

- ✓ **2,7 M€** destinés aux **55 agents de la Direction de la Culture** qui travaillent dans les différents lieux culturels de la ville, principalement les Archives mais aussi la Panacée, le Pavillon Populaire, le Carré Sainte Anne...
- ✓ **2,3 M€** de **subventions de fonctionnement versées** par la Ville aux associations culturelles, acteurs à part entière du dynamisme de Montpellier dans ce domaine.
- ✓ **2,1 M€** pour l'**organisation d'événements culturels**.

Avec ses 80 hectares, le parc zoologique de Montpellier est aujourd'hui l'espace vert le plus vaste de la Ville, c'est le lieu de promenade privilégié des Montpelliérains.

Actuellement, 90 espèces, plus de 500 animaux répartis sur 52 enclos dont la plupart font partie des plus vastes d'Europe, une lémurie riche d'une des plus belle collection de lémuriens, une serre amazonienne, 2 étangs artificiels le tout sur 11 kms de sentiers.

En étroite relation avec les grands zoos d'Europe, le parc zoologique de Montpellier s'oriente sur la sauvegarde des espèces menacées en participant aux Programmes européens d'élevage (EEP) dont l'objectif final est la réintroduction des espèces dans leur milieu naturel.

Dépenses d'investissement	1,0 M€
Dépenses de fonctionnement	3,5 M€

- ✓ **0,2 M€** affectés à l'entretien de la **Serre Amazonienne**. Cet équipement, à la fois pédagogique et ludique entraîne les visiteurs dans un voyage au cœur de l'Amazonie. Cette installation représente un outil unique pour **sensibiliser les visiteurs** aux beautés et **aux particularités de l'écosystème** amazonien et à la nécessité de **sa préservation**.
- ✓ **0,6 M€** de travaux ont également été réalisés en 2009 afin de **rénover et d'aménager enclos et bâtiments du parc**, dont notamment le nouveau lieu qui accueille en ce début d'année 2010 quatre spécimens de Girafes.

Michael DELAFOSSE : J'évoquerai uniquement l'Agora des Savoirs. La dernière séance a lieu mercredi soir à 20h30 avec Bernard STIEGLER, grand philosophe de la modernité. Cette manifestation gratuite a remporté un franc succès au-delà, peut-être, de nos espérances. En effet, tous les mercredis soirs, le centre Rabelais affichait complet. Cette affluence montre l'appétence dans notre ville à connaître et à savoir. Cette manifestation a permis d'accueillir des grands penseurs français, mais aussi de présenter les différents laboratoires de recherches de notre ville : les liens entre la Ville de Montpellier et ses universités se sont ainsi vus renforcés.

Enfin, je signale que nous pouvons nous satisfaire de cette saison des festivals de mai à fin septembre. Cette saison est déjà entamée avec le Printemps des comédiens, la Comédie du livre et bientôt, Montpellier danse, puis Radio France, les internationaux de la guitare, CineMed. Comme il existe une saison théâtre, une saison chorégraphique, une saison lyrique, notre pari d'organiser une saison permettant de diffuser la connaissance scientifique est couronné de succès. D'ores et déjà, nous aurons une deuxième saison : la leçon inaugurale sera présentée par Sylviane AGACINSKI, sur le thème de l'Inestimable. Au moment où les marchés sont devenus fous, il est peut-être temps de s'interroger si tout peut s'acheter et si tout peut se vendre.

Le parc zoologique est désormais un lieu majeur de culture scientifique. Année après année, grâce à sa directrice et à son équipe, le zoo connaît un important rayonnement. Il est l'endroit le plus visité par les Montpelliérains avec plus de 800 000 visiteurs gratuits dans sa partie du Lunaret. Ce parc est devenu une Arche de Noé, un lieu de conservation de la biodiversité. Enfin, les girafes accueillis voilà deux mois et tant attendus, s'adaptent très bien. En 2011, Montpellier accueillera le congrès européen des parcs zoologiques, lieu d'échange entre les professionnels et les chercheurs. Ce rendez-vous est une reconnaissance pour le parc zoologique du Lunaret et une consécration pour notre engagement en matière de biodiversité et de diffusion du savoir scientifique auprès du grand public.

"MONTPELLIER, TOUJOURS PLUS SPORT!"

Dépenses d'investissement	5,2 M€
Dépenses de fonctionnement	9,2 M€

Le 7 juillet 2009, la Ville de Montpellier a été sous les projecteurs des caméras du monde entier, en recevant l'organisation du **contre la montre** par équipe du **Tour de France**. C'est sur une distance de 39 km que les équipes se sont élancées, le départ ayant eu lieu sur la Place de la comédie et l'arrivée au stade de rugby Yves du Manoir.

Cette épreuve avait disparu du Tour de France depuis 2005. Un exercice de **style, spectaculaire et technique** qui a permis au public de pouvoir profiter un maximum de cet événement populaire.

La Ville a également été partenaire des **Championnats de France de Natation**. Les Montpelliérains ont été témoins de nombreux records. La Ville a mis à la disposition de tous ceux qui n'ont pas eu la chance d'assister aux compétitions, un écran géant installé place de l'Europe. Tout a été fait pour que ces Championnats de France permettent de préparer les mondiaux de natation de Rome dans les meilleures conditions.

- ✓ **3,3 M€** ont été affectés à la **construction du Gymnase Françoise Spinosi** et des installations sportives extérieures afférentes, aux abords du nouveau Lycée Pierre Mendès France, dans le nouveau quartier d'Odysseum.
- ✓ **0,8 M€** affectés à l'aménagement d'un **stade synthétique** au Terrain de Sport **Bel-Air**.
- ✓ **0,2 M€** pour finaliser la **réhabilitation de la Maison du Lez**.
- ✓ **0,1 M€** afin de remplacer le **sol du Gymnase Busnel**, avec du sol souple.
- ✓ **1,8 M€** pour une réhabilitation globale des installations sportives de la Ville.

Au titre du fonctionnement des activités et des équipements sportifs de la Ville, les principales dépenses 2009 ont été :

- **4,9 M€** pour les **162 agents du Service des Sports** de la Ville.
- **1,8 M€** de **subventions de fonctionnement versées** aux associations sportives de la Ville qui permettent à un nombre grandissant de montpelliérains la pratique régulière d'activités très diverses.

Montpellier s'est illustrée une nouvelle fois comme la Ville du beau jeu, grâce aux équipes sportives qui la représentent avec :

- la signature d'un retour fracassant en Ligue 1 pour le Montpellier Hérault Sport Club,
- le maintien en force dans le top 14 du Montpellier Rugby Club,
- le titre de Champion de France pour le Montpellier Agglomération Hand-ball,
- Une saison éclatante pour le Montpellier Volley.

Sophie BONIFACE-PASCAL : Effectivement, la Ville de Montpellier a accueilli énormément de manifestations de haut niveau. En 2010, elle a été désignée par *L'Equipe Magazine* comme la ville la plus sportive de France. Nous avons ainsi accueilli le Tour de France avec un contre la montre de 34 kilomètres durant toute la journée. Il s'agit d'un spectacle extrêmement populaire et gratuit de surcroît.

Pour la natation, Montpellier a également accueilli les championnats de France avec un record du monde battu sur 50 mètres, même si celui-ci n'a pas été homologué en raison des fameuses

combinaisons. La décision a désormais été prise par les nageurs de ne plus participer à des compétitions avec de telles combinaisons.

Enfin, je souhaite insister sur l'aspect spectacle de deux manifestations sportives. D'abord, le FISE (Festival international des sports extrêmes). Il amène chaque année près de 300 000 spectateurs pour des spectacles toujours plus prestigieux et fantastiques. En outre, le FISE intéresse, me semble-t-il, tous les Montpelliérains, des plus jeunes aux plus âgés, car il s'agit d'acrobaties et de spectacle. Je veux aussi évoquer le Beach. Pour l'édition 2010 sur la place de la Comédie, tous ces spectacles sont entièrement gratuits pour les Montpelliérains.

"LES MAISONS POUR TOUS : LE BIEN VIVRE ENSEMBLE"

Dépenses d'investissement	3,1 M€
Dépenses de fonctionnement	9,4 M€

Patrick VIGNAL : Au nombre de 27, les Maisons Pour Tous sont réparties dans la totalité des quartiers de la Ville, au cœur des bassins de vie. Elles assurent le rôle d'un véritable service public en insufflant une convivialité entre les Montpelliérains. Véritable relais entre les Montpelliérains, les élus, les associations et les organismes institutionnels, elles œuvrent pour que Solidarité, Démocratie et Vivre Ensemble soient des messages véhiculés au quotidien.

La Maison pour tous Rosa Lee Parks a ouvert ses portes en novembre 2009, dans un nouveau quartier déjà très vivant. A l'image de ce quartier, un programme d'animation et d'activités est mis en œuvre, où innovation, dynamisme et convivialité seront au rendez-vous.

Voici les principales dépenses qui y ont été affectées en 2009 :

- ✓ **2,5 M€** affectés à la poursuite et à la finalisation des **travaux** suite à la création de la **Maison Pour Tous Rosa Lee Parks**, dans le quartier Malbosc.
- ✓ **0,8 M€ d'investissements** dans l'ensemble des Maisons Pour Tous, et dont 0,2 M€ pour la rénovation du local des Restos du Cœur sur l'Escoutaire.
- ✓ **9,4 M€** affectés au **fonctionnement** de la Direction des Maisons Pour Tous (rémunération des agents, entretien des bâtiments, subvention de la régie...), qui accueillent chaque année les Montpelliérains.

2. TRANQUILLITE DE CHACUN POUR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS

Dépenses d'investissement	2,1 M€
Dépenses de fonctionnement	7,8 M€

Régine SOUCHE : L'action de la Ville en matière de tranquillité et de sécurité publique vise à garantir aux Montpelliérains la quiétude au quotidien et dans tous les quartiers grâce au travail quotidien des fonctionnaires.

- ✓ **7,8 M€** ont été consacrés en 2009 au fonctionnement de ce service dont **7,1 M€** pour les **216 policiers municipaux** et **agents de surveillance de la voie publique**.
- ✓ **0,8 M€** ont permis la poursuivre le maillage du réseau de vidéo protection, outil majeur d'appui à la prévention de la délinquance, des risques routiers et des inondations.
- ✓ Mise en **sécurité des sorties des écoles**, en réduisant la vitesse des véhicules aux abords des écoles pour la sécurité de nos enfants : **1,3 M€**

De plus, la Ville a soutenu, à nouveau en 2009, les actions du **Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance** (CLSPD), notamment pour les actions suivantes :

- Le « **passport piéton** », qui consiste à délivrer, dans le cadre d'un programme pédagogique, l'attestation de première éducation à la route. Au total ce sont plus de 700 élèves qui ont été évalués et ont reçu le « **passport piéton** ».
- Les **stages de citoyenneté** visent à développer le civisme et la citoyenneté et à prendre conscience de l'atteinte portée aux valeurs de la République.
- Appel à projet pour la prévention de la délinquance du **Contrat Urbain de Cohésion Sociale** (CUCS) : 48 associations retenues.
- La campagne de **vaccination des animaux des publics en errance**. 4 opérations ont permis de vacciner 115 animaux. La Ville de Montpellier est lauréate du premier prix organisé par l'Institut Scientifique et Technique de l'Animal en Ville.
- Le **Fond Interministériel de Prévention à la Délinquance** (FIPD) est destiné à favoriser le développement des politiques locales de prévention de la délinquance.
- La **Brigade Anti-bruit**. Cette patrouille participe à faire respecter le mieux vivre ensemble. Elle permet ainsi d'assurer que les riverains puissent dormir, pendant que d'autres s'amusent, et ainsi conserver un juste équilibre.
- La **création d'une Brigade Canine**, permettant de canaliser et capturer les chiens dangereux qui se trouvent sur le domaine public, afin d'assurer la tranquillité des riverains.

3. UN ENVIRONNEMENT HARMONIEUX

Serge FLEURENCE : Pour offrir aux Montpelliérains et aux visiteurs un environnement quotidien harmonieux, chaque jour l'équipe municipale s'emploie à améliorer la propreté de la Ville et la mise en valeur de son patrimoine : éclairage, fontaines, places et rues fleuries...

- ✓ **16,7 M€** ont été consacrés au **nettoisement** des rues et des places de la ville en 2009, avec une demande de renforcement et d'amélioration dans les domaines suivants :
 - Renforcement de la présence des agents de propreté dans les zones à forte fréquentation,
 - Lavage haute pression des zones souillées,
 - Nettoyement des avaloirs et des zones de ruissellement,
 - Renforcement du ramassage des feuilles mortes,
 - Suivi des consommations d'eau,
 - Désherbage : abandon du désherbage chimique au profit d'un désherbage thermique et manuel, respectueux de l'environnement,
- ✓ **1,2 M€** pour la **lutte contre les tags** : La lutte contre les graffitis est une des priorités de la Ville qui est intervenue sur plus de 20 000 portes, volets et devantures en cinq ans pour appliquer un traitement préventif.

4. LA DEMOCRATIE DE PROXIMITE, UNE VALEUR MONTPELLIERAINE

Max LEVITA : Etre à l'écoute et à l'attention de ses habitants est essentiel pour une Ville comme Montpellier. Elle peut ainsi tisser des liens avec ses citoyens, en créant des instances de concertation qui favorisent le débat citoyen et l'implication de chacun dans la vie de la cité.

C'est dans ce contexte qu'en **2009** s'est ouvert le **premier Printemps de la Démocratie**. Trois mois de débats et de discussions sur tous les thèmes de la vie de la cité : santé, éducation, urbanisme... alimentés par les Montpelliérains. La Ville souhaite encourager toutes formes de

concertation et de **participation**, afin que chaque citoyen trouve sa place dans le débat et contribue à faire de Montpellier une **Ville solidaire** :

Montpellier fait le choix d'une démocratie participative !

Cette action s'appuie sur des structures municipales existantes comme la **Maison de la Démocratie**, qui rassemble en un seul endroit les moyens techniques et humains mis à la disposition des membres des **Conseils Consultatifs de Quartier** (CCQ). L'objectif étant de développer des échanges plus importants, plus fréquents et plus étroits avec la population afin de se donner ensuite les moyens d'agir, au plus près des attentes quotidiennes des Montpelliérains.

Une prise de parole à tout âge !

Les actions concrètes du **Conseil Municipal des Enfants** ont permis de lancer un nouvel élan participatif en lançant le **premier Conseil Montpelliérain de la Jeunesse**, qui réunit une centaine de jeunes citoyens qui sont impliqués dans leur Ville, lieu de prise de paroles, débats et échanges d'idées afin de permettre aux jeunes de vivre mieux à Montpellier.

A Montpellier la jeunesse a une part importante, puisque il y a près de 70.000 étudiants sur notre Ville.

Au nom de l'égalité des droits !

Le 14 novembre 2009, jour anniversaire des 10 ans de la promulgation de la loi instituant le PACS, le Maire de Montpellier a lancé un Appel national en faveur du mariage des couples homosexuels dans le but de rendre une justice.

« Une justice sociale au nom de l'égalité des droits pour tous les citoyens » [...]. L'Appel lancé est motivé par deux principes essentiels qui sont l'égalité et l'universalité.

« En œuvrant pour l'égalité des droits, en promouvant leur universalité, c'est le pacte républicain, la cohésion sociale et le vivre ensemble que nous renforçons ».

L'Appel de Montpellier ne remet nullement en cause les valeurs de la famille. Au contraire, il élargit son socle et l'applique à la réalité plurielle de la famille dans la société d'aujourd'hui.

Ce compte administratif 2009 démontre, une fois encore, que les engagements pris, auprès des Montpelliérains, ont été tenus.

Il reflète à nouveau les ambitions de la Ville et incarne avec force et détermination notre volonté de toujours mener notre action au service de Montpellier et de tous les Montpelliérains, dans l'écoute et le respect de chacun !

En période de crise, notre engagement se doit d'être collectif, coordonné, à l'écoute de toutes les composantes de la Ville de Montpellier.

Francis VIGUIE : Je ne souhaite pas refaire le débat du budget : celui-ci a déjà eu lieu et chacun a pu se positionner. A l'époque, je n'avais pas voté ce budget : le vote d'aujourd'hui s'inscrit donc dans la continuité. Toutefois, mon vote ne reflète aucune considération sur l'aspect financier et administratif et aucune remise en cause à ce sujet. Je souhaite demeurer sur le fond politique et revenir sur deux points : la question du transport et la question du plan de déplacements.

Sur la question des transports, il s'agit d'un projet très important. Dans le budget, j'ai relevé des recettes à 434 millions d'euros et des dépenses à 409 millions d'euros. Cette marge offre donc des possibilités. Ma première question est donc la suivante : la Municipalité de Montpellier et

l'Agglomération -sachant que la Municipalité de Montpellier pèse au minimum la moitié de l'Agglomération pour ce vote- opteront-elles pour une mesure sociale et écologique sur le prix du billet dans les transports ? Irons-nous enfin vers la gratuité ou du moins, la réduction du prix des billets ? Comme je l'ai déjà indiqué, nous prenons du retard à ce sujet au regard des mesures décidées au niveau de la Région et dans plusieurs départements. Y compris dans notre département. En effet, le trajet Montpellier - Béziers en bus coûte moins cher que le trajet La Paillade – Montpellier en tramway ou en bus. Il existe donc des incidences fortes sur le plan de déplacements. Beaucoup de points figurent à l'ordre du jour – même si un certain nombre me semble être des affaires courantes –, mais il serait nécessaire de discuter de ce plan de déplacements.

De plus, certains quartiers connaissent des problèmes, à l'instar de Figuerolles-Salengro, quartier que je connais bien puisque j'y habite. Nous y relevons un certain énervement des populations et des commerçants observant au fur et à mesure, le bouleversement de leur quartier sans la moindre information, sans la moindre réunion ou même un papier glissé dans la boîte aux lettres. Ces bouleversements sont néanmoins importants avec des boulevards mis en double sens, avec des platanes arrachés, des pistes cyclables retirées au niveau de Salengro. Cette question mérite un débat. J'apporte ainsi un bémol aux propos précédents et la façon de procéder à la concertation. Les gens se rencontrent dans les quartiers mais il existe néanmoins un réel déficit démocratique. Certes, des réunions ont été organisées mais le déficit démocratique demeure réel. A Figuerolles, la moindre des choses était d'organiser une réunion sur le quartier. Celle-ci est bien prévue, mais lorsque les travaux seront achevés : les arbres sont ainsi arrachés entre le 14 et le 18 juin, les travaux ont déjà commencé, les feux rouges sont installés... Cette façon d'organiser une réunion lorsque les travaux sont déjà décidés me paraît particulière.

Sans rentrer dans le débat général sur le budget, je souhaitais relever ces deux aspects. J'avais d'ailleurs soulevé, à l'époque, ces deux questions sur la démocratie et les transports. Aujourd'hui, nous observons combien les choses ont peu avancé en la matière.

Madame le Maire : Puisque vous avez pointé deux sujets très précis sur l'ensemble du compte administratif, je passe la parole à Monsieur SUBRA, concernant les transports et la gratuité, puis à Monsieur FLEURENCE, concernant les arbres en cours d'arrachage.

Robert SUBRA : La question de Monsieur VIGUIE n'est pas nouvelle. En fait, Monsieur VIGUIE compare des choses non comparables. Le TER dont la modification tarifaire est évoquée, transporte 3 000 voyageurs par jour. Pour notre part, nous sommes plus proches de 300 000 usagers. La dimension est donc totalement différente. C'est exactement pareil pour le Conseil général ou pour la commune d'Aubagne.

La comparaison ne s'effectue pas avec le TER, Aubagne ou le Conseil général, mais avec les réseaux de même dimensions. Qu'ils soient à Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Lille, Strasbourg, Grenoble ou Nantes. Ces réseaux ont connu de gros investissements, notamment au niveau du tramway, afin de répondre à la demande de déplacements dans la ville. Aubagne, par exemple, ne dispose pas de tramway.

En revanche, à Montpellier et dans son agglomération, la tarification est adaptée aux personnes empruntant les transports en commun. Il s'agit de permettre à ces personnes de prendre le train ou le bus en apportant à la ville une dimension durable. Par exemple, les demandeurs d'emplois ne payent pratiquement pas. De même, les personnes âgées s'acquittent de 0 à 50 % du prix du billet en fonction de leurs revenus. Pour les scolaires et les lycéens, nous menons une politique identique à celle du Conseil général, en fonction des revenus familiaux. Cette tarification est donc adaptée à la population. De plus, nous retrouvons cette tarification dans les grands réseaux évoqués : certains étant peut-être plus marqués dans le social comme Montpellier et Grenoble.

Effectivement, nous pourrions instaurer la gratuité des transports. Toutefois, rien n'est jamais gratuit et quelqu'un doit toujours payer. En outre, pourrions-nous bénéficier d'un réseau de cette qualité avec une entreprise le gérant correctement ? Ces questions sont importantes. Les recettes sont loin de couvrir les dépenses pour les transports. Nous sommes loin du compte. Le tramway arrive à peu près à l'équilibre, sans tenir compte naturellement des investissements. Mais pour tout le reste, l'Agglomération finance totalement. Le transport bénéficiant le plus de ces aides est les bus particuliers, comme l'Amigo mis en place en 2002, pour récupérer les jeunes à la sortie des boîtes de nuit. Là-aussi, le coût correspond à celui du billet pour le tramway.

Notre tarification me paraît convenable et permet d'obtenir une importante fréquentation puisque nous sommes actuellement à 250 000 voyageurs par jour, sans la ligne 3. Avec la mise en service de cette ligne, nous devrions donc passer à plus de 300 000 usagers dès 2012.

Madame le Maire : Personnellement, je rejoins totalement Monsieur SUBRA sur la tarification sociale. Celle-ci me semble en effet la plus juste. De plus, elle permet à chaque usager d'être acteur réel et de ne pas être assisté. Cet élément me paraît important : la gratuité totale s'avère en fait de l'assistanat et lorsqu'une personne est totalement assistée, elle oublie peut-être qu'elle est aussi responsable. Cette tarification sociale permet, par exemple, d'aider les familles en recherche d'emploi, les familles monoparentales, les étudiants en difficultés, etc. Cette tarification me paraît donc beaucoup plus juste et permet d'être acteur et non uniquement spectateur.

Serge FLEURENCE : Monsieur VIGUIE, vous déplorez le manque de concertation. Avec Monsieur VIGNAL, nous avons cependant organisé sept réunions dans chacun des quartiers. Quatre réunions thématiques se sont également tenues, ainsi que deux réunions avec les associations et deux réunions afin de discuter rue par rue. Les travaux de la troisième ligne approchant, il était cependant nécessaire d'accélérer. Nous avons donc organisé une réunion avec la population de Gambetta-Courreau afin de leur expliquer les difficultés qu'ils auraient à subir durant douze à quatorze mois -nous préférons ainsi informer les gens des travaux à venir plutôt que les surprendre- avec la déviation des lignes 11 et 15 par la rue du Faubourg de Courreau. Les riverains et les commerçants ont compris ces travaux. Quand nous leur avons expliqué les changements à venir, tels que l'inversion de circulation Courreau-Gambetta, personne n'a protesté. En fait, leurs divergences sont apparues sur une seule de nos propositions : la piétonisation de la rue du Faubourg de Courreau. La concertation répondait à ce souci et nous avons donc décidé de revoir notre copie. Entre la situation actuelle et la piétonisation telle que nous l'avons réalisée dans d'autres rues, il existe peut-être une solution intermédiaire avec de la semi-piétonisation comme dans la rue Saint-Guilhem, ou un espace rencontres.

Nous avons également organisé une réunion pour le secteur place du 8 Mai 1945-Berthelot-Clemenceau. Peu de monde y assistait, mais un représentant des commerçants était néanmoins présent. Celui-ci, assez virulent, a d'ailleurs eu l'incorrection de distribuer un tract au cours de cette rencontre : il n'est pas très loyal de distribuer un tract pour son association au cours d'une réunion. Nous avons donc expliqué aux personnes présentes les changements à venir, y compris dans le cadre des travaux de la ligne 3, puisque nous réalisons ces travaux en même temps que le PLD. Là-aussi, plusieurs observations nous ont été faites. Il a par exemple été évoqué la difficulté du report de circulation sur la rue Adam de Craponne. Nos services planchent donc sur ce problème afin de mieux fluidifier la circulation en la faisant passer par la rue Desmazes. Nous avons aussi relevé des remarques sur la rue de la Raffinerie : là aussi, nos services ont déjà rectifié. Lors de cette réunion, nous avons aussi connu une discussion assez vive au sujet de la rue du Faubourg Figuerolles. Nous avons ainsi l'intention de piétoniser la rue. Toutefois, devant la contestation soulevée par le projet, nous nous sommes engagés à organiser une réunion avec les commerçants et les riverains. En effet, une ville est composée de commerces et

d'habitants. Or aujourd'hui, les plus virulents sont les commerçants. Peut-être ont-ils raison. Toutefois, il paraît nécessaire de réunir les riverains : nous verrons alors si nous piétonnisons cette rue, si nous créons un espace rencontres... Pour le moment, aucune décision n'a été prise puisque la concertation n'est pas encore arrivée à son terme.

Comme l'a demandé le Maire, nous allons poursuivre cette concertation quartier par quartier et rue par rue. Nous bénéficions d'un peu de temps puisque le nouveau Plan local de déplacements ne sera pas terminé avant 2015. A l'occasion de ces réunions, nous ne discutons pas uniquement de circulation, mais aussi de stationnement, de pistes cyclables et du statut de la rue afin de savoir si elle doit être piétonne ou une zone de rencontres. Finalement, nous demeurons donc au début de la concertation. Nous avons un peu accéléré ces réunions en raison des travaux pour le tramway, mais nous avons à présent tout le temps pour mener cette concertation rue par rue. Par ailleurs, un membre de votre groupe assistant à une de ces réunions, n'a manifesté aucun désaccord sur nos propositions relatives au nouveau plan local de déplacements.

Jacques DOMERGUE : Je félicite Monsieur LEVITA pour sa présentation très imagée et intéressante. Nous regrettons cependant de ne pas en disposer un peu plus tôt afin de travailler sur le sujet avec des éléments plus synthétiques que les 1 000 pages des documents indigestes pour une équipe ne bénéficiant pas de votre structure administrative.

Je ne comprends pas pourquoi cette année encore, vous continuez à taper sur l'Etat : vous devriez plutôt lui témoigner de la reconnaissance. En effet, avec le nouveau recensement, la dotation globale de fonctionnement est mieux alignée sur la population montpelliéraine. Nous pouvons nous en féliciter. La DGF s'établit à 249 euros par habitant en 2009 contre 235 euros en 2008. Nous observons donc une augmentation de 6 %. Ces chiffres, incontestables, se traduisent par une DGF passant de 59,8 millions d'euros à 64 millions d'euros. L'Etat joue donc son rôle. De plus, le recensement étant désormais actualisé chaque année, la dotation globale s'effectuera donc de manière régulière et équilibrée.

Max LEVITA : Vous en prenez l'engagement ?

Jacques DOMERGUE : Je ne vois pas pourquoi ce mode de fonctionnement changerait.

Madame le Maire : Nous avons toujours deux ans de retard lorsque la dotation arrive. En effet, celle-ci tient compte des populations deux ans plus tôt.

Jacques DOMERGUE : Jusqu'à présent, vous vous plaigniez de voir cette DGF basée sur le recensement de 1999. Cette réactualisation annuelle du recensement me paraît donc une amélioration. En période de crise, il est nécessaire de voir le positif.

Les équilibres présentés ce soir sont essentiellement liés à l'importante augmentation de la fiscalité, l'an passé. Cette augmentation vous apporte ainsi un certain confort. Nous le retrouvons par ailleurs à travers les chiffres puisque la pression fiscale a augmenté de 11 % : vous bénéficiez donc d'une appréciable marge de manœuvre de 11 % supplémentaires. Pour les Montpelliérains, cela se traduit par un produit d'impôts passant tout de même de 550 euros à 609 euros : cette augmentation n'est pas négligeable. Il me paraît important de souligner la fragilisation fiscale des ménages montpelliérains, apparaissant à travers les indicateurs fournis. Nous le retrouvons dans le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi. D'après des explications de spécialistes, ce coefficient doit se situer aux alentours de 1 ; or, nous nous situons à 1,49. Autrement dit, aujourd'hui, le poids de la fiscalité est de 49 % supérieur à ce qu'il devrait être par rapport à la moyenne nationale. Nous devons donc rester extrêmement vigilants.

D'ailleurs, vous ne le niez pas. J'assistais tout à l'heure à une réunion à la salle Rabelais sur les

problèmes de précarité dans la région et les médecins expliquaient combien Montpellier était confronté à cette précarité. Cette pression fiscale ne pèse peut-être pas sur les personnes en situation de précarité, non solvables ; en revanche, elle pèse sur les personnes solvables aujourd'hui et arrivant à un seuil de tolérance vis-à-vis de cette fiscalité. Nous pouvons ainsi nous interroger sur les conséquences à venir.

Selon moi, la principale interrogation ne concerne pas votre politique au niveau des quartiers -à ce sujet, vous me semblez efficace- mais cette monoculture du bâtiment existant à Montpellier. Tout repose là-dessus. Si demain, le bâtiment va mal, nous ne disposerons d'aucune solution alternative. Il est nécessaire d'y réfléchir. Le bâtiment comme le foncier sont sans doute de bonnes choses : ils permettent des rentrées financières pour la collectivité même s'ils ouvrent le champ à la spéculation. Cela fait aussi rentrer des droits de mutation et quand ceux-ci sont favorables, les recettes fiscales augmentent. Mais le bâtiment demeure insuffisant et il serait nécessaire de diversifier l'emploi dans d'autres domaines. Vous devez arrêter de dire que vous faites travailler 1 000 salariés dans le bâtiment lorsque vous réalisez une mairie : il s'agit d'argent public et celui-ci doit être géré au mieux dans l'intérêt des Montpelliérains.

En considérant cette hausse de l'effort de l'Etat et de la pression fiscale, vous récupérez ainsi 18 millions d'euros supplémentaires. Cette somme n'est pas négligeable et nous pouvons nous interroger sur son utilisation : peut-être permettra-t-elle de réaliser du social en période de crise. Mais nous pouvons aussi observer certains investissements peut-être inutiles. Je ne reviens pas sur la mairie bientôt inaugurée : nous serons alors tous heureux de voir combien cet hôtel de ville s'avère une réussite. Nous devons cependant nous interroger sur son activité. Je souhaite ainsi évoquer le personnel communal : je ne suis pas le seul à l'avoir souligné puisque Georges FRECHE, lors de la dernière réunion, a tenté de soulever ce point, avec une surprenante véhémence. Si nous observons le personnel communal et son évolution depuis 2004, date à laquelle Madame la Maire a pris ses fonctions, nous nous rendons compte que la Ville employant 2 630 agents en 2004 est passée aujourd'hui, en 2009, à 3 306 agents, soit 876 agents supplémentaires. Je ne parle pas des précaires devant être titularisés, puisqu'ils seront imputables sur le compte administratif de l'an prochain. George FRECHE avait adressé la même remarque : 1 000 emplois supplémentaires pour la Ville de Montpellier alors que depuis que nous sommes élus, nous avons observé la disparition de compétences. D'ailleurs, à chaque fois que j'évoque le sujet, Monsieur LEVITA ne manque pas de me répondre que chaque transfert de compétences s'accompagne d'un transfert de personnels. Pourtant, ces transferts n'apparaissent pas à travers les effectifs de la Municipalité. Le maintien des équilibres pourrait très bien se traduire par une non augmentation de la fiscalité. Des efforts doivent sans doute être fournis en la matière. Je ne suis pas contre le personnel municipal, j'y suis au contraire favorable. Mais je souhaite voir le personnel municipal affecté à des postes utiles et en priorisant certains secteurs. Je pense notamment à la police municipale dont le rôle est de plus en plus important et dont la complémentarité avec la police nationale n'est plus discutée désormais. Les investissements humains réalisés au niveau d'une municipalité doivent correspondre aux attentes de la population.

Enfin, je terminerai avec quelques points de détail. La Municipalité pourrait ainsi avoir une attitude parfois plus mesurée sur certaines dépenses à l'instar des voitures, par exemple. Madame le Maire vient ainsi de changer de véhicule bien que le dernier ait été acquis voilà deux ans : ce changement engendre tout de même des frais importants, d'autant que le cabinet a acquis six voitures, me semble-t-il, en quelques mois. Certaines dépenses doivent peut-être être examinées aujourd'hui. Actuellement, le cumul des salaires des ministres est revu, il est peut-être nécessaire que les collectivités locales se calent dessus.

Une dernière question se pose également sur certains voyages. Nous avons été un peu surpris de voir Madame le Maire partir avec une délégation en Chine. Cette décision n'a jamais été soumise

au Conseil municipal ; d'ailleurs, vous vous êtes bien gardée de dresser le bilan de ce voyage. 100 000 euros ont été affectés, me semble-t-il, à une école dans le secteur sinistré par le tremblement de terre. Lorsque nous observons les capacités d'investissement de ce pays par rapport au nôtre, nous devrions plutôt voir les échanges s'effectuer dans l'autre sens. Lors de ce voyage, vous êtes partie avec une vingtaine de collaborateurs et de chefs d'entreprises : j'aimerais savoir quel était l'objectif de ce voyage. J'espère que vous pourrez un jour nous renseigner à ce sujet.

Voilà, Madame le Maire, les quelques questions et remarques que je souhaitais apporter sur ce compte administratif. Des efforts doivent naturellement être fournis au niveau des collectivités : nous savons combien la période est actuellement difficile. Certains ont peur de parler de « rigueur », mais ce terme ne doit pas effrayer. Il correspond à la période traversée actuellement. L'Etat est en train de prendre sa part dans cette politique rigoureuse afin de traverser cette période de difficultés et afin de ne pas être obligé à des mesures drastiques à l'instar de certains pays confrontés à de mauvaises notations par les agences nationales. J'espère que nous ne serons pas rattrapés demain par ces difficultés susceptibles de mettre le pays en danger. Car comme moi, vous savez que nous vivons aujourd'hui sur de l'emprunt et si demain l'Etat est menacé, les collectivités locales en subiront inévitablement les conséquences. Et ça, personne ne le souhaite.

Madame le Maire : L'Etat bénéficie d'une chance que nous n'avons pas : il peut présenter un budget déficitaire. Pour les collectivités, un tel budget est impossible.

En ce qui concerne le personnel, vous avez oublié qu'entre-temps, nous avons ouvert deux groupes scolaires, des crèches, etc. Dès que nous mettons des nouveaux équipements au service des Montpelliérains, du personnel supplémentaire est nécessairement présent. Qu'il s'agisse d'un groupe scolaire, d'une crèche, d'un gymnase, de la police municipale... Comme l'a souligné Monsieur LEVITA, le ratio de la Ville de Montpellier par rapport au budget fonctionnement est inférieur au ratio de la moyenne nationale alors que dans le même temps, nous avons déprécié des emplois. En conséquence, je félicite Monsieur FLEURENCE et Monsieur NYSSSEN d'être parvenus à déprécier tout en maintenant un ratio en dessous de la moyenne nationale. Cela témoigne d'une gestion parfaitement équilibrée par rapport au fonctionnement.

Jean-Louis ROUMEGAS : Je donne notre position sur ce vote. En 2009, nous nous étions abstenus sur ce budget et, en toute logique, nous nous abstiendrons également sur sa réalisation.

Si nous avons l'occasion de préparer ensemble le prochain budget, nous nous ferons alors un plaisir de le voter ensemble, ainsi que le compte administratif en découlant l'année suivante. A ce moment-là, nous vous adresserons nos commentaires sur l'ensemble des points mis en avant. Bien que nous relevions des points positifs, des améliorations nous paraissent également possibles.

En attendant ce débat, je souhaite revenir sur la situation par rapport à la politique nationale. Nous ne pouvons pas laisser dire, sans réagir, que le Gouvernement vient soutenir les collectivités locales. L'annonce de Nicolas SARKOZY – au moment où il a utilisé l'affaire grecque comme un véritable alibi – du gel en valeur des dotations aux collectivités locales est une annonce totalement injuste et totalement contre-productive.

Cette annonce est d'abord injuste : Nicolas SARKOZY fait payer aux collectivités locales le déficit de l'Etat fomenté par lui-même. Comme vous l'avez rappelé, l'Etat peut se permettre des déficits, y compris sur le fonctionnement, contrairement aux collectivités locales. Il est clair que le déficit public en France est un déficit de l'Etat et non des collectivités locales. De plus, ce déficit sans commune mesure, ne revêt pas la même nature : le déficit des collectivités locales, lorsqu'il existe, est en général lié à de l'investissement ou à de l'emprunt tandis que le déficit de

l'Etat est lié à son fonctionnement. En outre, les raisons du déficit sont différentes : le déficit de l'Etat est dû essentiellement à une politique fiscale injuste et totalement irresponsable. Avec le bouclier fiscal et ses milliards d'euros de cadeaux, il n'est pas étonnant de trouver ensuite un déficit. De même, je peux aussi évoquer les milliards d'euros de cadeaux engendrés par la défiscalisation des heures supplémentaires : cette mesure contre-productive en termes de créations d'emplois, n'a pas relancé la machine économique française. Il s'agit donc d'un cadeau injuste et en pure perte. De même, la baisse de la TVA pour les restaurateurs ressemble à un beau cadeau alors qu'aucune baisse des tarifs et encore moins des embauches massives n'ont été observées dans le domaine de la restauration. Selon moi, l'Etat a fomenté soi-même le déficit ou l'a aggravé. Par conséquent, le faire payer aux collectivités locales me semble totalement injuste.

Ce gel des dotations s'avère également contre-productif. Aujourd'hui, seules les collectivités locales investissent afin de préparer l'avenir en termes d'infrastructures et de développement économique. L'Etat n'a pas tenu ses engagements en matière d'investissements. Par exemple, dans le Grenelle de l'environnement, l'Etat s'était engagé à développer le ferroviaire : nous ne voyons absolument rien venir de ce côté-là, tandis que les collectivités continuent à réaliser des tramways, des transports en commun. Il s'agit d'investissements créateurs d'emplois et suscitant également du développement économique. Cette politique consistant à faire payer aux collectivités le déficit de l'Etat s'avère donc contre-productive en termes économiques et en termes d'emplois.

En 2011, nous commencerons déjà à payer la facture, puisqu'il s'agit d'un gel en valeur, c'est-à-dire une baisse des capacités d'investissements des collectivités locales. Malheureusement, le calendrier électoral ne nous permettra pas d'empêcher cette mesure en 2011. En revanche, en 2012, il me semble urgent de voir une majorité alternative mettre fin à cette dérive. A Montpellier comme partout en France, nous nous employons à cela.

Michel PASSET : Le compte administratif demeure une photographie de l'action municipale. Mon groupe partage cette photographie avec les efforts et les réalisations opérés dans de nombreux domaines. Il s'agit aussi bien de répondre aux besoins de la population – en particulier ceux souffrant – que d'essayer de répondre à une crise économique dont nous ne sommes en rien responsables et dont nous ne sommes pas maîtres en tant que majorité municipale. Pour autant, nous engagerons des moyens pour agir dessus.

Cette photographie positive est cependant ternie par la réalité de la ville. En effet, les gens souffrent à Montpellier. L'INSEE tire un bilan du département et de la ville en 2009 : les Héraultais sont les plus pauvres de France juste avant la Corse. Cela ne signifie pas que les autres régions sont riches. A Montpellier, 14% de la population dépend ainsi du RSA, 45 % des foyers fiscaux ont un revenu net par mois inférieur à 1 031 euros, un retraité sur deux gagne moins de 1 200 euros par mois. Voilà la réalité de la ville et des Montpelliérains.

Monsieur DOMERGUE a parlé de rigueur : la rigueur pour qui ? Pour ces gens-là ? Un certain nombre d'entre eux n'est déjà plus en état de vie, mais en état de survie. Face à cette situation, une majorité municipale doit non seulement réagir par rapport à son budget mais aussi aller au-delà. Monsieur LEVITA a annoncé du sang et des larmes pour 2011 après une année 2010 passable. Allons-nous attendre 2012 en versant du sang et des larmes en 2010 et 2011 ? Nous pouvons nous engager résolument, bien plus qu'auparavant. Nous ne pouvons pas permettre à l'Etat d'inscrire la réforme des collectivités territoriales telle qu'il la prévoit, comme une loi gravée dans le marbre. Nous devons nous y opposer avec plus de force et de vigueur. Cette loi signifie la faillite des communes et des collectivités territoriales : nous ne pouvons pas accepter cette atteinte à la démocratie. Il s'agit aussi d'accabler encore plus les plus démunis pour dédouaner encore plus les nantis.

Monsieur DOMERGUE, je ne conteste pas du tout la capacité de votre majorité à gérer l'Etat, mais j'oppose un autre choix car vos résultats sont franchement mauvais. Pour ma part, je suis favorable au développement d'un grand service public. Les restrictions appliquées par l'Etat au service public conduisent à la catastrophe ; d'autant que ces mesures ne parviendront pas à combler votre déficit. En outre, elles conduisent à des changements de la société française enfonçant les plus pauvres et supprimant la solidarité. Nous nous y opposerons très fermement. Il ne s'agit pas de gaspiller, mais d'être en capacité de répondre aux besoins. Or, avec la politique pratiquée par votre Gouvernement, les besoins de nos populations ne cessent d'augmenter jour après jour. En créant le Pôle emploi, vous avez même supprimé la possibilité offerte aux gens sans emploi de se renseigner sur leurs droits tellement c'est le b..... Vous repoussez l'ensemble des gens ayant besoin de services publics vers l'extérieur et vous les mettez en position de demandeurs au niveau des collectivités territoriales. Ce transfert de charge de l'Etat est certes moins visible, mais n'en demeure pas moins réel et profond. Je le refuse aussi mais il est nécessaire de répondre aux besoins des gens en attendant.

Enfin, nous venons de parler de sommes financières, je suis d'accord avec Monsieur ROUMEGAS. Il n'y a pas d'argent pour les collectivités territoriales, pas d'argent pour aider les gens mais que faites-vous de l'argent des banques ? Monsieur DOMERGUE, si vous le savez, dites-nous combien représente par habitant le profit des banques dans le Languedoc-Roussillon en 2009.

Marc DUFOUR : Puisque le débat est assez long, j'essayerai de ne pas l'alourdir. Quand nous parlons de compte administratif et de bilan, il s'agit d'une photographie. Or, une photographie représente toujours le passé. Comme pour la presse, rien ne se périmé plus vite que le journal de la veille. Toutefois, il convient de saluer le travail effectué.

Ce compte administratif traduit le budget d'une année pleine : le premier budget voté, fini, réalisé par votre majorité. Selon moi, ce compte administratif traduit l'action d'une équipe motivée, engagée, solidaire, unie et servie par une administration compétente, efficace et dévouée. Je tiens à saluer le travail réalisé dans cet esprit. Nous y voyons le premier élan de cette majorité dans cette première année pleine de votre mandat.

Les résultats, dans tous les domaines évoqués, ont été obtenus dans le respect des équilibres financiers et dans un esprit de justice sociale. Les préoccupations des Montpelliérains ont réellement été placées au cœur de nos réalisations.

Au nom du MoDem, je souhaite que nous soyons capables de poursuivre cette action dans le même esprit d'équipe et d'unité afin de réussir l'ensemble des challenges nous ayant soudés derrière votre programme et pour lesquels nous nous sommes engagés envers les Montpelliérains.

Jacques TOUCHON : A l'inverse de Marc DUFOUR, je ne dirais pas que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes : nous devons rester lucides. En revanche, ce compte administratif démontre bien que le « Vivre ensemble » désiré par Madame le Maire dans notre ville de Montpellier, ne se résume pas à une simple formule mais s'inscrit dans l'action et dans la réalisation. Nous observons ainsi des déclinaisons de ce « Vivre ensemble » au niveau du logement ou de l'emploi. Cette action en faveur de l'emploi se veut aussi bien qualitative avec la déprécarisation mais aussi quantitative avec le maintien de l'investissement. Au-delà de l'emploi, ce « Vivre ensemble » se décline également à la culture et l'environnement. Nous devons peut-être souligner le travail fourni pour maintenir la richesse du tissu associatif constituant la force de la démocratie.

Il est nécessaire de soutenir cet effort, de décliner le « Vivre ensemble » et de répondre au défi de

l'attractivité avec 3 000 Montpelliérains supplémentaires chaque année. Ce défi n'est pas le moindre. Toutefois, le bilan de cette année montre combien nous savons y apporter une réponse. La réussite de cette année est ainsi confirmée par la faiblesse des critiques : les quelques platanes de Monsieur VIGUIE n'ont pas altéré l'importance de la réussite. Quant aux critiques de Monsieur DOMERGUE, elles portaient sur quelques voitures et le déplacement en Chine. A ce sujet, je vais vous répondre. Une conférence de presse a été assurée par Madame le Maire en présence de trente à quarante journalistes asiatiques. Nous ne pouvons pas nous féliciter du succès touristique de la ville de Montpellier et ne pas voir les enjeux touristiques de demain. Lors de cette conférence, nous avons évoqué José FRECHES, Jacques FERRIER, l'architecte, les frères POURCEL, Olivier CHATEAU, THERON, le chorégraphe, tous Montpelliérains : le nom de Montpellier a ainsi été cité des dizaines et dizaines de fois. Il est donc nécessaire d'éviter la vision de petit boutiquier sur l'avenir de notre ville et de notre région.

En outre, peut-être aurait-il été intéressant de se pencher sur quelques données. Monsieur LEVITA a ainsi apporté une analyse intéressante avec les conséquences d'une éventuelle suppression du bouclier fiscal à l'échelle de notre ville. La critique de Monsieur DOMERGUE n'a cependant pas porté sur ce sujet.

En conclusion, il s'agit d'un bilan extrêmement positif avec des critiques très faibles. Les Verts sont désormais dans la discrétion, il ne reste que Monsieur VIGUIE et ses platanes.

Max LEVITA : Je réponds à Monsieur DOMERGUE. La dotation globale de fonctionnement a effectivement augmenté par rapport à l'année précédente mais le problème est de savoir à quoi nous avons droit. Nous ne sommes pas dans une république bananière : vous siégez au Parlement, vous votez une loi de finances, dites-nous à quoi nous avons donc droit. Il ne s'agit plus de discuter puisque la loi est votée, mais nous estimons être floués. Tous les chiffres montrent que l'Etat ne prend en compte notre nombre d'habitants qu'avec retard.

Concernant le bâtiment, il me semble que vous avez lu beaucoup de choses sur l'Espagne, mais nous ne sommes pas du tout dans la même situation. Des élus comme Madame le Maire, Monsieur SAUREL, Monsieur BOUILLE surveillent l'activité. En outre, nous disposons d'une société, la SERM présidée par moi-même. La ville de Montpellier est attirante et nous avons la faiblesse de croire que nous y sommes un peu pour quelque chose : avec le développement autour du sport, de la culture, etc. Mais en observant bien, cette attractivité est participe d'un mouvement mondial où les populations sont attirées vers le sud. Tous les pays du monde sont concernés à l'exception d'un seul : l'Italie. Confrontés à cette attractivité, nous essayons de faire face à l'afflux de population en menant une politique foncière intelligente et en contrôlant l'activité du secteur immobilier. Dans toute la France, nous avons ainsi été la ville la moins touchée en 2008 et en 2009 par la crise économique.

Je vous suis reconnaissant, Monsieur le Député, de ne pas avoir repris la critique de votre collègue Monsieur DUMONT selon laquelle, notre équipe ne réalisait rien. Les différentes interventions ont montré notre travail. Certes, nous avons connu des disputes, en particulier au sein du groupe socialiste, mais ces divergences ne nous ont pas empêchés de travailler. Nous avons essayé de rendre compte de ce travail accompli par l'équipe municipale au cours de l'année 2009.

Je ne parle pas de politique. Je partage presque la position de Monsieur ROUMEGAS, mais il s'agit là de politique nationale et il existe d'autres lieux pour en débattre. Nous sommes conscients de la situation épouvantable dans laquelle se trouve l'Etat. En tant que financier, j'ai une pensée émue pour Monsieur BAROIN. Comme lui, je surveille avec angoisse les taux d'intérêts. Toutefois, les lois en préparation ne nous annoncent rien de bon pour l'avenir. Vous avez utilisé le mot de "rigueur". Pour ma part, afin de ne pas sombrer dans l'anti-sarkozysme

primaire, je n'ai pas utilisé ce mot mais je pense que ce qui nous attend sera difficile. En tout cas, Madame le Maire, votre équipe est prête à affronter ces temps difficiles.

Madame le Maire : Je vous remercie. Je laisse la présidence à mon premier adjoint puisque le Maire se doit de se retirer au moment du vote.

Serge FLEURENCE : Pendant que Madame le Maire quitte la salle, je souhaite réparer un petit oubli au sujet des arbres évoqués par Monsieur VIGUIE.

Il ne s'agit pas « d'arracher » les arbres comme des sauvages : nous allons en supprimer quelques uns. En effet, lorsqu'un boulevard jusqu'à présent en sens unique passe en double sens, il est nécessaire de réaménager les carrefours pour des raisons de sécurité. Quelques arbres doivent ainsi être enlevés et replantés ailleurs. Nous n'aurons aucun déficit en nombre d'arbres.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Administratif 2009 et le Compte de Gestion 2009 du budget principal;
- constater pour la comptabilité principale les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives aux reports à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes;
- adopter le rapport ci-annexé présentant le bilan des acquisitions et cessions immobilières réalisées par la Ville de Montpellier pour 2009 ;
- adopter le rapport ci-annexé retraçant les actions de développement social urbain entreprises au cours de l'exercice et les conditions de leur financement ;
- donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Madame le Maire sort de séance.

Pour : 45
Contre : 6 (groupe UMP-Non Inscrit + M. Viguié)
Abstention : 4 (Elus Verts)
Adopté à la majorité

Monsieur VIGNAL sort de séance et donne sa procuration à Monsieur BOUILLE

2 - Compte Administratif 2009 de la Ville de Montpellier - Budget Annexe de l'Eau

Max LEVITA : Les grands équilibres du Compte Administratif 2009 du Budget Annexe de l'Eau de la Ville de Montpellier se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		
Chapitre	Libellé	Réalisations 2009
011	Charges à caractère général	-
012	Charges de personnel et frais assimilés	129 718,67
66	Charges financières	40 561,01
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	856 970,17
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION		1 027 249,85

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		
Chapitre	Libellé	Réalisations 2009
002	EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE DE N-1	307 229,86
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	35 344,76
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 183 529,59
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	32 968,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION		1 559 072,21

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES			
Chapitre	Libellé	Réalisations 2009	Restes à réaliser
001	SOLDE D'INVESTISSEMENT REPORTE	24 117,20	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	358 000,00	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	527 927,01	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors opérations)	-	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (sauf opérations)	465 639,47	
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
040	OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	35 344,76	
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	140 788,09	
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		1 551 816,53	-

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES			
Chapitre	Libellé	Réalisations 2009	Restes à réaliser
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	179 189,82	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	815 000,00	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		
21	IMMOBILISATIONS		
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (sauf opérations)		
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	455 197,31	
040	OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	856 970,17	
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	140 788,09	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		2 447 145,39	-

Le résultat global des opérations 2009 est strictement conforme entre le Compte Administratif et le Compte de Gestion.

Le résultat brut global 2009 du Budget annexe de l'eau est de + 1 427 151,22 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) s'établissant à + 1 427 151,22 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2008	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2009	Résultat de clôture CA 2009	Résultat des reports	Résultat net 2009
Investissement	- 24 117,20		919 446,06	895 328,86	-	895 328,86
Fonctionnement	486 419,68	- 179 189,82	224 592,50	531 822,36	-	531 822,36
Total	462 302,48	- 179 189,82	1 144 038,56	1 427 151,22	-	1 427 151,22
Pour mémoire: résultat net 2008	307 229,86					

Le Budget Annexe de l'Eau ayant fait l'objet d'un transfert de compétence à destination de la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis le 1^{er} janvier 2010, le résultat sera repris lors du vote du Budget Supplémentaire par le Conseil Communautaire.

Nathalie GAUTIER-MEDEIROS : Mon intervention a un rapport très indirect avec le budget annexe de l'eau ; il s'agit plutôt d'une annonce. Un film documentaire, *Water makes money*, sortira le 23 septembre. Ce film réalisé par des cinéastes allemands venus à plusieurs reprises à Montpellier, lève le voile sur les enjeux politico-financiers liés à la gestion de l'eau dans six villes françaises, dont Montpellier. Je vous invite donc vivement à aller voir ce film en salle dès le 23 septembre. Il sera également diffusé sur Arte au début de l'année 2011. J'espère que ce film achèvera de vous convaincre de la nécessité d'une gestion publique de l'eau.

Francis VIGUIE : Ce sujet ne sera plus discuté au Conseil municipal. Les avis étaient partagés sur cette question avec plusieurs groupes favorables au retour en régie. Ce débat appartient

désormais à l'Agglomération où pour des raisons non démocratiques, tous les groupes ne sont pas représentés. Il est donc nécessaire de bénéficier d'un suivi des débats. J'aimerais donc savoir où en est cette question et où en est le débat autour du retour en régie préconisé par une majorité des groupes du Conseil municipal.

Max LEVITA : La question a été transmise et le président de la Communauté d'agglomération s'est exprimé à ce sujet. Pour le moment, il existe un contrat nous liant jusqu'en 2014. Sortir de ce contrat s'avère impossible au regard des montants à verser en cas de rupture. Le président de la Communauté d'agglomération a déjà indiqué publiquement -comme les journaux l'ont rappelé- que la question sera débattue en temps utile ; c'est-à-dire, vraisemblablement, au cours du deuxième semestre 2013, voire du premier semestre 2014, juste avant la fin du contrat en cours.

Michel PASSET : J'apporte une précision à Monsieur VIGUIE : en dehors de son parti politique, tous les autres partis sont présents au Conseil d'agglomération.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Administratif 2009 et le Compte de Gestion 2009 du budget annexe de l'eau ;
- constater pour la comptabilité annexe de l'eau, les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives aux reports à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;
- donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 45

Contre : 6 (groupe UMP-Non Inscrit + M. Viguié)

Abstention : 4 (Elus Verts)

Adopté à la majorité

Madame PRUNIER sort de séance

3 - Adhésion à la Société Française d'Evaluation - Désignation des représentants de la Ville à l'Assemblée générale

Max LEVITA : La Société Française d'Evaluation (SFE) est une association de type loi 1901 créée en 1999 pour contribuer au développement de l'Evaluation des Politiques Publiques en France et promouvoir son utilisation dans les organisations publiques et privées, ainsi qu'au sein des collectivités en charge de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques publiques.

Elle constitue un lieu de rassemblement, de débats, d'échanges, de capitalisation et de formation entre pairs, ouvert à tous les acteurs de l'évaluation : commanditaires, praticiens, utilisateurs, consultants, chercheurs et opérateurs privés (associations notamment) chargés de la mise en oeuvre des politiques évaluées.

Son action promeut l'évaluation comme un outil d'aide à la décision, un atout pour la conduite et

l'amélioration de l'action publique et un stimulant du débat démocratique.

La Ville de Montpellier souhaite mettre en œuvre l'Evaluation de ses Politiques Publiques. Elle se propose donc d'adhérer à la Société Française d'Evaluation et d'en devenir membre, afin de contribuer à l'action de cette association et d'établir des relations avec les acteurs de l'évaluation en France.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 1 000 euros.

Conformément à l'article 6 de ses statuts, la Ville en qualité de «membre institutionnel » doit désigner un titulaire et un suppléant pour la représenter à l'Assemblée générale de la SFE.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'autoriser l'adhésion à la Société Française d'Evaluation,
- de dire que cette dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget 2010 (6281/920200/888)
- de désigner les représentants suivants à l'Assemblée générale de la SFE :
 - o M. Max LEVITA, Titulaire
 - o Mme Hélène QVISGAARD, Suppléante.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cet affaire.

Pour : 53

Abstention : 1 (M. Viguié)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Madame le Maire revient en séance

4 - Réalisation d'un nouveau groupe scolaire pour le quartier Malbosc- Arrêt des dossiers d'enquête d'utilité publique valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme et d'enquête parcellaire Recours à la procédure d'urgence

Philippe SAUREL : L'urbanisation du quartier Malbosc, au nord-ouest de Montpellier, s'est effectuée par la mise en œuvre d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC), dont les dossiers de création et de réalisation ont respectivement été approuvés le 20/09/1999 et le 29/09/2000. Les travaux de viabilisation ont démarré à l'été 2001 et les premières constructions à l'été 2002.

Ce quartier, dont les derniers programmes de logements sont en cours de construction, accueillera à terme 2 100 logements dont :

- 1 100 logements collectifs sous forme de résidence
- 600 logements individuels superposés
- 400 logements individuels avec jardins

La typologie des « modes d'habiter » sur ce quartier est très diversifiée et une attention particulière a été apportée à l'habitat individuel. Cette conception a permis d'accueillir une part importante de jeunes ménages avec des enfants, donnant au quartier un profil démographique

atypique qui se traduit par des besoins scolaires plus importants que sur d'autres secteurs développés sur la ville (Port Marianne notamment).

Les deux établissements scolaires existants (maternelle François Mitterrand-Marguerite Yourcenar et élémentaire François Rabelais) se révèlent aujourd'hui insuffisants pour accueillir tous les enfants du quartier. Ce groupe scolaire est saturé depuis la rentrée 2010 et a nécessité la mise en place de structures provisoires pour l'accueil de classes supplémentaires. Aussi, afin d'assurer aux écoliers des conditions optimales d'accueil et d'apprentissage, il est nécessaire d'engager la création d'un nouveau groupe scolaire dès la rentrée 2012.

Le phasage retenu pour la réalisation de ce groupe scolaire est le suivant :

* Pour la rentrée scolaire 2012, ouverture :

- d'une école élémentaire composée de 5 classes, des bureaux, de 2 salles multimédia, d'une salle d'activité et de la partie centre de loisirs sans hébergement pour les activités et les bureaux,
- d'une école maternelle avec 3 classes, un dortoir, une salle multimédia, une salle de psychomotricité,
- la partie périscolaire, le restaurant, les offices et les locaux techniques.

* Par ailleurs, le projet anticipe deux autres phases de construction soit 2 extensions :

- tranche conditionnelle 1, soit 2 classes et un dortoir en maternelle,
- tranche conditionnelle 2, soit 5 classes élémentaires supplémentaires avec une salle pour les intervenants.

Au final, ce nouveau groupe scolaire disposera de 15 classes (5 maternelles et 10 élémentaires) et d'un restaurant scolaire.

La programmation de cet équipement intègre, sur l'emprise même du projet, la réalisation de places de stationnement affectées au personnel. Un stationnement minute provisoire sera créé à proximité de l'entrée du groupe scolaire.

L'impossibilité d'implanter ce nouveau groupe scolaire au sein même du quartier Malbosc conduit à privilégier une localisation au plus près, le long de la rue de Malbosc et en limite sud du quartier, permettant de créer une transition vers le secteur d'Alco situé au sud.

Cette zone, dont la Ville ne maîtrise pas encore le foncier, répond le mieux aux contraintes de réalisation d'un nouveau groupe scolaire, puisque les parcelles concernées sont contigües au quartier Malbosc et permettent :

- de garantir des déplacements piétons sécurisés pour les parents et les enfants,
- de raccorder les réseaux nécessaires à ceux du quartier de Malbosc,
- de réaliser des travaux à moindre coût en anticipation de ce qui sera réalisé à l'avenir dans la perspective, encore lointaine, d'une urbanisation future au sud du quartier.

Ce groupe scolaire, qui ne répond, dans un premier temps, qu'aux besoins de la ZAC Malbosc, s'intégrera ainsi dans la future zone à urbaniser et permettra à long terme de mutualiser cet équipement scolaire pour les populations des deux quartiers.

Le groupe scolaire s'intégrera dans l'environnement, notamment dans celui du parc public existant :

- réaménagement de la rue Malbosc,
- aménagement de chemins piétons,
- création de talus végétaux pour assurer la continuité paysagère, l'intégration du bâtiment, la protection des cours, la protection au vent et la mise en sécurité des enfants.

Il sera composé de deux bâtiments en R+1, en longueur, sur un axe est/ouest avec :

- des façades sud très ouvertes et protégées par une structure bois et treilles végétales,
- des façades nord ponctuellement ouvertes,
- des terrasses plates végétales,
- une maille ombrière pour panneaux photovoltaïques,
- une entrée principale par auvent, côté rue Lagattu,
- la création d'un parking personnel et livraison accessible depuis la rue Lagattu,
- la création d'un dépôt minute avec places de stationnement,
- la création des réseaux à l'intérieur du périmètre du projet, destinés uniquement au groupe scolaire.

Pour réaliser cet équipement, il est indispensable que la Ville ait recours à la procédure d'expropriation prévue par le Code de l'Expropriation en vue de l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, des biens nécessaires à ce projet et dont elle n'est pas propriétaire.

Le secteur identifié est actuellement classé en zone AU0-6 au plan local d'urbanisme (PLU). Afin de garantir la meilleure insertion urbaine du groupe scolaire, en cohérence avec le quartier de Malbosc auquel il est rattaché, une adaptation du zonage et des règles du PLU est nécessaire. Le parti d'aménagement retenu implique l'extension ponctuelle de la zone 9AU, la création d'un secteur de zone 9AU-5 et la création d'un emplacement réservé pour équipement public. Dans le même temps, il est proposé de recaler graphiquement l'emplacement réservé (C69), pour prendre en compte le projet de réaménagement de la rue Malbosc dans la section incluse dans le périmètre de la DUP. La déclaration d'utilité publique de l'opération emportera approbation des nouvelles dispositions du PLU.

Par ailleurs, compte tenu de l'objectif de l'ouverture en septembre 2012 du groupe scolaire, il est nécessaire de solliciter le bénéfice de l'urgence.

Le coût total de l'opération y compris le foncier est estimé à 11 200 000€ .

Les dossiers nécessaires à l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du PLU et à l'enquête parcellaire, qu'il est proposé de mener conjointement, ont été réglementairement constitués et vous sont soumis pour approbation.

Serge FLEURENCE : Je confirme votre propos. Au regard des déclarations des habitants de Malbosc lors de la réunion de quartier, ceux-ci sont très heureux de vivre à Malbosc.

Frédéric TSITSONIS : En complément au propos de Philippe SAUREL, j'informe le Conseil municipal que Malbosc pourra s'enorgueillir d'avoir la première école dépôt de la Ville de Montpellier. En effet, jusqu'à présent, le calendrier fixait l'école des Grisettes en 2013. Mais j'ai signé l'avenant à l'assistance de maîtrise d'ouvrage à la réalisation d'un bâtiment énergie positive aujourd'hui. Cette école ouvrira en 2012. Nous pouvons nous satisfaire de voir les services de la Ville continuer en ce sens et qu'il ne s'agisse pas uniquement d'une logique d'affichage. Désormais, la réflexion sur les bâtiments et équipements publics de la ville se porte en termes d'énergie positive. Pour information, cette règle des bâtiments énergie positive imposée par le Grenelle, doit intervenir en 2020. Autrement dit, à Montpellier, avec huit ans d'avance, Madame le Maire, Jean-Louis GELY et tous les élus pourront inaugurer une école énergie positive, et avec des critères environnementaux bien au-delà de ceux imposés par la loi. Cela montre la vitalité des élus et des services. A travers cette décision, je souhaitais ainsi les remercier.

Philippe THINES : Je confirme les propos de Philippe SAUREL et Serge FLEURENCE au sujet du bien-être à Malbosc. Qu'il s'agisse des premiers habitants ayant vécu toute la

construction de Malbosc ou les derniers arrivants, aucun ne remet en cause le bien vivre dans le quartier. La preuve en est, un repas de quartier était organisé dernièrement avec plus de 150 personnes venues quasiment spontanément puisque que peu de publicité avait été réalisée.

Par ailleurs, la population est très satisfaite de ce troisième groupe scolaire répondant à leur demande. La Municipalité témoigne d'une réactivité pouvant être qualifiée d'exceptionnelle. Les gens l'apprécient et le reconnaissent. Au sujet des petits travers pouvant exister sur Malbosc, nous y apporterons des réponses et nous résoudrons les problèmes.

Enfin, les commerçants ou les résidents sont très satisfaits de la vie à Malbosc. Le marché ayant ouvert mercredi dernier est toujours en place et donne satisfaction aux gens.

En conséquence, après étude et au vu de l'estimation des services fiscaux, nous vous proposons :

- d'autoriser le recours à la procédure d'expropriation prévue par le Code de l'Expropriation, en vue de l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, des terrains nécessaires à la réalisation d'un nouveau groupe scolaire pour le quartier de Malbosc,
- d'arrêter les dossiers d'enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du PLU et à l'arrêté de cessibilité.
- de solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique valant mise en compatibilité du PLU et parcellaire,
- de solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, Préfet de la Région Languedoc-Roussillon la déclaration d'utilité publique de l'opération valant mise en compatibilité du PLU, et la cessibilité des parcelles et des droits réels immobiliers, tels qu'ils figurent sur le plan et l'état parcellaire joint,
- de solliciter le bénéfice de la procédure d'urgence, en raison de l'objectif d'ouverture du groupe scolaire à la rentrée 2012,
- de dire que le montant des indemnités d'expropriation sera imputé sur les crédits inscrits au budget primitif 2011,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

5 - Réalisation d'un nouveau groupe scolaire pour le quartier Malbosc - Procédure de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme - Acquisition de la propriété de Mr Jean-Marc MICHEL, cadastrée TN 13

Philippe SAUREL : Par une précédente délibération du Conseil Municipal, le recours à la procédure d'expropriation, en vue de l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, des terrains, dont la Ville n'est pas propriétaire, nécessaires à la réalisation d'un nouveau groupe scolaire pour le quartier Malbosc a été décidé et le Conseil Municipal a arrêté les dossiers d'enquêtes conjointes d'utilité publique valant mise en compatibilité du PLU et de cessibilité, avec le bénéfice de l'urgence.

L'un des propriétaires dont la parcelle, TN 13, d'une superficie de 4073 m², est impactée en totalité par le périmètre de l'opération, Monsieur Jean Marc MICHEL, est d'accord pour céder sa propriété à la Ville, aux conditions suivantes, définies par une promesse de vente :

- cession à la Ville de sa propriété sous condition suspensive d'obtention par la Ville des arrêtés d'utilité publique valant mise en compatibilité du PLU et de cessibilité, au prix correspondant à l'évaluation du terrain en zone AU du PLU, au vu de l'estimation des services fiscaux, soit un montant, toutes indemnités comprises de 224 015 € (indemnité principale + emploi),
- accord donné à la Ville d'effectuer les études et sondages de sols nécessaires au projet, avant la signature de l'acte et la prise de possession du terrain, avec une remise en état du terrain par la Ville si la condition susvisée concernant cette opération n'est pas remplie (pas de prononcé de la DUP valant mise en compatibilité du PLU),

Le notaire chargé de la rédaction de l'acte est Maître Geneviève LHOTE VOLLE, notaire à Montpellier. L'acte ne sera signé qu'en 2011, au moment où la Ville aura obtenu la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du PLU.

En conséquence, après étude du dossier et au vu de l'estimation des services fiscaux, nous vous proposons :

- d'accepter la promesse de vente que nous propose Maître LHOTE -VOLLE, agissant pour le compte de Monsieur Jean-Marc MICHEL, pour la parcelle TN 13, d'une superficie de 4073 m²,
- de dire que le montant des indemnités pour cette acquisition, sera prélevé sur les crédits inscrits au budget primitif 2011, dès que l'acte sera signé,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

Madame BENEZECH sort de séance

6 - FONCIER Droit de Préemption Urbain "renforcé"

Philippe SAUREL : Le Plan Local d'Urbanisme prévoit, en cohérence avec le programme local de l'habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la mise en œuvre d'une politique de l'habitat, et notamment de l'habitat social avec pour principaux axes :

- l'augmentation et la diversification du parc locatif social pour répondre à la demande,
- l'équilibrage ou la rééquilibrage social des quartiers avec une dédensification de certains d'entre eux,
- le maintien de l'habitat social dans et à proximité du centre ville,
- la requalification de copropriétés des années 60 dégradées.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier, dans le cadre de son projet urbain, a décidé de lancer une intervention globale dénommée "*Montpellier Grand Cœur*" sur le quartier du centre de Montpellier. L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie du quartier centre pour ceux qui y habitent et y travaillent. Cette opération prévoit notamment de réactiver et diversifier le marché du logement par la rénovation et par la réhabilitation de logements anciens.

Pour poursuivre la mise en œuvre de cette politique de l'habitat, la Ville doit pouvoir disposer, sur certaines parties du territoire communal, du droit de préemption renforcé.

En effet, l'article L 211-4 du Code de l'urbanisme prévoit que le droit de préemption urbain n'est pas applicable à :

a) A l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, compris dans un bâtiment effectivement soumis, à la date du projet d'aliénation, au régime de la copropriété, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution, soit depuis dix années au moins dans les cas où la mise en copropriété ne résulte pas d'un tel partage, la date de publication du règlement de copropriété au bureau des hypothèques constituant le point de départ de ce délai;

b) A la cession de parts ou d'actions de sociétés visées aux titres II et III de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires;

c) A l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de dix ans à compter de son achèvement;

d) A la cession de la majorité des parts d'une société civile immobilière, lorsque le patrimoine de cette société est constitué par une unité foncière, bâtie ou non, dont la cession serait soumise au droit de préemption. Le présent alinéa ne s'applique pas aux sociétés civiles immobilières constituées exclusivement entre parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus.

Toutefois, par délibération motivée, la commune peut décider d'appliquer ce droit de préemption aux aliénations et cessions mentionnées ci-dessus sur la totalité ou certaines parties du territoire soumis à ce droit.

En application de l'article L 211-4, le Conseil municipal a, le 2 mars 2006 et le 7 février 2007, instauré le droit de préemption urbain dit "renforcé" sur une partie du territoire communal.

Cependant, les dispositions de l'alinéa d) de l'article L 211-4 ont été introduites par la Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 dite Loi ENL et modifiées par la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009.

Il convient donc, dans un souci de clarification et pour tenir compte de la nouvelle rédaction de l'article L 211-4 issue de la loi ENL du 13 juillet 2006 et de la loi du 25 mars 2009, de préciser que le droit de préemption urbain renforcé s'applique sur les parties du territoire communal délimitées par le plan annexé pour tous les cas cités en a), b), c) et d) de l'article L 211-4 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver, conformément à l'article L 211-4 du Code de l'urbanisme, l'instauration du droit de préemption urbain renforcé, à l'ensemble des zones délimitées par le plan joint.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

7 - Foncier - Création d'un cheminement piéton le long de l'AQUEDUC SAINT-CLEMENT - Acquisition foncière - résidences "Les Jardins de l'Aqueduc I II III"

Philippe SAUREL : Dans le cadre de l'opération Campus, la Ville souhaite réaliser un cheminement piéton le long de l'aqueduc Saint-Clément, qui relie la rue Croix de Lavit et la rue du Professeur Phung.

Des négociations ont été engagées avec la SCI Aqueduc 2002, qui a tout pouvoir pour négocier au nom des copropriétaires des trois résidences « Les Jardins de l'Aqueduc I, II et III », pour acquérir les emprises nécessaires en bordure de l'aqueduc.

Un accord a été trouvé sur la base d'une cession gratuite des emprises, à savoir :

- soit 56 m² à extraire de la parcelle TD 93
- soit 141 m² à extraire de la parcelle TD 79
- soit 1 033 m² à extraire de la parcelle TD 166.

En contrepartie :

- la Ville récupère la propriété, la gestion et l'entretien du bassin de rétention d'une superficie de 1 650 m² créé dans le cadre de cette opération immobilière,
- la Ville réalisera la clôture sur tout le linéaire bordant le chemin piéton le long de l'aqueduc.

Le notaire désigné par la SCI Aqueduc 2002, est Maître SALLES à Montpellier, il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

Madame le Maire : Nous avons déjà commencé ce cheminement au niveau de Clémentville et jusque Alco. Ce cheminement piéton me semble effectivement très intéressant et la Marathonienne pourra certainement l'emprunter.

Après étude de cette affaire, nous vous proposons :

- l'acquisition gratuite de plusieurs emprises de terrain pour une superficie totale de 1 230 m² auprès des copropriétaires des trois résidences « les Jardins de l'Aqueduc I II III », afin de réaliser le cheminement piéton le long de l'aqueduc Saint Clément,
- l'acquisition du bassin de rétention d'une superficie de 1 650 m²,
- de saisir Maître Salles, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

8 - Foncier - Régularisation emprise - Rue des Tulipes - Caisse des Congés Payés du Bâtiment Région L.R.

Philippe SAUREL : La rue des Tulipes est une voie publique communale qui débouche sur l'avenue de la Liberté.

Cependant, à la lecture des extraits cadastraux édités sur ce secteur, il est apparu une emprise encore privée, incluse dans la voie publique. Il s'agit de la parcelle DV 575 de 241 m², qui ressort appartenir à la Caisse des Congés Payés du Bâtiment.

Afin de régulariser cette situation pour éviter des problèmes de gestion, d'entretien ou d'assurance, il a été proposé à la Caisse des Congés Payés du Bâtiment, l'acquisition de cette parcelle à l'euro symbolique, compte tenu de la nature du bien cédé, à savoir un tronçon de voie.

Par courrier en date du 16 avril 2010, la Caisse des Congés Payés du Bâtiment Région Languedoc-Roussillon a donné son accord à cette régularisation foncière, et donne tous pouvoirs à son directeur, pour régulariser l'acte de cession à l'euro symbolique.

Bien entendu, tous les frais liés à cette transaction seront à la charge de la Ville.

En conséquence, nous proposons au Conseil municipal :

- l'acquisition de la parcelle cadastrée DV 575 auprès de la caisse des Congés Payés du Bâtiment Région Languedoc-Roussillon, à l'euro symbolique, compte tenu de la nature du bien cédé, à savoir une emprise incluse dans la voirie,
- La saisine de Maître Andrieu notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,
- l'incorporation au domaine public communal de la parcelle DV 575 de 241 m²,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

9 - Cession gratuite suite permis de construire - Création d'un cheminement piéton le long du Lez - Propriété "Sarl COTE LEZ"

Philippe SAUREL : Dans le cadre du projet immobilier « Côté Lez » sur les parcelles CR 9 et CR 10, d'une contenance totale de 7 744 m², avenue de la Pompignane, un permis de construire a été délivré sur la base d'un bail à construction au profit de la société COTE LEZ.

L'arrêté du permis de construire n° 34 172 09V0176 délivré le 9 novembre 2009, prévoit la cession gratuite du terrain nécessaire à la création d'un cheminement piéton le long du Lez, opération C 13 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.).

Il s'agit d'acquérir une emprise de terrain, nouvellement cadastrée CR 324, d'une contenance de 80 m², auprès des propriétaires bailleurs, les consorts Garabedian.

Les services fiscaux ont évalué le terrain dépourvu de SHON à 15 €/m², soit 1 200 € pour 80 m²,

montant donné à titre indicatif qui servira de base de calcul pour le salaire de Monsieur le Conservateur des Hypothèques (**cession gratuite**).

Maître Claron, notaire gérant le bail à construction, a confirmé qu'il est bien prévu la résiliation partielle du bail à construction, pour sortir l'emprise concernée par la cession gratuite. Il sera chargé d'effectuer cette résiliation partielle.

Maître Salles, notaire des consorts Garabedian, sera chargé de rédiger l'acte de transfert de propriété de la parcelle CR 324 au profit de la Ville.

En conséquence, il est proposé :

- d'acquérir gratuitement au titre du permis de construire, la parcelle cadastrée CR 324 de 80 m², afin de permettre la création d'un cheminement piéton le long du Lez, au titre de l'opération C 13 du P.L.U.,
- de solliciter de la part de Maître CLARON, notaire à Montpellier, la résiliation partielle du bail à construction pour sortir du bail la parcelle concernée par la cession,
- de saisir Maître SALLES, notaire des consorts Garabedian, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

10 - Déclassement du domaine public communal - Emprise avenue du Père Soulas - Vente à Mr BEC Gaëtan - SCI Le Valys

Philippe SAUREL : Dans le cadre du permis de construire PC 09V237 déposé sur la parcelle cadastrée MT 211, située avenue du Père Soulas, propriété de Monsieur BEC Gaëtan – SCI Le Valys, il a été constaté qu'une emprise d'environ 49 m² était considérée comme étant du domaine public communal.

Cette emprise constituée d'un délaissé de voirie en bordure de l'avenue du Père Soulas, est intégrée dans le domaine public communal. Elle n'a plus d'usage particulier et ne présente pas d'intérêt pour la Ville dans l'avenir. La SCI Le Valys a donc sollicité de la Ville la désaffectation et le déclassement de ladite emprise.

Après désaffectation et déclassement, la Ville cédera cette parcelle à la SCI Le Valys.

Les services fiscaux ont évalué ce terrain d'une superficie d'environ 49 m² à 217 euros / m², soit une recette totale pour la Ville de 10 633 euros.

L'enquête publique préalable au déclassement du domaine public communal a eu lieu du 26 mars 2010 au 12 avril 2010 inclus. Madame le Commissaire-Enquêteur a émis un avis favorable à ce déclassement.

Le géomètre de l'opération sera saisi pour procéder à la numérotation de cette nouvelle parcelle auprès des services du cadastre.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de constater la désaffectation, et de déclasser du domaine public communal une emprise d'environ 49 m², située avenue du Père Soulas,
- de faire procéder à la numérotation de cette nouvelle parcelle auprès des services du cadastre,
- de céder à Monsieur BEC Gaëtan – SCI Le Valys, cette emprise d'environ 49 m², pour un montant total de
- 10 633 euros, conformément à l'estimation des services fiscaux.
- de saisir Maître GUIEYSSE, notaire à Aniane, pour rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la SCI Le Valys, acquéreur,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

11 - Déclassement du domaine public communal - Rue des Avelaniers Emprise devant l'ancien EHPAD Campériols

Philippe SAUREL : Dans le cadre d'un projet de construction de logements sur le site de l'ancien EHPAD Campériols (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) parcelle KY 486, propriété de la Ville, rue des Avelaniers, il a été constaté un décroché intégré au domaine public communal, mais sans intérêt pour la Ville.

Afin de rectifier l'emprise du domaine public à cet endroit, les services de la Ville ont étudié la possibilité de déclasser cette emprise de 96 m² environ, pour l'intégrer au domaine privé communal. Par contre, des travaux de voirie sont envisagés pour améliorer le cheminement piéton, en élargissant la voie sur une partie des terrains de l'ancien EHPAD.

L'enquête publique préalable au déclassement du domaine public de cette emprise a eu lieu du mardi 20 avril au mercredi 5 mai 2010 inclus. Monsieur le Commissaire-Enquêteur a émis un avis favorable à ce déclassement.

Après désaffectation et déclassement de cette emprise de 96 m² environ, la Ville propose d'intégrer ce terrain dans le domaine privé communal, et de solliciter de la part du géomètre chargé de cette affaire, la numérotation de cette nouvelle parcelle auprès des services du cadastre.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désaffecter et de déclasser du domaine public communal une emprise de 96 m² environ située devant le site de l'ancien EHPAD Campériols, rue des Avelaniers,
- de faire procéder au numérotage de cette nouvelle parcelle par un géomètre, auprès des services du cadastre,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

12 - Servitude réseau "Eaux Pluviales" Impasse Nadar - Copropriété "Les Lauriers Roses" - Copropriété "Les Palmiers"

Philippe SAUREL : Dans le cadre de la lutte contre les inondations, des travaux d'intérêt général sont à réaliser pour canaliser les eaux pluviales, arrivant du chemin de Moularès, sous l'impasse Nadar qui est une voie privée.

Les travaux consistent à surélever le niveau de l'accès de l'impasse au droit du portail pour limiter les sur-verses en provenance du chemin de Moularès et surtout, créer un collecteur pluvial et de grilles avaloirs pour permettre l'engouffrement des ruissellements excédentaires.

La copropriété « Les Lauriers Roses » est sollicitée pour l'inscription d'une servitude de réseaux et la réalisation d'ouvrages, sous la parcelle DS 181, sa propriété.

La copropriété « Les Palmiers » est concernée par la création d'un puits d'engouffrement sur la parcelle DS 132, sur le point bas de l'impasse Nadar, pour stopper les ruissellements vers l'aval, lors d'évènements exceptionnels. Ce puits sera raccordé sur un collecteur de grand diamètre.

La Ville de Montpellier s'engage à financer les travaux et à la gestion future des ouvrages hydrauliques créés. Bien entendu, la totalité du revêtement de l'impasse Nadar sera remise à neuf à la fin du chantier.

Les deux copropriétés ont donné leurs accords à l'inscription de cette servitude et à la réalisation des travaux, en assemblée générale.

Maître Laurent VIALLA, notaire à Montpellier, sera chargé de rédiger la servitude sur les deux parcelles concernées et en assurera la publication aux hypothèques.

En conséquence, il est proposé :

- de procéder à l'inscription d'une servitude de réseaux « eaux pluviales » sous les deux parcelles cadastrées DS 132 et DS 181, pour permettre la réalisation d'un collecteur d'eaux pluviales, sous l'impasse Nadar, afin de lutter contre les risques d'inondation.
- de dire que la Ville prendra en charge l'ensemble des travaux liés aux aménagements nécessaires.
- de saisir Maître Laurent VIALLA, notaire à Montpellier, pour procéder à la rédaction et à la publication de la servitude, aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

13 - Domaine de Lavalette - Résiliation partielle du bail emphytéotique du 16 octobre 1980 entre la Ville de Montpellier et la Région Languedoc-Roussillon (venant aux droits de l'Etat par cession partielle du bail en date du 25 juin 1991 entre l'Etat et la Région Languedoc-Roussillon)

Philippe SAUREL : Le Domaine de Lavalette, constitué de terres et de bâtiments divers, sis sur les communes de Montpellier, Clapiers et Montferrier et traversé par le Lez et la Lironde, est la propriété de la Ville de Montpellier en vertu d'un legs du 19 février 1919 d'Henri de Lunaret.

En vertu d'un bail emphytéotique en date du 16 octobre 1980, la Ville a confié à l'Etat la gestion d'une partie de ce domaine, pour y recevoir des bâtiments et installations liées à l'enseignement et à la recherche agronomique.

Les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération « Agropolis International », inclus dans le bail initial de 1980 entre la Ville et l'Etat, ont fait l'objet d'une cession partielle du bail par l'Etat au profit de la Région Languedoc-Roussillon par acte en date du 25 juin 1991.

Par convention de mise à disposition en date du 5 juillet 1994, la Région a donné ces terrains en jouissance à l'association « Agropolis International ».

Aujourd'hui, la Ville a engagé la revalorisation des berges du Lez et de la Lironde, dans le cadre de l'opération « Lez Vert » et envisage de récupérer la pleine propriété des terrains concernés par ce projet. La Ville a déjà repris possession d'une grande partie des rives des cours d'eau, par une résiliation partielle du bail avec l'ENSAM, par acte du 27 juillet 1980, conformément à la délibération du Conseil Municipal du 26 juillet 2007. De la même façon, la Ville se propose de retrouver pleinement la propriété des emprises foncières en limite de la Lironde, derrière le parking d'« Agropolis International », soit les parcelles AK 166 (d'une surface de 1842 m²) et AK 176 partie (pour 2516 m²).

Par ailleurs, la Ville doit récupérer les emprises de voirie du rond-point entre la rue Arthur Young et l'avenue d'Agropolis (emplacement réservé C 35 au PLU), soit les parcelles AK 163 (d'une surface de 851 m²), AK 164 (d'une surface de 453 m²), et le bassin de rétention situé sur la parcelle AK 175 (d'une surface de 1921 m²).

C'est pourquoi, la Ville a engagé une procédure de résiliation partielle du bail du 16 octobre 1980, sachant que cette démarche doit être menée avec la Région, venant aux droits de l'Etat par cession partielle du bail en date du 25 juin 1991 entre l'Etat et la Région Languedoc-Roussillon, en informant l'Etat (titulaire initial du bail) et en accord avec l'Association « Agropolis International », liée à la Région par la convention de 1994 (un avenant à cette convention sera nécessaire et fait à l'initiative de la Région).

La Ville a consulté l'association « Agropolis International » et pris contact avec la Région, qui sont favorables à cette opération. La Région présentera le dossier de résiliation partielle du bail, avec avenant à la convention de 1994, à l'Assemblée chargée de statuer sur le dossier.

Compte tenu de son caractère d'utilité publique, il est décidé d'un commun accord, que la résiliation partielle du bail s'effectuera sans indemnité.

En conséquence, nous vous demandons :

- d'accepter le principe de la signature d'un acte de résiliation partielle du bail emphytéotique du 16 octobre 1980, entre la Ville de Montpellier et la Région Languedoc Roussillon (venant aux droits de l'Etat par cession partielle du bail en date du 25 juin 1991 entre l'Etat et la Région), pour le retour en pleine propriété de la

Ville des parcelles AK 163 (d'une surface de 851 m2), AK 164 (d'une surface de 453 m2), AK166 (d'une surface de 1842 m2), AK 175 (d'une surface de 1921 m2), et AK 176 partie (pour 2516 m2), soit une surface totale estimée de 7583 m2,

- de dire que cette résiliation partielle, conclue sans indemnité, compte tenu du caractère d'utilité publique des projets de la Ville, sera constatée par un acte administratif établi par la Ville et dont elle supportera tous les frais,
- d'autoriser Madame le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Monsieur MAJDOUL sort définitivement de séance

14 - Domaine de Lavalette - Résiliation partielle du bail emphytéotique du 16 octobre 1980 entre la Ville de Montpellier et la Société FDI Habitat (venant aux droits de l'Etat par cession partielle du bail par l'Etat à la société CIRMAD Grand Sud en date du 10 octobre 2002 et par cession des droits réels immobiliers par CIRMAD Grand Sud à FDI Habitat en date du 15 octobre 2002)

Philippe SAUREL : Le Domaine de Lavalette, constitué de terres et de bâtiments divers, sis sur les communes de Montpellier, Clapiers et Montferrier et traversé par le Lez et la Lironde, est la propriété de la Ville de Montpellier en vertu d'un legs du 19 février 1919 d'Henri de Lunaret.

En vertu d'un bail emphytéotique en date du 16 octobre 1980, la Ville a confié à l'Etat la gestion d'une partie de ce domaine, pour y recevoir des bâtiments et installations liées à l'enseignement et à la recherche agronomique, dont la parcelle AI 2.

Suivant arrêté interministériel du 28 août 1985, l'Etat a remis en dotation au profit du Centre National d'Etudes Agronomiques des Régions Chaudes, diverses parcelles de terre, dont la parcelle AI 2.

L'Etat, pour permettre l'édification des constructions projetées par la société CIRMAD Grand Sud pour la réalisation d'une résidence étudiants dénommée « Les Jardins de Montmaur », a décidé, aux termes d'un arrêté ministériel du 9 août 2001, la sortie de la dotation et le déclassement de la parcelle AI 79, partie de AI 2 et sa réintégration au terme d'une durée de 50 ans dans le domaine de l'Etat, afin d'être remise en dotation au CNEARC ou à tout autre établissement.

En date du 10 octobre 2002, l'Etat, par une cession partielle du bail emphytéotique, a cédé ses droits à la Société CIRMAD Grand Sud, pour la construction de la résidence para-hôtelière pour étudiants sur la parcelle AI 79.

Il est précisé dans cet acte, que la construction fera l'objet d'un contrat de vente en l'état futur d'achèvement par CIRMAD Grand Sud au profit de la Société FDI Habitat. Ce contrat de vente contiendra également cession de droit au bail emphytéotique, afin de permettre à FDI Habitat de disposer d'un droit réel comme assiette du droit de propriété sur les constructions.

Le preneur, CIRMAD Grand Sud, a consenti, toujours en date du 10 octobre 2002, une promesse

de cession de bail emphytéotique au profit de l'Etat au terme du délai fixé dans l'arrêté du 9 août 2001, soit 50 ans.

Par un acte en date du 15 octobre 2002, et suite à une délibération du Conseil d'Administration du 19 septembre 2002, la Société CIRMAD Grand Sud a cédé à la société FDI Habitat, les biens et droits immobiliers concernés, soit un bâtiment collectif à usage d'habitation (la résidence étudiants) et les droits réels immobiliers résultant du bail, portant sur le terrain cadastré AI 79.

La Ville a engagé la revalorisation des berges du Lez et de la Lironde, dans le cadre de l'opération « Lez vert » et envisage de récupérer la pleine propriété des terrains concernés. La Ville a ainsi repris possession d'une grande partie des berges des cours d'eau, par une résiliation partielle du bail avec l'ENSAM du 27 juillet 1980.

De la même façon, la Ville souhaiterait retrouver pleinement la propriété des emprises foncières en limite de la Lironde, soit une partie de la parcelle AI 79 non utilisée par le bâtiment de la résidence pour étudiants et jouxtant immédiatement le cours d'eau. La Ville pourra ainsi aménager la continuité d'un cheminement piéton, passant sous le pont de l'avenue d'Agropolis, car elle a déjà la pleine propriété de la parcelle AI 1 et a négocié, dans le cadre du présent projet, les parcelles AK 166 auprès de la Région et AK 165 auprès de l'Etat.

C'est pourquoi, la Ville se propose d'engager une procédure de résiliation partielle du bail du 16 octobre 1980, sachant que cette démarche doit être menée avec FDI Habitat, dernier titulaire du bail, en informant la Société CIRMAD Grand Sud et l'Etat, respectivement titulaires intermédiaire et initial du bail.

Le Conseil d'Administration de la Société FDI Habitat, en date du 8 octobre 2009, a donné son accord pour le retour à la Ville de partie de la parcelle AI 79 (d'une contenance globale de 9600 m²), soit environ 592 m², la surface restant dans le bail étant de 9008 m².

Compte tenu de son caractère d'utilité publique, il est décidé que la résiliation s'effectuera sans indemnité. L'acte sera établi par Maître Luc RIBAUD, notaire à Montpellier, tous les frais étant pris en charge par la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter le principe de la signature, d'un acte de résiliation partielle du bail emphytéotique du 16 octobre 1980, entre la Ville de Montpellier et la société FDI Habitat (venant aux droits de l'Etat par cession partielle du bail en date du 10 octobre 2002 par l'Etat à la société CIRMAD Grand Sud et par la cession des biens et droits immobiliers concernés par la société CIRMAD Grand Sud à la société FDI Habitat en date du 15 octobre 2002), pour le retour en pleine propriété de la Ville, de partie de la parcelle AI 79, pour une surface estimée de 592 m²,
- de dire que cette résiliation partielle, conclue sans indemnité, compte tenu du caractère d'utilité publique des projets de la Ville, sera constatée par un acte notarié établi par Maître Luc RIBAUD, notaire à Montpellier, tous les frais étant pris en charge par la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

Monsieur MARTIN Hervé sort de séance, Madame PRUNIER revient en séance

15 - Terrain de Campériols, rue des Avelaniers, parcelle KY 486 - Principe de division foncière en vue de cessions immobilières - Déclassement partiel du domaine public communal

Philippe SAUREL : Par délibération en date du 30 septembre 2008, la Ville a accepté la résiliation du bail consenti en 1971 au profit du Centre Communal d'Action Sociale pour l'établissement dénommé « Résidence Foyer de Campériols », sis à Montpellier, rue des Avelaniers, portant sur la parcelle KY 486, d'une superficie de 7287 m², compte tenu du départ des résidents vers le nouvel Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes « Pierre Laroque ».

Les anciens locaux de l'établissement de Campériols, vides de toute occupation, qui se trouvaient sur la parcelle KY 486, ont été démolis courant 2009.

La Ville envisage de céder une partie de ce terrain devenu libre, pour qu'y soit réalisé un programme de logements mixte, logements sociaux et logements résidentiels classiques, intégré à l'environnement existant.

Une partie du terrain sera conservée par la Ville, pour l'élargissement des voiries (avenue des Moulins et rue des Avelaniers) et intégrée au domaine public (voirie) communal.

Aussi, il est nécessaire de procéder à la division foncière de la parcelle KY 486, en quatre entités ainsi constituées, résultant du document établi par Monsieur Sirragusa, géomètre expert à Montpellier :

- à l'est du terrain, rue des Avelaniers/rue de l'Onyx, la parcelle KY 494, d'une superficie de 2446 m², réservée à une opération de promotion privée,
- à l'ouest du terrain, rue des Avelaniers/avenue des Moulins, la parcelle KY 495, d'une superficie de 4270 m², réservée à une opération de promotion publique,
- en bordure de l'avenue des Moulins et de la rue des Avelaniers, la parcelle KY 496, d'une superficie de 460 m², qui sera affectée au domaine public communal (voirie),
- en bordure de la rue des Avelaniers, la parcelle KY 497, d'une superficie de 81m², qui sera affectée au domaine public communal (voirie),

Les parcelles KY 494 et KY 495, qui seront affectées à des opérations de construction, doivent être déclassées du domaine public communal. Les parcelles KY 496 et KY 497 restent dans le domaine public communal et seront affectées à la voirie communale.

La vente des parcelles KY 494 et KY 495 fera l'objet d'une prochaine délibération du Conseil Municipal, dès que les conditions de cessions auront été définies.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter le principe de la division foncière de la parcelle KY 486, rue des Avelaniers, d'une superficie de 7287 m², en quatre entités foncières, soit les parcelles KY 494, KY 495, KY 496 et KY 497, dans la perspective de l'opération immobilière et des cessions foncières présentées ci avant,
- d'autoriser en conséquence Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à délivrer les autorisations d'urbanisme nécessaires, préalables à cette division,
- de dire que les parcelles KY 494 et KY 495, aujourd'hui désaffectées, sont déclassées du domaine public communal,

- de dire que les parcelles KY 496 et KY 497, restent affectées au domaine public communal, pour un élargissement de voiries,
- de dire que les frais d'établissement des documents par le géomètre de l'opération seront pris en charge par la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

16 - Z.A.C. Port Marianne-Parc Marianne - Vente à la S.E.R.M. d'un terrain propriété indivise de la Ville - Avenue Raymond Dugrand parcelle cadastrée SB 33

Philippe SAUREL : Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil Municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne-Parc Marianne. Le dossier de création a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2006. L'extension de cette Z.A.C. consiste à urbaniser, dans le prolongement de la Z.A.C. initiale, un secteur de 15 hectares intégrant le parc public et les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone destinés à recevoir principalement un programme de logements.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.), concessionnaire de la Z.A.C. « Port Marianne-Parc Marianne », souhaite acquérir la parcelle cadastrée SB 33 afin de réaliser les objectifs de cette Z.A.C.

Cette parcelle est constituée d'un chemin d'une superficie de 499 m². La Ville en est propriétaire en indivision avec les consorts Rolland-Voillot (accès à leur parcelle) qui sont également favorables à la cession de leur part à la SERM. Ils ont signé une promesse de vente à la SERM que la Ville devra également signer.

Les consorts Rolland-Voillot (4 signataires) souhaitent que deux notaires (Maître GRANIER, notaire à Montpellier et Maître CLARET notaire à Villeneuve-les-Maguelone) rédigent l'acte de vente aux frais de la S.E.R.M..

Conformément à l'estimation des services fiscaux, ce terrain peut être vendu à la S.E.R.M. pour un montant total de 22 455 € ttc : environ 1/5^{ème} du prix, soit environ 4 491 € seront encaissés par la Ville.

En conséquence, au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :

- de céder à la S.E.R.M. les droits indivis que détient la Ville sur la parcelle cadastrée SB 33 au prix d'environ 4 491 € représentant 1/5^{ème} de la valeur du bien soit 22 455 €,
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville,
- de demander à Maître GRANIER, notaire à Montpellier, et Maître CLARET, notaire à Villeneuve-les-Maguelone, de rédiger l'acte de vente aux frais de la S.E.R.M.,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

17 - Conventions de servitude de passage du réseau E.R.D.F.

Philippe SAUREL : Afin de réaliser des travaux de renforcement du réseau électrique dans le secteur de Port Marianne (poste source Pont Trinquat) qui impacte des parcelles du domaine privé de la Ville, « Electricité Réseau Distribution France » (ERDF) propose la signature des conventions de servitude de passage suivantes :

Convention n°1

Ligne électrique souterraine « Poste source du Pont Trinquat »

parcelles SM 41 et SM 36

Mas de Brousse

Travaux : pose de deux canalisations souterraines d'une longueur d'environ 207 m sur 3 m de large.

Convention n°2

Ligne électrique souterraine « poste source du Pont Trinquat départs Antonelli et 1^{ère} écluse »

parcelles SC 24 SC 25 SC 26 (devenue SC 104) SC 51 (Lez) DN 135 DN 20 DN 21 le long de l'autoroute A9

Lieux dits Chrétien et première écluse

Travaux : pose de deux canalisations souterraines d'une longueur d'environ 345 m sur 3 m de large.

Convention n°3

Ligne électrique souterraine « poste source Pont Trinquat départs Banquière et autoroute »

parcelle SN 4 devenue SN 17

Lieu dit La Cavallade (intersection rue du Mas Rouge / rue Fontaine de la Banquière)

Travaux : intervention sur poste existant et pose de deux canalisations souterraines d'une longueur de 7 m sur 3 m de large.

Convention n°4

Ligne électrique souterraine « poste source Pont Trinquat départs Banquière et autoroute »

Parcelle SP 4 devenue SP 16

Lieu dit Font de la Banquière

Travaux : installation d'un poste de transformation de courant électrique et tous ses accessoires d'une superficie de 25 m².

Convention n°5

Ligne électrique souterraine « poste source Pont Trinquat / coordination TRAM »

Parcelles SI 85 SI 86 SH 88 (lit de la Lironde)

Terre de Valatou / Pont Trinquat

Travaux : installation d'une canalisation souterraine d'une longueur de 46 m sur 3 m de large

Convention n°6

Ligne électrique aérienne « poste source du Pont Trinquat / coordination TRAM »

Parcelle SI 85

Terre de Valatou

Travaux : pose d'un support au sol d'une dimension de 0,7 m x 0,7 m et ligne aérienne d'une longueur d'environ 2 mètres.

Ces conventions ont fait l'objet d'une étude technique par les services de la Ville qui n'ont pas relevé d'incompatibilité entre l'installation des réseaux et les projets d'aménagement de la Ville.

Après signature, les conventions seront enregistrées à la Conservation des Hypothèques aux frais de E.R.D.F. par Maître Poudou, notaire à Béziers, mandaté par E.R.D.F..

Les services fiscaux ont évalué ces servitudes à 1 € par parcelle. Cette évaluation servira de base au calcul du salaire du Conservateur des Hypothèques.

En conséquence, au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la Ville à signer les six conventions de servitude à titre gratuit avec E.R.D.F. pour le passage en souterrain de lignes électriques sur les parcelles cadastrées SM 41 SM 36 SC 24 SC 25 SC 26 SC 104 SC 51 DN 135 DN 20 DN 21 SN 17 SP 16 SI 85 SI 86 SH 88, pour l'installation d'un poste de transformation de courant électrique sur la parcelle SP 16, pour l'installation d'un pilier sur la parcelle SI 85 ainsi que d'une ligne aérienne sur cette même parcelle,
- de demander à Maître Poudou, notaire à Béziers, de publier ces conventions, aux frais de E.R.D.F.,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

Monsieur MARTIN Hervé revient en séance

18 - MONTPELLIER GRAND CŒUR - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions

Philippe SAUREL : Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Coeur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009 et du 22 juin 2009.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

M. ou Mme Roger LATREILLE, 4 rue Bosquet	3.550,00 €
M. ou Mme Roger LAUSSEL, 35 quai du Verdanson	2.838,45 €
M. Pierre NEYRAND, 21 rue Balard	6.971,05 €
Mme Mireille MAHOUS, 15 impasse Fino Bricka	2.040,00 €

M. Michel CHIALVO, 3 rue Saint Blaise	1.193,21 €
M. Christian NESPOULOUS, 68 rue de la Méditerranée	3.529,24 €
M. Michel DELMAS, 61 rue du Jardin Martel	2.750,39 €
SOGICO syndic de copropriété, 2 rue Lunaret	3.347,30 €

Philippe SAUREL : Je profite de cette délibération pour tordre le cou à une petite rumeur dans le cadre de Grand Cœur. Les fouilles de la synagogue n'ont révélé aucun trésor. Nous avons cependant souhaité prolonger ces fouilles de six mois. En effet, il était nécessaire d'obtenir beaucoup plus d'objets pour se faire véritablement une idée de la reconstruction des lieux. Aujourd'hui, les archéologues n'ont découvert aucun trésor. En revanche, ils mettent à nu des formes et retrouvent des arcatures. Ces découvertes sont tout à fait normales et ces fouilles demandent encore beaucoup de travail. D'ailleurs, le comité de pilotage mis en place en septembre, dressera un bilan de ces fouilles afin de permettre une vision plus aboutie de l'édifice tel que nous pouvons le restaurer.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

Madame BENEZECH revient en séance

19 - ZAC Port Marianne- Consuls de Mer - Futur Hôtel de Ville- Autorisation de signer les marchés - Lot 12 : Plafonds en tissus tendus

Philippe SAUREL : Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de concours du nouvel hôtel de ville. Le 19 décembre 2002, un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM).

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2003 au groupement : « J. Nouvel / F.Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Le programme prévoit la réalisation d'environ 27 000 m² de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques.
La durée des travaux sera de 39 mois (y compris la période de préparation du chantier).

Pour réaliser les travaux du lot 12 plafonds en tissus tendus, destinés à recouvrir l'accueil, la salle des rencontres et la salle du conseil, un marché à procédure adaptée a été lancé le 18 mars 2010, conformément aux articles 27 et 28 du Code des Marchés Publics.

La commission d'appel d'offres en date du 18 mai 2010 a décidé d'attribuer ce lot 12, Plafonds en tissus tendus, à l'entreprise ci-dessous désignée. L'offre présentée, répond aux critères techniques et administratifs, exprimés dans la consultation.

Lot	Entreprise	Montants retenus en € HT
12 Plafonds en tissus tendus	ALYOS	718 200.87

Francis VIGUIE : Je désire des renseignements sur ce coût. En effet, pour les plafonds de l'accueil, de la salle du Conseil et de la salle des rencontres, la somme s'élève à 718 200 euros. Ce montant s'avère extrêmement important. Depuis longtemps, nous avons compris combien cette nouvelle mairie représentait un enjeu et se devait d'être belle, mais cette somme paraît tout de même coquette. Je ne sais pas cependant si cette somme était comprise dans le devis global ou si elle s'inscrit en plus.

Philippe SAUREL : Cette somme est effectivement incluse dans le devis global. Pour la nouvelle mairie, nous demeurons dans les chiffres annoncés durant le krach : c'est-à-dire, 125 millions d'euros, avec un plafond maximum fixé à 130 millions d'euros.

Il s'agit de plafonds spécifiques résistant aux incendies et répondant à des normes particulières. Ces plafonds ont été l'objet d'un appel d'offres. La commission d'appel d'offres présidée par Serge FLEURENCE a accordé ce marché pour cette somme. Naturellement, les œuvres d'arts évoquées pour décorer ces plafonds ne sont pas intégrées dans ce prix.

Madame le Maire : Dès le départ, ces sommes étaient prévues dans les budgets. Le problème est qu'il s'agit de grandes surfaces et d'une manière ou d'une autre, il est nécessaire de les couvrir. Même en utilisant un autre matériau que du tissu tendu, les coûts demeureraient quasiment les mêmes.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et, plus généralement, de signer tous documents relatifs à cette affaire.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, Service Conduite d'Opérations : Nature : 23 13 - Fonction : 900 201 - Programme : 100 40

Pour : 48

Contre : 1 (M. Viguié)

Abstention : 5 (UMP-Non Inscrit)

Adopté à la majorité

Monsieur SOUCHE sort de séance, Messieurs DOMERGUE et DUMONT quittent
définitivement la séance

20 - Projet de Rénovation Urbaine de la Ville de Montpellier - Contrat Projet de développement urbain de 2005/2011 - Montpellier Ville /Département (Quartiers Mosson - Centre - Cévennes) - Programmation d'actions 2010

Christian BOUILLE : Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier mène sur les quartiers inscrits au titre de la politique de la ville des actions visant à l'amélioration des conditions de vie des habitants. Aujourd'hui, la Ville poursuit l'impulsion déjà donnée à ces quartiers par un ambitieux projet de rénovation urbaine sur la Mosson, les Cévennes et le Centre en partenariat avec l'Etat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, les collectivités locales, les bailleurs sociaux et la Caisse des dépôts et consignations.

A ce titre, le Département a adopté le 20 novembre 2006, l'accord-cadre 2005-2009 du Contrat Projet de développement urbain de Montpellier (quartiers Mosson-Centre-Cévennes) qui a pour objet la mise en œuvre du partenariat entre le Conseil général de l'Hérault et la Ville de Montpellier autour de la thématique de la rénovation urbaine. Ce contrat de projet, établi initialement pour une durée de cinq ans (2005-2009), a été prorogé de 2 ans jusqu'au 31 décembre 2011.

Les actions de rénovation urbaine développées dans ce contrat permettent d'intervenir fortement sur l'habitat, le cadre de vie et d'impulser une nouvelle dynamique économique.

Ainsi, dans le cadre de ses compétences, le Conseil général de l'Hérault arrête annuellement une programmation. Elle concernera en 2010, le financement :

- sur le quartier de la Mosson, du réaménagement en boulevard urbain de l'avenue de l'Europe et la rue du Professeur Blayac,
- sur le quartier Centre, de la production de logements sociaux publics en acquisition-amélioration, la restructuration urbaine de la cité Gély et la requalification d'espaces publics.

Au titre de la programmation 2010, la participation du Conseil général de l'Hérault s'élève ainsi à 657 300€.

Par ailleurs, il est proposé l'approbation de deux avenants :

- un avenant n°1 à la programmation d'actions 2008, concernant la demande de prorogation jusqu'au 31 décembre 2011 des deux opérations suivantes : les travaux à mener sur le stationnement public dans la partie sud du quartier Mosson et les travaux de réaménagement en boulevard urbain de l'avenue de l'Europe et de la rue de Blayac.
- un avenant n°3 à l'accord cadre 2005/2011 concernant l'inscription d'une subvention du Conseil Général de l'Hérault d'un montant de 162 910 € pour la transformation de l'Eglise Ste Croix Nouvelle du Petit Bard en salle sportive et culturelle et la substitution dans le cadre du projet de rénovation urbaine du Centre de l'opération "requalification d'espace public : square Figuerolles" par l'opération "requalification d'espace public : aménagement d'un nouveau boudrome" à subvention constante.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la programmation d'actions 2010 du Contrat Projet de développement urbain 2005-2011 (quartiers Mosson-Centre-Cévennes) jointe à la présente délibération,

- d'approuver l'avenant n°3 à l'accord cadre 2005-2011 du Contrat Projet de développement urbain de Montpellier, joint à la présente délibération,
- d'approuver l'avenant n°1 à la programmation d'actions 2008 du Contrat Projet de développement urbain, joint à la présente délibération,
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer la programmation d'actions 2010, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

21 - OPERATION GRAND CŒUR - Lancement d'une nouvelle opération d'amélioration de l'habitat, de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées sur les quartiers Gambetta-Figuerolles-Nord Ecusson de 2010 à 2015 - Demande de subvention et approbation de la convention et du règlement attributif des subventions municipales

Christian BOUILLE : L'opération Grand Cœur, mise en œuvre depuis 2003, a l'ambition de renforcer le centre ville en intervenant, là où les problèmes se concentrent et s'additionnent, de manière globale et cohérente sur la rénovation des logements dans un objectif de mixité sociale, la dynamisation commerciale, la requalification des espaces publics et la valorisation du patrimoine historique.

Faisant suite à six opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) sur le quartier Centre, la Ville de Montpellier a lancé dès 2004 dans les secteurs Gambetta-Figuerolles-Clemenceau-Nord Ecusson puis en 2007 dans les secteurs Sud Ecusson - Laissac - Gare deux OPAH spécifiques, dites "de renouvellement urbain", d'une durée de 5 ans.

Toutefois, les actions de renouvellement urbain s'inscrivent dans la durée pour être efficaces. La mise en place des outils et le travail minutieux sur le terrain (informer, inciter, convaincre les propriétaires et les syndicats de copropriété d'engager les travaux nécessaires) demande de la persévérance et de l'assiduité. Une telle opération requiert une dizaine d'années pour générer puis conforter une dynamique de développement urbain vertueux.

L'OPAH de renouvellement urbain conduite sur les secteurs Gambetta-Clemenceau/Nord Ecusson s'est achevée fin 2009. Celle-ci s'est révélée efficace et a permis la sortie d'opérations de réhabilitation significatives :

- 240 immeubles concernés par des travaux,
- 122 logements vacants remis sur le marché,
- 185 parties communes d'immeubles traitées,
- 54 logements traités en insalubrité,
- 220 logements locatifs réhabilités dont 135 produits en loyer maîtrisé,
- 25 logements de propriétaires occupants réhabilités.

L'impact économique des travaux est évalué à 23M€ TTC, pour un total de 5 M€ de subventions publiques engagées.

Cependant, compte tenu de ses résultats et surtout des nombreux dossiers engagés, la Ville a souhaité poursuivre son action : dans un premier temps en prolongeant de 6 mois, par avenant, la convention initiale (délibération du Conseil municipal en date du 22 juin 2009) et maintenant en proposant une nouvelle OPAH de renouvellement urbain de 5 ans sur un territoire légèrement

resserré, avec les accords des différents partenaires de la Ville dans cette opération, l'Agence nationale de l'habitat – ANAH (son délégataire la Communauté d'agglomération de Montpellier), la Communauté d'agglomération de Montpellier et le Conseil général de l'Hérault.

A partir du bilan de l'OPAH précédente et d'une étude complémentaire menée, dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), assistée du bureau d'étude In Situ, le territoire d'intervention et les objectifs qualitatifs ont été précisés.

En cohérence avec les objectifs de l'ANAH, les thématiques prioritaires à traiter que sont, la lutte contre l'habitat indigne, la mise aux normes des copropriétés dégradées et la lutte contre la précarité énergétique s'inscrivent dans l'action engagée (redonner de l'habitabilité aux îlots d'habitat dégradé, préserver la mixité sociale, lutter contre les marchands de sommeil, valoriser l'espace public et améliorer le cadre de vie).

Le programme de l'opération vise :

- la réhabilitation de 224 logements améliorés, se composant de 49 logements réhabilités par des propriétaires occupants modestes et de 175 logements locatifs privés (dont 72 à loyer maîtrisés),
- des interventions sur les parties communes de 43 copropriétés fragilisées,
- la sortie d'insalubrité ou de péril de 38 logements,
- des interventions sur les parties communes de 18 immeubles en sortie d'insalubrité.

Les participations spécifiques de la Ville de Montpellier concernent :

- les parties communes (pour des travaux de cage d'escalier, d'isolation de toiture ou de curetage d'ilot notamment), et en complément des aides de l'ANAH pour des travaux permettant une sortie d'insalubrité d'immeuble,
- à destination des propriétaires occupants (en complément des aides de l'ANAH pour des travaux permettant une sortie d'insalubrité de logement),
- à destination des propriétaires occupants qui relèvent des "plafonds majorés" de l'ANAH.

Les modalités de versement des aides communales sont définies par le règlement attributif de subventions joint en annexe.

L'information des habitants sur ce projet de nouvelle OPAH a été assurée sur le site Internet de la Ville, par le réseau des associations d'habitants (comité de secteur Centre et comités de quartiers) et par la mise à disposition du public du projet de convention pendant un mois. Cette campagne d'information a permis de recueillir l'avis très favorable d'une association d'habitants concernée par cette opération (aucune remarque défavorable n'a été formulée).

La mission de conduite et d'animation de cette OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées est confiée à la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur.

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver le projet de convention de l'OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées et de son périmètre dans les secteurs Gambetta-Figuerolles et Nord Ecusson, ci-joint,
- d'approuver le règlement attributif de subventions pour les fonds d'aides municipales, ci-joint,
- de solliciter auprès de la Communauté d'agglomération de Montpellier (au titre de sa délégation de l'ANAH et sur ses fonds propres au titre de sa compétence communautaire des aides à la pierre) et du Département de l'Hérault, l'attribution de subventions au meilleur taux possible,

- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

22 - MONTPELLIER GRAND CŒUR - Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain - Attribution de subvention

Christian BOUILLE : Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après contrôle des travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, la subvention suivante est attribuable :

M. ou Mme ROUMAGNAC Philippe, 4 rue Marceau :

574,00 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de la subvention listée ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

Monsieur THINES revient en séance

23 - Culture et Patrimoine - Attributions de subventions à diverses associations - Culturelles, scientifiques et techniques

Michaël DELAFOSSE :

1 - Association Amicale des gens du spectacle cinématographique de Montpellier

Cette association a pour but de réunir les personnes qui travaillent directement ou indirectement dans le spectacle cinématographique et d'échanger autour de thèmes liant le cinéma, les arts et le spectacle. Depuis de nombreuses années, la ville de Montpellier soutien l'amicale des gens du spectacle cinématographique de Montpellier et lui apporte une aide financière pour son activité. Par ailleurs, l'amicale collabore avec la ville pour construire l'opération « Cinéma Sous les Etoiles ».

Il est proposé d'attribuer à l'association une subvention de **800 €**.

2 - Association Méridiane

L'association Méridiane a pour objet l'édition et la diffusion de livres d'artistes, d'ouvrages et de documents visuels ou sonores en lien avec la création artistique, l'organisation de rencontres, de lectures publiques, d'expositions artistiques ou documentaires.

En outre les éditions Méridiane assurent la réalisation de cinq livres et ont lancé une collection autour du Musée Fabre. L'association est présente sur de nombreux salons, et notamment la Comédie du Livre. L'association Méridiane sollicite la Ville de Montpellier pour assurer une partie du fonctionnement de ses activités : location, entretien d'un local, réalisation et présentation tout au long de l'année d'expositions de livres d'artistes, l'invitation d'écrivains, d'éditeurs, d'artistes qui ont participé à ces livres, la communication autour de ces événements, l'accueil régulier de tous les publics et, sur demande, des scolaires, universitaires et associatifs. Un effort est fait depuis 2009 pour ouvrir le local à des éditeurs et artistes étrangers comme l'Allemagne et la Suisse.

Pour soutenir l'édition et la diffusion d'ouvrages artistiques il est proposé d'attribuer à l'association Méridiane une subvention d'un montant de **800 €**.

3 - Association Club des Chiffres et des Lettres de l'Hérault

L'association du Club des Chiffres et des Lettres réunit ses membres une fois par semaine à la Maison Pour Tous Voltaire. Ils s'entraînent ainsi pour le tournoi que le club organise à Montpellier et participe également à d'autres tournois aussi bien en région Languedoc-Roussillon qu'en région Provence Alpes Côtes-d'Azur. Le club de Montpellier organise lui-même un tournoi en mai ou en novembre.

Cette activité culturelle favorise le lien social et à ce titre il est proposé d'attribuer à l'association Club des Chiffres et des Lettres de l'Hérault une subvention d'un montant de **460 €**.

4 - Association Académie des Sciences et Lettres

L'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier est une association de grande notoriété issue des sociétés savantes depuis le XVIII^e siècle à Montpellier. Elle poursuit une tradition de diffusion et de communication portant tout à la fois sur des sujets d'ordre scientifiques et sur des thèmes de société les plus divers permettant aux intellectuels du plus haut niveau dans toutes les disciplines universitaires, d'échanger leurs points de vue et de les mettre à la connaissance de tous. En effet l'Académie édite régulièrement un bulletin regroupant les conférences tenues en général à l'École de Médecine où les séances sont ouvertes au public. Ce bulletin est ainsi accessible à la Médiathèque Centrale Émile Zola et il est diffusé par ailleurs à des Académies étrangères. Elle participe également à des rencontres et échanges intellectuels nationaux. En outre l'Académie des Sciences et des Lettres fait partie de la Conférence Nationale des Académies placée sous l'égide de l'Institut de France.

Participant ainsi au rayonnement intellectuel de la Ville de Montpellier il est proposé d'attribuer à l'association Académie des Sciences et Lettres une subvention d'un montant de **3 000 €**.

5 - Association Crous Pass'Culture de Montpellier

Le Pass'Culture a été créé pour la rentrée 2001 par le CROUS de Montpellier. Il facilite l'accès à des spectacles culturels pour un moindre coût et il est largement plébiscité par un grand nombre d'étudiants. Il est réservé aux personnes bénéficiant d'un statut d'étudiant et âgées de 30 ans maximum. Il est valable un an et sa durée est calquée sur le rythme de l'année universitaire de septembre à septembre.

Des actions supplémentaires se sont nouvellement développées. Il est maintenant possible de rencontrer des artistes, d'assister à des répétitions et des avant-premières, de visiter des structures culturelles.

Il est proposé d'attribuer à l'association CROUS de Montpellier une subvention d'un montant de **40 000 €**.

6 - Association Mareschal

L'Association Mareschal s'est constituée pour conserver et valoriser la mémoire de Jacques Philippe Mareschal. Au début du XVIII^{ème} siècle, il fut Directeur des fortifications du Languedoc et à ce titre il effectua plus particulièrement les plans et la finalisation de la Citadelle, le relevé topographique du Jardin de Botanique à Montpellier, et à Nîmes les plans de sauvegarde et de rénovation des Jardins de la Fontaine. L'association a participé à la 2^{ème} édition de la « Fête de la Biodiversité » les 21 et 22 mai. Elle y a réalisé une exposition complémentaire à la conférence de François Michaud prononcée au Centre Rabelais le 22 mai et portant sur « Botanique et voyage des plantes ». L'association Mareschal a mis à la disposition du public des reproductions de belle facture de plans inédits du Jardin des Plantes de Montpellier au siècle des Lumières et lisible par tous. Ces plans de Jacques-Philippe Mareschal datent de 1741 et sont sortis de fonds d'archives (archives départementales de l'Hérault, archives militaires de Vincennes, Bibliothèque nationale de France), puis mis en valeur, de manière à offrir au public des « Clefs de lecture » inédites et passionnantes sur le rôle du Jardin des Plantes de Montpellier. Cette exposition d'une réelle valeur pédagogique s'intitule : « Architecture et voyage des plans » en écho à la conférence de François Michaud.

Mettant ainsi en valeur le patrimoine scientifique, architectural et culturel de la Ville il est proposé d'attribuer à l'association Mareschal une subvention d'un montant de **470 €**.

7 - Association Comité de Quartier Saint Roch –Ecusson

L'association Comité de Quartier St Roch-Ecusson propose une série d'événements festifs et culturels à partir de juillet et jusqu'en décembre sous le titre : « Estivales et Hivernales de St Roch ».

La programmation comprend notamment, en juillet et août :

- des concerts de jazz en lien avec le JAM de Montpellier,
- des performances en arts plastiques (expositions de peintres et plasticiens du quartier),
- des visites guidées du patrimoine du cœur de Ville de Montpellier, la participation aux fêtes de St Roch.

À l'automne et en décembre :

- des soirées littéraires (contes, poésies, lectures musicalisées),
- des visites des grandes expositions au Musée Fabre avec un conférencier,
- en décembre, « La Fête de la Lumière ».

Œuvrant ainsi à la vie culturelle du quartier, il est proposé d'attribuer à l'association Comité de Quartier St Roch-Ecusson une subvention d'un montant de **2 000 €**.

8 - Association Fondation Internationale de Capoeira Angola de Montpellier

Créée depuis plus de 9 ans pour promouvoir la culture brésilienne et afro-brésilienne en particulier la Capoeira, l'association propose en plus de ses activités régulières des événements ponctuels autour de cette danse.

Intitulé « Les rencontres internationales de Capoeira Angola », celles-ci réunissent des professeurs, des grands maîtres brésiliens et un public de plus en plus nombreux. En 2009, ces rencontres ont accueilli plusieurs centaines de personnes.

Il est proposé d'attribuer à l'association Association Fondation Internationale de Capoeira Angola de Montpellier une subvention d'un montant de **1 000 €**.

9 - Association Compagnie Estaminet

L'association Compagnie Estaminet a pour objet de réaliser et produire des créations théâtrales. Son choix artistique est de faire découvrir ou redécouvrir, redonner vie à des auteurs oubliés. De montrer leur engagement et leur importance dans la vie littéraire et théâtrale.

En 2010, cette compagnie a souhaité mettre en scène le très beau texte de Jean Genet, « L'Atelier d'Alberto Giacometti ». Un texte d'où se dégage une sensibilité particulière de l'âme du sculpteur et de l'auteur. Cette création est programmée au Théâtre du Hangar.

Afin de soutenir la création théâtrale il est proposé d'attribuer à l'association Compagnie Estaminet une subvention d'un montant de **3 000 €**.

10 - Association Académie Internationale de Musique de Montpellier.

Cette académie dont le rayonnement est reconnu bien au-delà des frontières nationales, a notamment participé à l'élaboration de l'exposition « Stradivarius Montpellier 2008 ». Elle participe activement au développement de la lutherie d'excellence à Montpellier. Si l'organisation d'événements de ce type est inscrite dans les activités habituelles de l'association, cette académie organise également des master-class de violon alto et violoncelles au cours des périodes estivales.

Ces masters class sont réputés pour la qualité de ses intervenants et drainent des élèves venus de toute l'Europe. Les frais qu'entraînent ces cours de très haut niveau en terme de logistique et d'hébergements sont conséquents.

Aussi souhaitant promouvoir au plan international la réputation de la lutherie montpelliéraine et l'enseignement des deux instruments à cordes cités précédemment il est proposé d'attribuer à l'association Académie Internationale de Musique de Montpellier une subvention d'un montant de **50 000 €**.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer les montants de subventions proposés ci-dessus,
- de prélever ces sommes sur les crédits souscrits au BP 2010 de la Ville, chapitre 923, Nature 6574,
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à ces affaires.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

24 - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Université Montpellier 1

Michaël DELAFOSSE : Dans le cadre de sa politique en faveur du développement des technologies de l'information et la communication (TIC), la Ville de Montpellier souhaite apporter son soutien à des formations de haut niveau qui se développent sur son territoire.

L'Université Montpellier 1 propose une formation de pointe pour une expertise économique et réglementaire dans le domaine des TIC. L'objectif de ce Master est de former des spécialistes en analyse stratégique et concurrentielle des télécommunications, de l'Internet et des médias.

La Ville de Montpellier est reconnue pour son action en faveur du développement des réseaux de télécommunication sur son territoire : elle innovait dès la fin des années 1990 par la décision de déployer un réseau de fibre optique sur son territoire, pressentant ainsi des nouveaux usages que pourraient permettre ce support. En 2012, la Ville de Montpellier sera également une des premières villes en Europe où le FTTH (Fiber To The Home), c'est-à-dire une connexion à Internet par la fibre optique, sera proposé à l'ensemble des foyers, offrant ainsi de nouvelles perspectives en termes d'usages et de services.

Le responsable de cette formation a sollicité la Ville de Montpellier pour conclure un partenariat : la Ville s'engage à proposer au moins un stage chaque année, ce qui lui permet de bénéficier de compétences de haut niveau pour mener des études dans un domaine en forte évolution. Elle pourra également intervenir dans le cadre de la formation notamment sur des sujets liés à l'aménagement du territoire. Les fonctionnaires et élus de la Ville pourront également s'inscrire à des formations proposées par ce Master.

La Ville et l'Université Montpellier s'engagent à communiquer sur ce partenariat à travers différents supports et lors de différentes manifestations.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

25 - Convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier à l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier - Avenant N° 1

Michaël DELAFOSSE : Par délibération du Conseil municipal dans sa séance du 9 mai 2005, la Ville de Montpellier a, par convention, mis à disposition de l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier une liaison optique de son réseau haut débit Pégase.

Pour les besoins de développement de son réseau de télécommunication, l'ENSCM a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une nouvelle liaison optique du réseau PEGASE.

La liaison mise à disposition représente un linéaire supplémentaire d'environ 500 mètres de

paires de fibres optiques, ce qui correspond à un linéaire total d'environ 1 000 mètres de paires de fibres optiques pour l'ensemble du réseau.

Il convient donc d'établir un avenant n° 1 définissant les conditions techniques et financières de ces nouvelles liaisons optiques.

Après négociation, l'ENSCM a accepté les conditions présentées par la Ville, se résumant comme suit :

- frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 616 €.
- redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002, soit environ 2 000 €.

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver l'avenant n° 1 à passer entre l'ENSCM et la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cet avenant ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

26 - PEGASE - Convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et SFR - Raccordement d'un client ZAC Euromédecine : L02663

Michaël DELAFOSSE : La société SFR a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir un de ses clients sur le parc Euromédecine, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 3 461 mètres de paires de fibres optiques.

Après négociation, SFR a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :

- durée dix ans,
- frais d'accès au service payés une seule fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de : 650 €
- redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ : 6 922 €.

En conséquence, nous vous proposons:

- d'approuver la convention à passer entre SFR et la Ville ;

- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

27 - PEGASE - Convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et SFR - Raccordement d'un client ZAC Euromédecine : L02664

Michaël DELAFOSSE : La société SFR a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir un de ces clients sur le parc Euromédecine, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 3 461 mètres de paires de fibres optiques.

Après négociation, SFR a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :

- durée dix ans,
- frais d'accès au service payés une seule fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de : 650 €
- redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 6 922 €.

En conséquence, nous vous proposons:

- d'approuver la convention à passer entre SFR et la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

28 - Prestations de maintenance multitechnique préventive, corrective et évolutive des installations du parc zoologique - Appel d'offres - Autorisation de signer les marchés

Michaël DELAFOSSE :

1 – OBJET DU MARCHE

Le présent dossier a pour objet le renouvellement du marché de prestations de maintenance multitechnique préventive, corrective et évolutive des installations du parc zoologique de Montpellier.

Ce marché à bons de commande est établi pour un an reconductible trois fois pour un montant minimum annuel de 50 000 € HT et un montant maximum annuel de 225 000 € HT.

Les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget :

- sur la section de fonctionnement : Imputation 6156 – 928232 et 928233
- sur la section d'investissement : Imputation 2313 – 908232.

2 – RAPPEL DE LA PROCEDURE

La date limite de remise des offres a été fixée au 7 mai 2010 à 17h00.

Les plis ont été ouverts le 11 mai 2010 en présence de Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint délégué.

Les critères de jugement des offres sont la valeur technique pour 60% et le prix des prestations pour 40%.

Les critères présentés dans le mémoire technique pour définir la valeur technique sont :

- les procédés et moyens d'exécution humains et matériels envisagés pour l'organisation de la maintenance,
- les moyens humains mis en œuvre pour réaliser les prestations dans le respect des délais ainsi que l'organisation et la gestion de l'astreinte,
 - le calendrier annuel prévisionnel,
 - les principales mesures en matière d'hygiène, sécurité et gestion des déchets,
 - l'organisation du contrôle de qualité des prestations,
 - la provenance des principales fournitures et références des fournisseurs correspondants,
- la mise en place et gestion des stocks avec justification du budget de fourniture des pièces jusqu'à 150 € HT.

Après analyse de la valeur technique et économique des offres, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 1er juin 2010, a retenu l'entreprise EUROGEM pour la réalisation de ces prestations.

En conséquence, nous vous proposons :

- d'attribuer le marché mentionné ci-dessus à l'entreprise EUROGEM,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire et notamment le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'Offres.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

29 - Cinéma Nestor BURMA - Autorisation de signer les avenants n° 1 aux marchés de travaux (Lot 1, 4, 7 et 12)

Michaël DELAFOSSE : Par délibération en date du 24/04/2008, la Ville a approuvé les travaux d'aménagement du cinéma de Celleneuve, dénommé Nestor Burma.

Par délibération en date du 22 juin 2009, la Ville a attribué aux entreprises :

- Eiffage Construction, 34060 Montpellier cedex 2, le lot 1 : Démolition – Gros œuvre pour un montant de 42 729,08 € H.T.
- Ducros SN, 34090 Montpellier, le lot 4 : Menuiseries extérieures – Serrurerie pour un montant de 33 611 € H.T.
- Multitec S.A., 34470 Pérols, le lot 7 : Courants forts – Courants faibles pour un montant de 42 086,72 € H.T.
- Cinéma Téléc Service, 13396 Marseille Cedex 11, le lot 12 : Sons et images pour un montant de 110 632 € H.T.

L'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications :

- Pour des raisons de sécurité, l'emplacement des armoires électriques du tarif jaune doit être déplacé avec une nouvelle localisation dans une niche à créer en façade, et la rehausse du garde corps aux côtes minimales imposées par la législation est obligatoire pour être en conformité.
- Pour une bonne exploitation de cette salle, l'intégration de la technologie relief 3D active à l'équipement de projection est nécessaire.

Concernant les lots 1, 7 et 12, dont le pourcentage d'augmentation du marché est supérieur à 5%, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 27/04/2010 a émis un avis favorable.

Compte tenu des éléments ci-dessus, le nouveau montant des marchés s'élève à :

Lot	Entreprise	Montant initial du marché H.T.	Montant H.T. de l'avenant n° 1	Nouveau montant H.T. du marché	Pourcentage : Montant avenant / Montant marché
1 : Démolition-Gros œuvre	Eiffage Construction 34060 Montpellier Cedex 2	42 729,08 €	3 380,00 €	46 109,08 €	7,91%
4 : Menuiseries extérieures - Serrurerie	Ducros SN 34090 Montpellier	33 611,00 €	1 450,00 €	35 061,00 €	4,31%
7 : Courants forts – Courants faibles	Multitec S.A. 34470 Pérols	42 086,72 €	2 112,63 €	44 199,35 €	5,02%

12 : Sons et images	Cinéma Telec Service 13396 Marseille cedex 11	110 632,00 €	16 450,00 €	127 082,00 €	14,87 %
---------------------	--	--------------	-------------	--------------	---------

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De prendre acte de l'avis de la Commission d'appel d'offres du 27/04/2010 ;
- D'approuver les avenants n°1 aux marchés de travaux ci-dessus définis pour un montant de 23 392,63 € H.T.
- De prélever la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

30 - Réforme d'ordinateurs - Dons aux associations

Fanny DOMBRE-COSTE : Dans le cadre de sa politique de soutien au tissu associatif, la Ville de Montpellier a décidé d'attribuer son matériel informatique réformé aux associations qui en ont exprimé le besoin. Cette action a pour objectif de permettre aux responsables d'associations concernées de faciliter la gestion de leur structure.

Nom de l'association	Marque	N°série unité	N°série écran	Nombre	Valeur moyenne
Archives du Monde	Dell	10HQ80J	22795C41QZ 79	1 poste	Entre 20 et 50 € pièce
La Cordée	Dell Dell Dell	9LHQ80J 81HQ80J FZGQ80J	8204TB07BD 99 HJBJC07173X 94268A1785 77	3 postes	Entre 20 et 50 € pièce
Action d'urgence internationale	Dell Dell	7F1C70J 7PMQ80J	H1CJR02088D 8204TG0SXD A9	2 postes	Entre 20 et 50 € pièce
Mandarine	Dell	5F1C70J	84767A92LZ C7	1 poste	Entre 20 et 50 € pièce
SOS Amitié Montpellier Languedoc	Dell	3G1C70J	8221D-M52WG-79	1 poste	Entre 20 et 50 € pièce
Comité Perspectives et Concertations du Millénaire	Dell	DF1C70J	8204TB07BL 99	1 poste	Entre 20 et 50 € pièce
Association Parents Elèves du Conservatoire	Dell	79TC70J	8204TG0SW9 A9	1 poste	Entre 20 et 50 € pièce
Pain de l'Espoir	Dell	GF1C70J	H1CJR02077N	1 poste	Entre 20 et 50 € pièce
Smiley	Dell Dell	CZGQ80J FPMQ80J	DP15HJAN3106 67D DT15HJAN6187 71T	2 postes	Entre 20 et 50 € pièce
I.PEICC	Dell	992B70J	AN17HDBW5040	2 postes	Entre 20 et 50 €

	Dell	GPMQ80J	53N AN17HDBW5040 70T		pièce
Association APIJE	Dell Dell Dell	CMHQ80J 7RMQ80J D9ZB70J	AN17HJETA107 07B AN17HJGTA100 61V AN17HDBW7076 58T	3 postes	Entre 20 et 50 € pièce
Du Papyrus au Parchemin	Dell Dell	561C70J 3NHQ80J	H1CJR01869R H1CJR01999T	2 postes	Entre 20 et 50 € pièce
Alerte l'Indien	Dell Dell Dell	5D1C70J 2PMQ80J 5RMQ80J	94268A0VSH 67 94268A0LC1 57 22795G0RHS 49	3 postes	Entre 20 et 50 € pièce
Association Mareschal	Dell	3MHQ80J	AN17HDBW5037 53E	1 poste	Entre 20 et 50 € pièce

Les associations qui figurent dans le tableau ci-dessus recevront, à titre gracieux, les ordinateurs dont elles ont fait la demande.

En conséquence, nous vous demandons :

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint (e) délégué (e), à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

31 - Service des Affaires Commerciales - ACTUALISATION DES TARIFS 2010

Marc DUFOUR : Considérant la délibération n° 2009/566 du 14 décembre 2009 « Tarifs 2010 pour la ville de Montpellier – approbation » ;

La présente délibération a pour objet une adaptation des tarifs appliqués par le service des affaires commerciales pour les missions qui lui sont dévolues afin de rectifier une erreur matérielle d'une part et adapter de tarifs en vue d'une facturation fractionnée dans le temps. Enfin, la ville entend poursuivre son soutien au développement des marchés de plein air et il est donc proposé une exonération des abonnements pour les 6 premiers mois des marchés de Port Marianne et Malbosc.

1 / LES ESTIVALES DE MONTPELLIER

Les tarifs des stands commerciaux, artisanaux et alimentaires demeurent inchangés, mais l'allongement de la durée de la manifestation, du 25 juin 2010 au 10 septembre 2010, nous conduit à modifier le mode de tarification en optant pour une tarification à la semaine et non forfaitaire sur la durée de la manifestation.

SERVICE Affaires commerciales	PRESTATIONS	TARIFS 2010 (à la semaine)
<u>Estivales</u> Artisanat, produits régionaux à emporter - Semaine	3ml*3 = 9m ²	40,00
	6ml*3 = 18m ²	80,00
<u>Estivales</u> Bouquinistes - Semaine	6ml*3 = 18m ²	20,00
<u>Estivales</u> Tapas et restauration - Semaine	6ml*3 = 18m ²	160,00
<u>Estivales</u> Convention œnologie Les Coteaux du Languedoc – Semaine	Par emplacement	30,00
<u>Estivales</u> Kiosques des métiers d'art participation globale	Pour l'ensemble de la période – ouverture des kiosques tous les jours sauf le lundi	1800,00

2 / OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

1. Terrasses et étalages : Une erreur matérielle, très ponctuelle, est apparue sur le plan de zonage des tarifs des terrasses et étalages joint en annexe de l'arrêté fixant les tarifs 2010. En effet, la place des Beaux Arts est matérialisée en zone 1, alors que toutes les rues et places avoisinantes le sont en zone 3. Il est proposé de modifier la carte du zonage pour réparer cette erreur.
2. La surveillance de l'occupation du domaine public, notamment des terrasses et des étalages mobilise des moyens humains importants et engage fréquemment des rappels par courrier au règlement. Les multiples infractions constatées sur le domaine public génèrent une charge de travail et un coût non négligeable pour la Ville. Il est donc proposé au Conseil municipal de répercuter ce coût sur les auteurs des infractions en leur facturant, en sus de la redevance d'occupation, les frais suivants :

SERVICE Affaires commerciales	PRESTATIONS	TARIFS 2010
<u>Frais de gestion des infractions constatées</u>	Montant forfaitaire par infraction constatée - frais de dossier	150,00

3. Droits de voirie : Kiosques de vente immobilière :
Compte tenu des tarifs votés en 2009 et pour ne prendre en compte que la durée d'occupation des bulles de ventes il est proposé d'appliquer un tarif mensuel, et non annuel, de 96 € par m² de manière à donner plus de souplesse dans la facturation et à l'adapter aux durées effectives d'installation.

3 / HALLES ET MARCHES :

Afin d'accompagner le développement du nouveau marché Saint Martin, il est proposé de prolonger la période d'exonération des abonnements de six mois, soit jusqu'au 30 septembre 2010.

Par ailleurs, dans le cadre de la création des marchés Port Marianne et de Malbosc, afin d'encourager leurs démarrages, la fréquentation commerciale étant plus faible les premiers mois, il est proposé d'accorder une période d'exonération de 6 mois.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les modifications proposées ;
- d'accepter de faire recettes des redevances acquittées ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

32 - Complexe funéraire de Grammont - Avenant à la Convention d'occupation partielle des locaux de la Communauté de l'Agglomération de Montpellier par la Ville de Montpellier - Autorisation de signer l'avenant

Amina BENOARGHA JAFFIOL : Par délibération en date du 2 décembre 1996, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a autorisé le maintien des services municipaux dans une partie des locaux du Complexe funéraire de Grammont mis à disposition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La convention d'occupation partielle des locaux prévoyait dans ses articles 3 et 4 que la Communauté d'Agglomération assurerait l'entretien courant des locaux occupés, ainsi que la refacturation à la Ville des charges de nettoyage, électricité et chauffage, au prorata de la surface occupée.

Dans le cadre de son nouveau plan de nettoyage, la Ville souhaite désormais prendre en charge l'entretien de ces locaux, seules les charges d'électricité et de chauffage seront désormais refacturées par la Communauté d'Agglomération à la Ville de Montpellier, au prorata des surfaces occupées.

Aussi, il convient d'établir un avenant modifiant les articles susvisés.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant à la Convention d'occupation partielle des locaux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

33 - Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des Ecoles dans le cadre de la Plateforme de Réussite Educative

Jean-Louis GELY : Conformément aux orientations définies par la loi 2005-32 du 18 janvier 2005, dite loi de cohésion sociale, la Ville de Montpellier a décidé, par délibération du 20 décembre 2005, de choisir la Caisse des Ecoles comme structure juridique porteuse de la Plateforme de Réussite Educative, pour laquelle elle s'est portée candidate ; plateforme co-financée par la Ville et l'Etat.

La Caisse des Ecoles de la Ville de Montpellier gère la Plateforme de Réussite Educative sur la base d'une convention-cadre pluriannuelle de partenariat signée le 24 octobre 2006 avec la Préfecture de l'Hérault. Celle-ci définit les objectifs, modalités et conditions de financement du Programme de Réussite Educative.

Elle est arrivée à son terme le 31 décembre 2009 et a été reconduite dans les mêmes conditions pour l'année 2010 par une convention de financement.

Dans le cadre de ce dispositif, la Caisse des Ecoles peut être amenée à solliciter certains personnels de la Ville pour la gestion et la conduite d'interventions auprès de jeunes inscrits sur la Plateforme de Réussite Educative, dans le sens d'une plus grande individualisation des prises en charge de leurs difficultés. La Caisse des Ecoles et la Ville de Montpellier ont ainsi identifié un certain nombre d'interventions à inscrire à ce titre. Chaque année, ces dispositions sont précisées dans une convention soumise à l'approbation du Conseil Municipal.

La convention conclue pour l'année 2010 décline les interventions de la Ville relevant du programme, précise la nature des dépenses et prévoit les modalités de remboursement par la Caisse des Ecoles à la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de financement jointe en annexe à la délibération, entre la Ville et la Caisse des Ecoles
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer cette convention et, plus largement, tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

34 - Attribution de subventions dans le cadre d'événements culturels Offres Culturelles-Budget 2010

Jean-Louis GELY : La Ville de Montpellier s'est engagée à promouvoir une pédagogie de la réussite en favorisant les activités éducatives innovantes dans le domaine scolaire et extra scolaire.

Elle va donc soutenir plusieurs événements inscrits dans des dynamiques de réseau et de territoire et impliquant de nombreux enfants.

Le premier concerne les élèves des écoles publiques maternelles et élémentaires de Montpellier intégrant la coordination des réseaux d'Education Prioritaire Sud et Ouest (Mosson) et qui

participent à un projet commun de chant choral, « les Chœurs d'enfants ».

Ce projet se finalise par des spectacles mi-juin, au théâtre Jean Vilar et à l'Opéra Comédie, ouverts aux familles.

Il touche à peu près 3000 élèves constitués en chorales de 300 à 400 petits chanteurs.

La ville propose d'attribuer une subvention au CRDEP 34 pour la logistique des répétitions et des spectacles

Pour le deuxième événement, la Ville, dans le cadre d'un projet culturel de territoire, s'associe à la fête de quartier orchestrée par l'école Marie de Sévigné (Quartier Centre) à laquelle se joignent les écoles de ce quartier, Anatole France et Francis Garnier, et du quartier Croix d'Argent, Marie Curie et Alphonse Daudet.

Cette fête veut souligner les valeurs de l'école, la rencontre et l'identité des quartiers.

500 enfants participeront à cette manifestation, qui se tiendra au parc Clémenceau de 15h à 19h le vendredi 4 juin 2010, animée par des activités et des spectacles culturels.

La troisième manifestation culturelle est présentée par l'école Jules Simon (Quartier Centre) qui sollicite l'aide financière de la Ville pour la location de la salle de théâtre La Vista afin de présenter son spectacle dansé de fin d'année scolaire.

Celui-ci finalisera les prestations artistiques de l'association « Au Singulier et Au Pluriel » accordées à la classe de CLIS (Classe d'Intégration Scolaire) et au CM1 dans le cadre des offres culturelles 2010.

Le spectacle sera ouvert à tous les élèves de l'école et aux familles.

Après étude, il est demandé au conseil municipal :

- d'affecter, à l'OCCE du CRDEP 34 une subvention de 2 850 euros, T
- d'affecter, à l'OCCE de l'école Marie de Sévigné une subvention de 1 938,50 euros,
- d'affecter, à l'OCCE de l'école Jules Simon une subvention de 350 euros.
- d'établir une convention entre la ville et chaque OCCE, ces conventions ont pour but de délimiter le périmètre du projet ainsi que le versement de la subvention.
- d'imputer les dépenses sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville de Montpellier au chapitre 922 nature 6574.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

35 - Marché négocié de prestations de service avec le club de haut niveau EUSRL Montpellier Agglomération Handball - Autorisation de signature

Sophie BONIFACE-PASCAL : La Ville de Montpellier, dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du handball en particulier, a décidé d'acquérir auprès de l'EUSRL Montpellier Agglomération Handball, club de haut niveau, des prestations pour la saison 2010-2011.

Ces prestations ont pour objectif de permettre à la Ville de Montpellier de bénéficier de l'image positive du M.A.H.B. qui, par ses victoires, ses nombreux titres et la sélection de joueurs montpelliérains en équipe de France (Championne Olympique en 2008, Championne du Monde

en 2009 et Championne d'Europe en 2010), véhicule l'image d'un sport sain, respectueux des règles de l'autre. A ce titre, les internationaux montpelliérains seront présents à des évènements organisés par la Ville.

Ces prestations bénéficieront aux invités institutionnels, aux membres du tissu associatif, aux partenaires ainsi qu'aux élus et collaborateurs de la Collectivité pour les rencontres du championnat de handball.

Enfin, la volonté politique de fédérer localement, dans le cadre d'un colloque, les échanges d'expériences et d'expertises entre le monde de l'entreprise et le monde sportif constituent l'une des clés de voûte pour créer une réelle dynamique. Ainsi, les différents acteurs du management sportif et économique pourront participer à la création de valeur.

Ces prestations sont définies conformément aux dispositions de l'article L113-3 du Code du Sport.

La procédure de passation est un marché négocié en application de l'article 35 II alinéa 8 du Code des Marchés Publics.

Suite à la consultation faite auprès du club, seul prestataire habilité concernant les rencontres de handball de haut niveau organisées à Montpellier, le pouvoir adjudicateur a ouvert l'enveloppe le 11 mai 2010.

L'ensemble des services à exécuter soit :

- le naming,
- la qualité de partenaire institutionnel,
- la poitrine grand badge (sur le maillot),
- la publicité sur des panneaux rotatifs, des panneaux cursives et sur des panneaux et stickers lors de la Champion League,
- des packs vip permettant l'accès aux tribunes présidentielles et institutionnelles,
- l'organisation d'un colloque « MAHB entreprises »,
- la présence de l'équipe pro sur des événements partenaires,
- le parrainage de matches,
- Incentive le soir de matches pour 50 personnes,
- l'achat de 30 places tribunes pour les 13 matches du Championnat de France et 30 places tribunes pour les 5 matches de la Ligue des Champions,
- sera rémunéré en application d'un prix global et forfaitaire égal à : 460 874 € H.T. soit 550 000 € T.T.C. (EUSRL MAHB Marché 0G542201)

La Commission d'Appel d'Offres, en date du 25 mai 2010, a retenu l'EUSRL MAHB pour le marché considéré.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'attribuer le marché précité à l'EUSRL MAHB pour un montant H.T. de 460 874 €, soit T.T.C. 550 000 €,
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget de la Ville, nature 6042/fonction 9240,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire avec l'EUSRL MAHB.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

36 - Mise à disposition des structures artificielles d'escalade du gymnase Achille - Approbation d'une occupation à titre gratuit - Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine public Ville - Association Bleu Vertige

Sophie BONIFACE-PASCAL : La Ville de Montpellier a toujours eu à Cœur de contribuer au développement du sport amateur et du sport de haut niveau qui participent à son objectif de réussite éducative.

A ce titre, la Ville possède deux structures artificielles d'escalade au gymnase Achille sises avenue Chancel, comprenant un mur extérieur et une salle de « pans » couverte.

Afin de promouvoir et développer cette pratique sportive, il est proposé de confier par convention l'utilisation et la gestion de cette structure municipale à l'association « Bleu Vertige » qui, en outre, se propose d'expérimenter la pratique de l'escalade ouverte à tout public dans le cadre des mesures de sécurité imposées par la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade.

Les principales modalités de cette convention sont les suivantes :

- l'installation sera largement ouverte aux utilisateurs dans la journée, tous les jours de la semaine, dimanches compris ;
- L'association Bleu Vertige aura la charge d'animer la structure et d'assurer la gestion technique sur le plan sportif ;
- Bleu Vertige, étant une association à but non lucratif, concourant à la satisfaction d'un intérêt général, la mise à disposition des structures artificielles d'escalade du gymnase Achille seront consenties à titre gratuit.

Cette autorisation à titre gratuit constitue une subvention en nature. Le montant ainsi valorisé sera calculé en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2009 fixant les tarifs 2010 applicables au domaine public occupé, soit : subvention en nature valorisable pour un montant de 36 h/semaine x 32 semaines x 40 €/heure = 46 080 € par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention d'occupation du domaine public à titre gratuit ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 46 080 € ;
- de dire que ce montant ainsi valorisé sera inscrit au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer la convention afférente ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

Monsieur BOUILLE sort définitivement de séance, Madame DOMBRE-COSTE sort de séance,
Monsieur VIGNAL revient en séance et récupère sa procuration

37 - Quartier MONTPELLIER-CENTRE - Gymnase Achille Proposition de dénomination des structures artificielles d'escalade : Pierre ROUZO

Sophie BONIFACE-PASCAL : Dans le cadre de sa politique sportive et de réussite éducative, la Ville de Montpellier a construit, à côté du gymnase Achille et d'un mur d'escalade extérieur, une salle comprenant des structures artificielles d'escalade d'environ 100 m².

Ce nouvel équipement, complémentaire des installations existantes, sera mis à disposition d'associations sportives, des éducateurs de la Ville de Montpellier et des établissements scolaires qui en feront la demande. Pour faciliter l'accueil de ces différents publics, un local de rangement et des sanitaires ont été prévus.

Afin d'honorer sa mémoire, et à la demande de sa famille, il est proposé que cette installation constituée de « pans », structures artificielles d'escalade, portent le nom de Pierre ROUZO. Breton d'origine, Pierre ROUZO s'est installé sur Montpellier à l'âge de 27 ans. Pratiquant l'escalade sportive de haut niveau, Pierre ROUZO, meilleur grimpeur local, a ouvert des voies extrêmes sur toutes les falaises environnantes : Saint Bauzille, Gorges de l'Hérault, Pic Saint Loup, Claret, Saint Guilhem le Désert. Artiste, dessinateur et raconteur d'histoires, Pierre ROUZO, un des plus illustres « équipiers » de niveau national est décédé le 7 juillet 2007, à l'âge de 50 ans.

Hervé MARTIN : A l'époque où j'étais jeune et svelte, je pratiquais l'escalade et j'ai eu la chance de rencontrer Pierre ROUZO au pied des falaises de la région de Montpellier. Il s'agissait d'un personnage haut en couleurs, doté d'une sacrée personnalité. Pierre ROUZO était d'abord un grimpeur de très haut niveau. Et dans cette discipline, même les sportifs de très haut niveau, demeurent accessibles aux amateurs. Pierre ROUZO n'appartenait certainement pas au star system.

Comme l'a rappelé Sophie BONIFACE-PASCAL, Pierre ROUZO était un équipier. Cette précision est importante, car à travers l'hommage rendu à ce grimpeur, il est nécessaire d'évoquer le rôle des équipiers de falaises dans la région. En effet, l'escalade se pratique librement et gratuitement, grâce à ces hommes équipant les falaises pour les Montpelliérains et les grimpeurs issus de partout en Europe. En effet, les falaises autour de Montpellier souvent orientées au sud à l'abri du mistral, sont fréquentées y compris l'hiver par des grimpeurs anglais, allemands, etc. Ces équipiers travaillent donc au rayonnement de la ville et de notre région.

Je profite de mon intervention pour également rendre hommage à deux autres grimpeurs alpinistes et amis de Pierre ROUZO. Ces hommes illustrent combien Montpellier ne doit pas être associée seulement à la mer, mais aussi au calcaire environnant. Il s'agit de Lucien BERARDINI, décédé voilà quelques années. En 1954, il appartenait à l'équipe française ayant gravi la face sud de l'Aconcagua dans la Cordillère des Andes : cette expédition lui avait d'ailleurs coûté quelques phalanges et quelques orteils. Il est désormais enterré au cimetière de Chamonix. Il avait justement rencontré à Claret, un jeune grimpeur nommé Hugues BAUZILLE, décédé lui aussi en 1995 à l'âge de 28 ans, me semble-t-il, à l'Aconcagua où il était retourné avec BERARDINI. Après une ascension de douze jours en solo, il est mort d'épuisement à la descente, dans les bras des secouristes venus à sa rencontre. Il s'agissait aussi d'un jeune grimpeur de la région, venu à l'alpinisme avec BERARDINI. Il avait réussi plusieurs exploits, en particulier en hiver, dans les Alpes, non sans dommages corporels.

Il me semble vraiment important de rappeler cet environnement existant autour de Montpellier. Des figures comme Pierre ROUZO, participent au rayonnement de notre ville. Il s'agit de sportifs de haut niveau jouant leur rôle dans l'anonymat et demeurant très éloignés du star system. D'ailleurs, ils préfèrent bien souvent dormir à la belle étoile plutôt que dans des cinq étoiles.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de donner aux structures artificielles d'escalade du gymnase Achille le nom de Pierre ROUZO ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Adopté à l'unanimité

Madame SOUCHE revient en séance

38 - Bourse Animation Jeunes 2010 - Attributions de subventions

Michel PASSET : Dans le cadre du développement des actions de proximité et de solidarité, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse et Sports et, en partenariat avec le tissu associatif local, met en place des manifestations pour permettre aux jeunes d'être les acteurs de leur avenir et de leur ville.

Les actions, proposées aux jeunes, s'inscrivent dans la continuité du programme de réussite éducative de la Ville de Montpellier.

La **Bourse Animation Jeunes** constitue une aide financière dont l'objectif est de soutenir les projets associatifs des jeunes montpelliérains. Ces projets d'actions en faveur des 13/25 ans peuvent être proposés par les opérateurs tout au long de l'année.

Les projets doivent valoriser la place des jeunes dans la cité, dans la vie sociale.

Les actions menées doivent répondre à une exigence éducative.

Comme les années précédentes, les porteurs de projets associatifs ont élaboré des programmes correspondant à ces objectifs afin d'obtenir une aide financière de la Ville de Montpellier. Pour assurer le suivi de chaque projet, un bilan est demandé à chaque association à l'issue de leur réalisation.

Différentes associations montpelliéraines ont présenté des projets.

Afin de permettre la réalisation des projets des associations retenues, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2010 du Service Jeunesse la somme de **4 660 €**, et de la répartir de la manière suivante:

Association « RAJ » (Réseau Action Jeunes en Languedoc Roussillon)

Association montpelliéraine créée en 2002.

Titre du projet : « Rénovation de la maison de jeunes de Tin Ghir, sud-est du Maroc »

Objectif :

Le projet consiste à favoriser l'engagement citoyen des jeunes venant d'horizons divers, au sein d'une structure les guidant et les soutenant dans la promotion et la mise en place de leurs initiatives.

Du 7 au 28 juillet 2010, ces jeunes participeront à un chantier international de rénovation d'une maison des jeunes au Maroc.

Budget : 21 476,20€

Montant proposé : 1 000€

Association I.P.E.I.C.C (I . Projets d'Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)

Association montpelliéraine créée en 2006.

Titre du projet : “Tranches de bonheur”

Objectif:

Le projet consiste à casser les stéréotypes attribués au quartier de la Mosson en donnant un espace de parole positive du quotidien aux habitants de ce quartier.

Pour cela les enfants de 7 à 11ans seront sensibilisés à la prise de son et à la photographie.

A l’issue de ce premier volet, la parole sera ensuite donnée à leurs parents.

Budget : 1 300€

Montant proposé : 500€

Association ORTHOFASO

Association montpelliéraine créée en 2006

Titre du projet : « Mot à maux »

Objectif :

Le projet consiste à se rendre au Burkina Faso du 27 septembre au 2 novembre 2010 pour une prise en charge orthophonique concernant le polyhandicapé pour les 6/20ans, le bégaiement pour tous âges et la surdité pour les 6/8ans.

Une soirée de retransmission d’un reportage photos est prévue en novembre 2010 à la maison des étudiants.

Budget : 12 508€

Montant proposé : 500€

Association AILERONS (Association ichtyologique pour l’étude, la recherche et l’observation dans la nature des sélaciens)

Association Montpelliéraine créée en 2006

Titre du projet : « Première saison du projet « Grand Large »

Objectif :

Le projet consiste à mener, du 1^{er} juillet au 30 octobre 2010, des recherches scientifiques sur les grands requins carnassiers et les raies qui peuplent les eaux méditerranéennes.

Cette étude portera uniquement sur les côtes du Languedoc Roussillon.

Des animations pédagogiques de sensibilisation du jeune public, à notre écosystème et à ces espèces, sont prévues, du 1^{er} novembre 2010 au 30 juin 2011, dans des collèges, des Lycées et des Universités.

Budget : 2 000€

Montant proposé : 660€

Association SIN

Initialement association Niçoise créée en 2003, qui a son siège à Montpellier depuis 2005.

Titre du projet : « Chantier éducatif autour du montage de chapiteau et la régie technique des spectacles »

Objectif :

Le projet consiste à former quatre jeunes, hors circuit scolaire et en difficultés, au métier technique du spectacle.

Dans un premier temps, ils seront pris en charge, du 3 mai au 6 juin, sur le plateau sportif du quartier du Petit Bard.

S’ensuivra un programme d’insertion professionnelle qui sera effectué par l’APIJE (les dates restent à définir.)

Budget : 5 460€

Montant proposé : 2 000€

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'attribuer aux associations les subventions ci-dessus indiquées,
- de prélever cette somme d'un montant de **4 660 euros**, sur les crédits inscrits au budget 2010 du Service Jeunesse (nature 6574, fonction 422, LC 1937),
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

39 - Bourse Initiatives Jeunes 2010 - Participation de la Ville

Michel PASSET : La Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse et Sports, aide les jeunes montpelliérains à concrétiser leurs projets personnels. La Bourse Initiatives Jeunes permet de soutenir leur création dans les domaines culturel, social, artistique, humanitaire...

Cette action s'inscrit dans la continuité du programme de réussite éducative de la Ville de Montpellier.

La Bourse Initiatives Jeunes est une aide financière dont l'objectif est de participer à l'émergence de projets individuels ou de petits groupes (en dehors du système associatif classique) conçus par des jeunes de 16 à 25 ans résidant à Montpellier.

Définition des Projets :

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale...

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, les projets professionnels, ainsi que les projets présentés par des salariés du secteur public ou privé.

Méthodologie :

Chaque jeune porteur de projets est au préalable reçu au Service Jeunesse qui a pour mission de l'accompagner dans la genèse du projet. Un dossier type est remis à chaque jeune.

Il doit comporter :

- une présentation du projet,
- un rapide curriculum vitae du porteur du projet,
- un plan de financement (dépenses - recettes).

Les candidats sont ensuite convoqués pour exposer leurs projets (motivations, objectifs, mise en œuvre). Il est alors proposé le montant à attribuer à chacun. Ces attributions sont établies conformément au règlement interne joint à la délibération du Conseil Municipal du 27 octobre 2005.

Les projets doivent faire l'objet de cofinancement par autofinancement, sponsoring, bourses d'autres organismes. Des comptes rendus des projets seront effectués.

Financement :

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de juin, il vous est proposé de prélever les crédits prévus au budget 2010 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de **4 700** et de la répartir de la manière suivante :

BESSIN Julia : quartier Arceaux**Destination Monde****« Le tour des paysans »**

Le projet consiste de septembre 2010 à novembre 2011, à aller à la rencontre des agriculteurs du Maghreb, Proche Orient et des Balkans, de découvrir leurs modes d'exploitation, leurs réseaux agricoles.

La candidate a choisi de sillonner ces pays à vélo.

Courant 2011, elle exposera et interviendra à L'Espace Montpellier Jeunesse

1 500€

CRESSIER Romain : quartier Hopitaux-Facultés**Production culturelle****Court métrage « Retour »**

Le projet consiste à réaliser un court métrage qui met en scène un homme s'interrogeant sur la culpabilité et le comment faire face à la disparition d'un être cher.

Le film sera projeté au théâtre de la Vignette, en septembre 2010 et à l'Espace Montpellier Jeunesse en octobre 2010.

900€

VALENZA Oriane : quartier Aiguerelles**Production culturelle****« FESTIVARTS »**

Le projet consiste à effectuer une exposition et un spectacle tous deux multidisciplinaires, (photos, peintures, danses) le 12 juin 2010 au théâtre Aimé Schoening à Montpellier.

700€

PRUNIERES Mathilde : quartier les Aubes**Destination Monde****« La force du GIRI dans la société japonaise »**

Le projet consiste à se rendre au Japon, du 28 juin au 10 août, pour étudier le sens du devoir et de l'honneur.

Une exposition est prévue, du 15 au 28 octobre, Maison pour tous Marie Curie.

800€

ESCUDIE Marion : quartier Gares**Destination Monde****« Arts et légendes Aborigènes »**

Le projet consiste à réaliser un reportage photographique et une exposition de peinture au cours d'un voyage en Australie qui durera de novembre 2010 à Avril 2011.

La candidate exposera ses photos à la Maison pour tous Frédéric Chopin.

800€

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **4 700€**,
- d'attribuer aux différents candidats les subventions correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2010,

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

40 - CARTE ETE JEUNES 2010 - Attributions à titre gratuit

Michel PASSET : Dans le cadre de son projet de réussite éducative, les actions développées par la Ville de Montpellier par l'intermédiaire de son Service Jeunesse et Sports renforcent l'esprit de cohésion sociale, indispensable aux plus jeunes générations et particulièrement profitable aux quartiers sensibles.

A cette fin et dans le cadre de sa politique contractuelle avec la CAF, au titre du Contrat Enfance Jeunesse, et de sa politique de soutien au milieu associatif, la Ville de Montpellier met en place la **Carte Eté Jeunes**. Délivrée du 15 juin au 15 septembre, elle est destinée à tous les Montpelliérains de 12 à 25 ans et permet à chaque jeune qui l'acquiert, pour un prix de 25 €, de bénéficier d'un véritable passeport pour les loisirs durant l'été avec près de 50 activités programmées.

Comme chaque année, la Ville octroie des cartes gratuites aux jeunes montpelliérains rencontrant des difficultés sociales. Elle entend ainsi favoriser l'égalité d'accès aux loisirs, accroître l'autonomie de la jeunesse et créer une véritable dynamique sur les publics prioritaires. Pour l'été 2010, la Ville de Montpellier propose d'octroyer **340** cartes gratuites dont 50 seront attribuées à la caisse des écoles dans le cadre de la plateforme de la réussite éducative.

Chaque organisme sera tenu de réaliser un compte rendu exhaustif de l'utilisation de l'ensemble des cartes octroyées.

<u>BENEFICIAIRES</u>	<u>NOMBRE DE CARTES ATTRIBUEES</u>
Régie des Maisons pour tous : pour les structures suivantes :	200 dont :
MPT Mélina Mercouri :	5
MPT Georges Brassens :	16
MPT Léo Lagrange :	11
MPT Paul Emile Victor :	12
MPT François Villon :	18
MPT André Chamson :	12
MPT Michel Colucci :	12
MPT Jean-Pierre Caillens :	8
MPT l'Escoutaire :	17
MPT Boris Vian :	8
MPT Pierre Azema :	10
MPT Albert Dubout :	12
MPT George Sand :	10
MPT Frédéric Chopin :	7

MPT Joseph Ricome :	10
MPT François de Malherbes :	12
MPT Marcel Pagnol :	8
MPT Voltaire :	5
MPT Rosa Parks :	5
MPT St. Exupéry :	2
Conseil Montpelliérain de la Jeunesse :	20
Association Adages-Espace Famille :	10
Association NOUAS :	10
Association Jeunesse Sans Frontière :	10
AJPPN :	10
Brazil 40 :	10
Association Réseau Education Sans Frontières	10
Service Jeunesse : tirage au sort du concours photo :	10
Caisse des Ecoles :	50

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter l'attribution des Cartes Eté Jeunes à titre gratuit selon la répartition ci-dessus,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

 Madame GAUTHIER MEDEIROS quitte définitivement la séance,
 Madame BIGAS sort de séance en donnant procuration

41 - Extension de la tranche d'âge des bénéficiaires de l'Espace Montpellier Jeunesse

Michel PASSET : Dans le cadre de ses actions de proximité et de cohésion sociale, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son service jeunesse, a toujours impulsé une politique ambitieuse à destination des 12/25 ans. Les actions initiées, pour les aider à développer leur volonté d'autonomie, s'inscrivent dans le cadre du programme de réussite éducative. L'Espace Montpellier Jeunesse est dédié aux scolaires, aux universitaires, aux demandeurs d'emploi et aux actifs. Dans cet espace public tous les jeunes, quel que soit leur niveau social ou leur formation, se rencontrent, s'informent et échangent.

Le contexte économique actuel, particulièrement délicat, nous amène à nous interroger sur les 26-29 ans qui ne peuvent plus prétendre aux différents dispositifs institutionnels « jeunes » et se retrouvent sans accompagnement spécifique dans les domaines de l'emploi, du logement, du juridique et des loisirs.

En raison du nombre élevé de Montpelliérains qui connaissent des difficultés d'insertion professionnelle, qui vivent en état de précarité ou en rupture sociale, il convient d'élargir la tranche d'âge des utilisateurs de l'Espace Montpellier Jeunesse.

Il est donc proposé de permettre aux jeunes, jusqu'à 29 ans, de bénéficier des dispositifs mis en place par la Ville, à savoir :

- Les permanences d'aide à la rédaction des C.V, des lettres de motivations,
- Les permanences de coaching,
- Les permanences de conseils juridiques,
- Le service gratuit des petites annonces,
- Le libre accès internet,
- Le point phone,
- Les photocopies,
- La carte été jeunes et les stages,
- Les bourses animation jeunes,
- les bourses initiatives jeunes, réservées au plus de 16 ans.

Seule l'aide au BAFA reste maintenue pour les 17/24 ans

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter ces modifications des tranches d'âges des bénéficiaires des services de l'Espace Montpellier Jeunesse,
- D'autoriser Mme le maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 48

Adopté à l'unanimité

Madame FOURTEAU sort de séance, Madame DOMBRE-COSTE revient en séance

42 - Avenue Professeur Blayac - Quartier Mosson - Création d'un café sportif skate park - Autorisation du dépôt de permis de construire

Frédéric TSITSONIS : Pour assurer la gestion du skate park de la Mosson, la Ville a mis à disposition de l'association ATTITUDE un local municipal. Ce lieu fréquenté par les jeunes du quartier mérite d'être encore valorisé. La création d'un café sportif assurant la promotion des cultures urbaines (Rap, Hip-Hop, Graffs, ...) et constituant un lieu de rencontres et d'échanges s'inscrit dans cet objectif.

Tout en conservant une partie pour l'association ATTITUDE, le local pourra être réaménagé. L'aménagement envisagé concerne essentiellement le doublage des murs, la réfection des sols, la création d'un sanitaire. Le financement de cette opération est couvert par les crédits du conseil consultatif Mosson (Ligne n° 14704).

L'aménagement intérieur du café sportif sera à la charge du futur concessionnaire qui sera choisi à l'issue d'une consultation ayant notamment pour critères les animations proposées, le type de produits proposés à la consommation, l'expérience et les moyens humains et matériels mis en œuvre par le concessionnaire pour assurer, notamment, l'entretien et la sécurité du site. Ce choix, formalisé par convention, fera l'objet d'une prochaine délibération.

Philippe SAUREL : Je profite de cette délibération pour signaler le travail mené en partenariat avec Serge FLEURENCE et avec Philippe THINES, sur le parc de Malbosc. Ce parc établit la liaison entre les deux quartiers de la Mosson et de Malbosc. Le travail mené sur ce parc, à la demande de nombreux riverains, s'inscrit dans le sens de l'exposé de Frédéric TSITSONIS au sujet des activités proposées aux jeunes, en particulier aux adolescents. Nous sommes en train de réfléchir à la possibilité d'y installer un parcours sportif. Il n'est pas question de dénaturer la végétation, mais au contraire, de la renforcer puisque beaucoup de plantations demeurent à réaliser sur cette zone. Nous avons donc mis en place une petite commission chargée de réfléchir au sujet. Et lorsque nous aurons avancé dans ce domaine, nous vous soumettrons des propositions en relation avec des activités comme le skate-parc évoqué par Frédéric TSITSONIS.

Madame le Maire : Dans le même ordre d'idée, nous pouvons évoquer le travail de Madame BONIFACE-PASCAL avec le FISE, répondant aussi à une forte demande des jeunes. En effet, les sports de rue sont aujourd'hui en pleine extension. De plus, il me semble qu'un jardin pour les jeunes enfants au bord du Lez, pourrait permettre de pratiquer ces sports très tôt dans la ville.

Eva BECCARIA : Je souligne combien cet équipement à La Mosson est important pour les jeunes du quartier. Il permettra aussi d'assainir l'environnement autour du lycée Léonard de Vinci. De plus, les personnes qui vont tenir un café serviront de lien pour ces jeunes. Il convient également de ne pas oublier les associations derrière ce projet, à l'instar de l'association Attitude apportant aussi de la pédagogie et de l'éducation pour ces jeunes enfants.

Patrick VIGNAL : Ce skate-parc me semble en effet bénéfique avec ce café citoyen permettant aux jeunes du quartier de pouvoir échanger. La position de Philippe SAUREL me paraît intéressante au sujet du parc Malbosc. A l'instar de grandes villes comme Grenoble, Nantes, Paris, Toulouse ou Strasbourg, nous pourrions mettre en œuvre pour ce parc des Samedis malins. Il s'agirait ainsi d'ouvrir un blog et d'envoyer à l'ensemble des gens de Malbosc le plan du parc. Chacun pourra ainsi amener sa propre réflexion pour entrevoir les réalisations : un parcours de VTT, des jardins partagés, un parcours de santé, etc. L'intérêt serait ainsi de communier avec les habitants de Malbosc. Toutefois, nous devrions aller encore plus loin : ce parc n'est pas uniquement dévolu aux gens de Malbosc puisqu'il établit un lien avec La Paillade. Je vous propose donc de mener une réflexion prospective sur cet ensemble. Dans le cadre de la démocratie participative, appuyés par le président du Conseil de quartier et les comités, nous pourrions partager cette réflexion avec la population.

Philippe SAUREL : Je signale à Patrick VIGNAL que ces désirs sont des ordres, puisque les jardins partagés sont déjà créés sur la partie Mosson. De plus, un parcours sportif et un parcours de santé avaient été prévus à l'origine. Toutefois, au regard de la concertation récemment menée à la Maison pour tous Rosa Lee Parks à Malbosc, nous avons pris conscience de la nécessité de renforcer les structures pour les adolescents. Cela me paraît une bonne chose. D'autant que les espaces verts de Malbosc, comme nous l'avons constaté sur des vues aériennes, méritent d'être largement renforcés : les essences végétales présentes dans le parc sont un peu défaillantes. La trame verte mérite d'être renforcée sur ce parc.

Dans l'immédiat, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de création d'un café sportif sur le skate Park situé rue du Professeur Blayac,
- d'inscrire les dépenses utiles sur le budget 2010 de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à déposer le permis de construire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire.

43 - Approbation des loyers minorés - Autorisation de signer les conventions de location du domaine privé de la Ville

Frédéric TSITSONIS : Dans un objectif de favoriser la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de locaux appartenant au domaine privé de la Ville à quatre associations, leur permettant de développer leurs activités dans les quartiers, au plus près des habitants.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de ces structures, un loyer minoré sera proposé à trois associations. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver les trois conventions de location du domaine privé de la Ville concernant :

- l'association « Don Quijote » et l'association « Grain d'Image » pour une durée de un an à compter du 1^{er} mars 2010
- l'association « La Maison de la Poésie » pour une durée de trois ans à compter du 29 mai 2010.

Il convient d'approuver aussi le tableau attributif ci dessous, dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel minoré	aide annuelle en nature
Don Quijote	46 Cours Gambetta	906,00 €	35,00 €	871,00 €
Grain d'Image	1 Ter rue de Charancy	2 200,00 €	35,00 €	2 165,00 €
La Maison de la Poésie	Rue du Pirée	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €

Dans le même temps, la Ville de Montpellier propose de renouveler la convention de location pour l'association « Le Club de la Presse » qui occupe, depuis le 1^{er} juin 1996, des locaux du domaine privé de la Ville, d'une superficie de 130 m², situés, 1 place du Nombre d'Or.

Il est proposé que cette nouvelle convention de location prenne effet au 1^{er} juin 2010 pour une durée de six ans, aux mêmes conditions que la précédente, le montant du loyer annuel étant fixé à 14 801,67 euros, charges locatives en sus.

Le prix du loyer ainsi fixé sera réévalué chaque année à la date d'anniversaire du contrat en fonction des variations du coût de la construction calculé par l'INSEE, l'indice de base est celui du 4^{ème} trimestre 2009 soit 1507.

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les loyers minorés proposés aux associations Don Quijote, Grain d'Image, La Maison de la Poésie et de porter au compte administratif de la Ville ces informations comptables ;

- d'approuver les conventions d'occupation du domaine privé de la Ville jointes en annexe et passées avec les associations : Don Quijote, Grain d'Image, la Maison de la Poésie, le Club de la Presse ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Pour : 48

Adopté à l'unanimité

44 - Rénovation d'installations thermiques des bâtiments communaux - Programme 2010 - Autorisation de signer les marchés

Frédéric TSITSONIS : Le service énergie entretient les installations de chauffage et de climatisation des bâtiments communaux et propose chaque année un programme de travaux de rénovation d'installations permettant d'une part de maintenir un bon niveau de fiabilité des équipements et d'autre part d'améliorer le confort des usagers.

Pour l'année 2010, il est proposé les opérations suivantes inscrites au budget primitif de la Ville :

1/ Groupe scolaire Près d'arènes : - maternelle Cocteau – élémentaire Diderot, gymnase Ostermayer, centre Rabelais :

Modernisation des chaufferies et réseaux de chauffage afin de sécuriser la production de chaleur pour le groupe scolaire et le gymnase. Réfection des gaines de chauffage du Centre Rabelais.

2/ Groupe scolaire La Martelle : - maternelle Deroin – élémentaire Spinosa, élémentaire A Savary, gymnase Ferrari :

Modernisation des chaufferies et réseaux de chauffage. Installation de nouvelles chaudières et des équipements annexes afin de sécuriser la production de chaleur au groupe scolaire.

3/ Zoo de Lunaret – serre tropicale et lémuriens ; Groupe scolaire Bari et Oxford – maternelles Woolf et Van Gogh – élémentaires Boulloche et Roosevelt, Palais des Sport Pierre de Coubertin :

Modernisation de la chaufferie du Zoo avec installation de nouvelles chaudières et des équipements annexes afin de sécuriser la production de chaleur ; modernisation des réseaux de chauffage des GS Bari et Oxford et du Palais des sport.

4/ Travaux de télégestion dans divers bâtiments :

Modernisation des armoires de commande et de télégestion des chaufferies qui permettent de réguler la température de chauffage, d'adapter le fonctionnement du chauffage à l'utilisation du bâtiment et de dépanner à distance.

Suite à une consultation selon la procédure adaptée (art. 28 et 72 du code des marchés publics) pour ce marché comportant 4 lots et sur la base des critères de sélection suivants :

- valeur technique (60 %),
- prix des prestations (40 %),

La Commission d'appel d'offres a désigné le 25 mai 2010 les entreprises suivantes :

- **lot N° 1** : modernisation des chaufferies et des réseaux de chauffage du Groupe scolaire Près d'arènes : - maternelle Cocteau – élémentaire Diderot, gymnase Ostermayer, centre Rabelais :

entreprise Missenard, montant HT : 180 980.42 €

- **lot N° 2** : modernisation des réseaux de chauffage du Groupe scolaire La Martelle : - maternelle Deroin – élémentaire Spinosa, élémentaire A Savary, gymnase Ferrari : pour des motifs d'intérêt général, il est décidé de déclarer ce lot sans suite.

- **lot N° 3** : modernisation des chaufferies et des réseaux de chauffage du Zoo de Lunaret – serre tropicale et lémuriens ; Groupe scolaire Bari et Oxford – maternelles Woolf et Van Gogh – élémentaires Bouilloche et Roosevelt, Palais des Sport Pierre de Coubertin : entreprise Missenard, montant HT : 120 191.31 €

- **lot N° 4** : modernisation des armoires de commande et de régulation de divers bâtiments : entreprise Thermatic, montant HT : 94 094.82 €

Les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville, nature 2315 – fonctions 90212 et 900201.

En conséquence, nous vous proposons :

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises mentionnées ci-dessus ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 48

Adopté à l'unanimité

Madame BIGAS revient en séance et récupère sa procuration

45 - Participation financière des agents municipaux possédant une place de parking

Frédéric TSITSONIS : Soucieuse d'améliorer les conditions de travail de ses agents, la Ville leur octroie des places de parking.

Une participation financière est demandée chaque année aux employés municipaux bénéficiant d'une carte donnant accès au stationnement dans les parkings.

Cette contribution est concrétisée par un prélèvement sur les salaires de juin.

Le montant annuel de la participation financière pour l'année 2010 est défini en fonction de l'indice majoré de l'agent ci-après :

- indice inférieur à l'indice majoré 305 :	16,00 €
- de l'indice majoré 306 à 362 :	38,00 €
- de l'indice majoré 363 à 420 :	66,00 €
- indice supérieur à l'indice majoré 420 :	95,00 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter les différentes participations financières en fonction de l'indice majoré de l'agent
- de préciser que les prélèvements seront effectués sur le salaire du mois de juin
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50
Adopté à l'unanimité

46 - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Société des Autoroutes du Sud de la France sur l'échange de données sur les conditions de circulation - Autorisation de signer la convention

Serge FLEURENCE : La Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont décidé en janvier de communiquer sur les travaux de la ligne 3 de tramway et sur les conditions de circulation dans les rues de Montpellier à l'heure de pointe du matin.

Ainsi, depuis le 29 mars 2010, un dispositif "infos trafic" a été mis en place consistant, tous les matins du lundi au vendredi de 7h40 à 9h par le biais de cinq flashes sur France Bleu Hérault, à diffuser les conditions de circulation en temps réel et à fournir des informations relatives au chantier de la ligne 3 de tramway impactant la circulation automobile.

Le recueil des données sur les conditions de circulation en temps réel, est basé sur le visionnage, par un agent de la Ville, d'une série de caméras prédéfinies et orientées sur des axes stratégiques de circulation à Montpellier et ses abords, et sur des observations réalisées sur le terrain par la police municipale.

Afin de compléter ce dispositif, il a été convenu entre la Ville de Montpellier et la Société des Autoroutes du Sud de la France (ASF), de mettre en place une convention de partenariat visant à échanger des informations liées au trafic automobile.

Par cette convention, ASF s'engage à fournir par courriel tous les matins entre 7h30 et 9h00 les données relatives aux conditions de circulation aux abords de Montpellier et plus précisément aux sorties 29 (Montpellier Est), 30 (Montpellier Sud) et 31 (Montpellier Ouest) de l'autoroute A9.

Pour sa part, la Ville de Montpellier s'engage sur ce même créneau horaire à avertir ASF de tout incident survenant et susceptible d'engendrer des perturbations sur le réseau autoroutier.

Ce partenariat permettra de rendre plus exhaustive l'information fournie aux automobilistes.

Après étude, il est donc proposé :

- De signer la convention avec ASF ci-annexée
- D'autoriser Mme le Maire ou M ; l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Pour : 50
Adopté à l'unanimité

47 - Convention d'échanges de données entre la Ville de Montpellier, le Conseil Général de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Direction régionale de l'équipement, de l'aménagement et du logement et la société des Autoroutes du Sud de la France **Autorisation donnée à Madame le Maire à signer la convention**

Serge FLEURENCE : Afin d'améliorer les outils de prospectives sur le territoire de l'aire urbaine de Montpellier, la Ville de Montpellier, la Direction régionale de l'équipement, de l'aménagement et du logement, le Conseil général de l'Hérault, la Communauté d'agglomération de Montpellier, ainsi que la société des Autoroutes du sud de la France (ASF) ont décidé de s'engager dans l'élaboration d'un outil de modélisation.

Cet outil d'aide à la décision permettra de mieux appréhender les conséquences sur le territoire de différents choix d'aménagement, qu'il s'agisse de développements urbains, de réalisation de nouvelles infrastructures de transport ou de choix économiques.

Les partenaires publics disposent de bases de données et statistiques brutes (trafic, temps de parcours, données socio-économiques, d'immobilier et logement, enquêtes...) constituées pour leurs propres besoins depuis plusieurs années. Ils ont par ailleurs développé un modèle de trafic routier portant sur 48 communes de l'aire urbaine de Montpellier.

La société ASF, désignée par l'ensemble des partenaires publics comme pilote de ce projet, sera destinataire de ces données et modèles existants en vue de développer le logiciel Pirandello®. Le périmètre de cette étude, approuvé par toutes les parties, s'étend depuis Nîmes à l'Est, jusqu'à Béziers à l'Ouest.

La mise en œuvre de ce logiciel permettra de déterminer le modèle d'équilibre urbain faisant intervenir simultanément l'offre de logements, les disponibilités foncières, les volumes de populations et d'emplois, les conditions de transport et la fiscalité.

Pour ce développement, la société ASF aura recours à la sous-traitance et fera intervenir la société PIRANDELLO INGENIERIE.

La convention proposée a pour objet de fixer les conditions financières, les modalités de mise à disposition et d'échange des données.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer la convention et tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Adopté à l'unanimité

48 - Etude relative à l'optimisation des livraisons de marchandises au centre-ville de Montpellier - Demande de subventions

Serge FLEURENCE : Le transport de marchandises en ville occupe une place importante sur le domaine public de voirie, par les trafics qu'il génère et par les perturbations produites par les arrêts en secteur commercial de centre-ville. Il participe également à la congestion de la circulation automobile et aux nuisances (sonore, pollution) qui affectent le cadre de vie des riverains. Dans le même temps, les transporteurs peuvent se heurter à des difficultés dans l'exercice de leur profession, difficultés qui ont des répercussions négatives sur la rentabilité des services offerts et sur les conditions sociales et sécuritaires de leur réalisation (pression du juste à temps, concurrence exacerbée...).

La prise en compte par la Ville de Montpellier de la problématique du développement durable, l'augmentation de l'activité logistique, les réflexions menées dans le cadre de l'élaboration du plan des déplacements urbains (PDU), la piétonisation du centre historique, le maintien des activités économiques en centre-ville, sont autant d'intérêts contradictoires à servir pour rendre la ville encore plus attractive.

La question des livraisons de marchandises entre donc pleinement dans le champ du développement durable de la Ville de Montpellier. Elle s'inscrit dans une démarche de politique urbaine globale d'amélioration du cadre de vie des habitants et de l'activité économique du centre-ville (protection du patrimoine, dynamique commerciale, protection de l'environnement...).

En 2003, la commune a lancé une étude de livraison des marchandises dans l'Ecusson et mis en place conjointement un groupe technique regroupant les différents partenaires (Ademe, CCI, association de commerçants, transporteurs, collectivités). Cette étude a dressé un diagnostic de la situation et donné des pistes d'organisation des livraisons.

Cette étude a eu des effets positifs sur l'organisation des livraisons dans la zone piétonne :

- Mise à jour des arrêtés municipaux en 2006, par la prise d'un arrêté unique qui réglemente de façon homogène les livraisons dans la zone piétonne. Cet arrêté élargit l'accès à la zone piétonne aux seuls véhicules utilitaires à propulsion électrique de petit gabarit de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h.
- Création d'emplacements réservés aux véhicules électriques de livraisons dans les parkings du centre-ville, qui deviennent des lieux de stationnement, de recharge de batterie et d'échange.
- De nouvelles entreprises de transports dédiés au centre-ville, équipées exclusivement de matériel électrique, ont vu le jour.
- Une meilleure souplesse des livraisons qui est profitable aux commerçants.

Mais, globalement, ces effets n'ont pas été évalués tant du point de vue du volume des livraisons, de leur type, des commerçants livrés, que des effets sur la qualité de vie des riverains, de la pollution sonore et atmosphérique. On peut affirmer toutefois que la part des livraisons par matériel électrique reste faible et très minoritaire et que les conditions de livraisons demeurent difficiles et contraignantes à Montpellier, tant dans leur organisation que sur l'impact qu'elles génèrent sur la voirie

La Ville de Montpellier souhaite améliorer les conditions des livraisons au centre-ville dans le secteur piétonnier et dans les rues commerçantes du quartier Centre et anticiper sur l'organisation des livraisons dans les nouveaux quartiers. Pour cela, elle doit disposer d'une meilleure connaissance de son fonctionnement logistique afin de trouver les solutions d'une organisation optimisée, allant dans le sens du développement durable.

Une nouvelle étude est lancée et aura comme objectifs :

- de réaliser un bilan de la situation actuelle, en particulier les effets des actions mises en place depuis 2003 ;
- de trouver des solutions pour limiter les trafics et les occupations gênantes de l'espace public par des véhicules de livraisons dans le quartier centre en proposant une organisation cohérente ;
- de limiter les trafics de véhicules encombrants et/ou thermiques en zone piétonne par l'optimisation de l'organisation des livraisons ;
- de limiter les gênes sonores et la pollution de l'air.

L'atteinte de ces objectifs n'est possible qu'en obtenant l'adhésion de tous les partenaires au projet proposé et en tenant compte des éléments suivants :

- maintenir l'attractivité économique des entreprises commerciales et non commerciales du centre-ville ;
- mieux satisfaire les exigences des destinataires ;
- ne pas augmenter trop fortement les coûts de livraison ;
- ne pas complexifier le travail des transporteurs.

Pour réaliser cette étude, la Ville a désigné le groupement de bureaux d'études Interface Transport et Jonction, qui ont transmis l'offre la plus intéressante, tant du point de vue technique que financier. Le montant de l'étude s'élève à 91 850€ HT (soit 109 852,60€ TTC).

La Région Languedoc-Roussillon et l'ADEME, dans le cadre du programme Prométhée, ont décidé de s'associer pour soutenir l'efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, en attribuant des subventions aux collectivités qui répondent aux objectifs du programme, c'est à dire :

- Informer et sensibiliser le Grand Public
- Engager un effort durable de maîtrise de l'énergie et de la haute qualité environnementale dans les bâtiments et process
- Promouvoir les filières énergies renouvelables contribuant au développement local
- Améliorer les performances des transports et réduire les pollutions de l'air.
- Favoriser les politiques d'aménagement des territoires et agglomérations.

L'étude sur l'optimisation des livraisons de marchandises au centre-ville de Montpellier, commandé par la Ville, répond à l'un de ces objectifs. C'est pourquoi, elle sollicite le Conseil régional et l'ADEME afin de subventionner une partie du coût total de l'étude (109 852,60€ TTC).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser la demande de subventions auprès du Conseil régional et de l'ADEME au meilleur taux possible,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Adopté à l'unanimité

48 - Mission SPS de catégories 2 et 3 - Opération de VRD et Génie Civil

Autorisation de signer les marchés

Serge FLEURENCE : La Ville de Montpellier a décidé de passer un nouveau marché à bons de commandes de missions SPS pour les opérations de VRD et de Génie Civil de catégorie 2 et 3.

Un nouvel appel d'offres ouvert a été lancé, selon les articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, avec 2 lots géographiques :

- Lot 1 : Quartier Mosson, Cévennes, Croix d'argent, Prés d'Arènes et Port Marianne
- Lot 2 : Quartier Centre et Hôpitaux-Facultés.

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du marché. Le marché peut être reconduit par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Les critères retenus relatifs à la candidature sont :

- Garanties techniques et financières,
- Références professionnelles.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont :

- Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise, (60%)
- Niveau de prix (40%)

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est compris par lot entre un minimum de 6 000 € HT et un maximum de 25 000 € HT.

Lors de la Commission d'appel d'offres du 25 mai 2010 :

- L'entreprise QUALICONSULT a été retenue pour réaliser les missions SPS du lot 1 Quartier Mosson, Cévennes, Croix d'argent, Prés d'Arènes et Port Marianne
- L'entreprise QUALICONSULT a été retenue pour réaliser les missions SPS du lot 2 Quartier Centre et Hôpitaux-Facultés.

Le financement nécessaire à la réalisation des prestations prévues dans ce marché à bons de commandes est inscrit au budget de la Ville.

En conséquence, nous vous demandons :

- d'approuver ces marchés,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Adopté à l'unanimité

49 - Mission SPS de catégories 2 et 3 - Opération de VRD et Génie Civil Autorisation de signer les marchés

Serge FLEURENCE : La Ville de Montpellier a décidé de passer un nouveau marché à bons de commandes de missions SPS pour les opérations de VRD et de Génie Civil de catégorie 2 et 3.

Un nouvel appel d'offres ouvert a été lancé, selon les articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, avec 2 lots géographiques :

- Lot 1 : Quartier Mosson, Cévennes, Croix d'argent, Prés d'Arènes et Port Marianne
- Lot 2 : Quartier Centre et Hôpitaux-Facultés.

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du marché. Le marché peut être reconduit par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Les critères retenus relatifs à la candidature sont :

- Garanties techniques et financières,
- Références professionnelles.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont :

- Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise, (60%)
- Niveau de prix (40%)

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est compris par lot entre un minimum de 6 000 € HT et un maximum de 25 000 € HT.

Lors de la Commission d'appel d'offres du 25 mai 2010 :

- l'entreprise QUALICONSLT a été retenue pour réaliser les missions SPS du lot 1 Quartier Mosson, Cévennes, Croix d'argent, Prés d'Arènes et Port Marianne
- l'entreprise QUALICONSLT a été retenue pour réaliser les missions SPS du lot 2 Quartier Centre et Hôpitaux-Facultés.

Le financement nécessaire à la réalisation des prestations prévues dans ce marché à bons de commandes est inscrit au budget de la Ville.

En conséquence, nous vous demandons :

- d'approuver ces marchés,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Adopté à l'unanimité

50 - Missions géomètres de levés topographiques, de contrôles et de recolements - Autorisation de signer les marchés

Serge FLEURENCE : La Ville de Montpellier a décidé de se doter d'un nouveau marché à bons de commandes concernant les missions géomètres de levés topographiques, de contrôles et de

récolements.

Un appel d'offres ouvert a été lancé selon les dispositions des articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, avec 2 lots géographiques :

- Lot 1 : Quartier Centre, Quartiers Mosson – Cevennes – Hôpitaux - Facultés
- Lot 2 : Quartiers Prés d'Arènes – Croix d'Argent – Port Marianne)

Ces marchés sont d'une durée d'un an renouvelable deux fois avec les critères de sélection suivants :

Première enveloppe :

- Garanties techniques et financières,
- Références professionnelles.

Deuxième enveloppe :

- Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise,
- Niveau de prix

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est compris par lot entre un minimum de 5 000 € HT et un maximum de 150 000 € HT

Lors de la Commission d'appel d'offres du 25 mai 2010 :

- Le groupement d'entreprises BILICKI-DHOMBRES-OSMO / SIRAGUSA a été retenu pour réaliser les missions du lot n°1 « Quartier centre »,
- Le groupement d'entreprises BILICKI-DHOMBRES-OSMO / SIRAGUSA a été retenu pour réaliser les missions du lot n°2 « Quartiers Mosson – Cevennes – Hôpitaux-Facultés, Prés d'Arènes – Croix d'Argent – Port Marianne»,

Le financement nécessaire à la réalisation des prestations incluses dans ce marché à bons de commandes est inscrit au budget de la Ville.

En conséquence, nous vous demandons :

- d'approuver ce marché,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Adopté à l'unanimité

51 - Levés et intégration du réseau pluvial dans le système d'information géographique de la Ville - Marché à bons de commande - Autorisation de signer le marché

Serge FLEURENCE : La Ville doit confier à des entreprises spécialisées la préparation des données existantes et les levés topographiques du réseau pluvial existant en vue de leur intégration dans la base de données de son système d'information géographique (S.I.G.).

Une consultation selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 33

alinéas 3 et 57 à 59 du code des marchés publics, a été lancée selon les modalités suivantes :

- Marché à bons de commande

Deux lots :

- Lot 1 : préparation des données existantes
- Lot 2 : levés topographiques du réseau pluvial

Estimation des travaux :

- Lot 1 : seuil minimum 5000 € H.T. seuil maximum 20000 € H.T.
- Lot 2 : seuil minimum 30 000 € H.T. seuil maximum 120 000 € H.T.
- Durée du marché : un an reconductible trois fois

Critère de sélection :

Valeur technique au regard du mémoire technique 60 %

Prix des prestations 40 %.

Lors de sa séance du 18 juin 2010, la Commission d'appel d'offres a attribué le marché :

- Lot 1 à l'entreprise **HYDRACOS**
- Lot 2 à l'entreprise **BILICKI-DHOMBRES-OSMO**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget général de la Ville.

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure,
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Adopté à l'unanimité

52 - Aménagement de la rue Marie Caizergues - Avenant n°1 - Lot n°1 – Voirie

Serge FLEURENCE : Dans le cadre de son programme de requalification des voiries du quartier Boutonnet, la Ville a engagé les travaux de réaménagement de la rue Marie Caizergues. Les travaux dévolus sur appel d'offres ont été attribués par délibération n°2009/374 du 27 juillet 2009, répartis en deux lots :

Lot 1 voirie	COLAS	MIDI-	278.760,65	€
	MEDITERRANEE		H.T.	
Lot 2 réseaux secs	SPIE SUD-OUEST		78.116,90	€
			H.T.	

Le lot n°1 a pour objet la création de places de stationnement en vue du réaménagement de la rue Marie Caizergues, l'élargissement des trottoirs pour permettre l'accessibilité des personnes à mobilité réduite et la création d'une piste cyclable.

En phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux, de sujétions techniques et de travaux concomitants ne pouvait être prévu à l'origine du projet, ce qui nécessite un avenant sur le lot 1 Voirie pour les raisons suivantes :

1. Réalisation de poutres de rive pour consolider la fondation des bordures d'entourage d'arbre. (Coût 18.000,00 € H.T.);
2. Découverte d'une chambre France Télécom sous chaussée de dimension 200 m x 100 m avec remise à la cote (Coût 2.950,00 € H.T.);
3. Réalisation des enrobés chaussée en 2 fois comme suite a un arrêt chantier pour réalisation des murs de soutènement réalisés par une autre entreprise (Coût 4.000,00 € H.T.);
4. Fourniture et mise en œuvre de Graves naturelles non traitées 0/31.5 supérieure aux quantités estimées initialement, due à l'impossibilité de réutilisation des déblais existants (Coût 9.050,00€ H.T.);

Le montant total de l'avenant est de 34.000,00 € HT., ce qui porte le montant global du lot 1 à 312.760,65 € H.T., soit une augmentation de 12,20 % par rapport au montant initial du marché.

La Commission d'appel d'offre du 25 mai 2010 a approuvé la passation de cet avenant.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°1 au lot 1 du marché susvisé ;
- d'autoriser Madame de Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire ;

Pour : 50

Adopté à l'unanimité

Madame FOURTEAU revient en séance

53 - Aménagement de l'allée Henri II de Montmorency - Avenants n°1 - Lot n°1-Voirie et lot n°3-Espaces Verts

Serge FLEURENCE : Afin de sécuriser les traversées des enfants au droit du collège Joffre et d'améliorer l'accès au parking du Polygone, la Ville a engagé les travaux de réaménagement de l'allée Henri II de Montmorency. Ces travaux ont fait l'objet appel d'offres, attribué par délibération n° 2008/638 du 22 décembre 2008.

Ce marché est composé de 3 lots :

Lot 1 Voirie	EIFFAGE TP	1.331.919,38 € H.T.
Lot 2 Réseaux secs	SPIE SUD-OUEST	346.566,90 €H.T.
Lot 3 Espaces verts	ESPACES VERTS DU MIDI	60.448,00 € H.T.

Avenant n° 1 – Lot n° 1 - Voirie

Le lot n°1 a pour objet, d'une part, la création d'un giratoire à l'entrée du parking P3 du Polygone et, d'autre part, la création d'un plateau surélevé au droit du collège Joffre. Le réaménagement du parvis du collège a été intégré dans le projet.

En phase d'exécution du chantier un certain nombre de travaux, et de sujétions techniques ne

pouvait être prévu à l'origine du projet; ce qui nécessite un avenant sur le lot 1 Voirie pour les raisons suivantes :

1. Terrassement + Assainissement

- Découverte de galeries devant l'accès au parking P3 du polygone et devant le collège Joffre ;
- Modification de l'altimétrie du projet devant le parvis du collège Joffre pour un meilleur écoulement des eaux de pluie et raccordement aux voiries existantes ;
- Mise en place d'un système anti-racinaire dans les fosses d'arbres au niveau du parvis du collège Joffre, non prévu initialement dans le projet ;
- Découverte de regards de réseaux abandonnés, non prévisibles dans le projet initial.
- Le coût est estimé à **11.287,66 € H.T.**

1. Bordures et trottoirs

- Réalisation de superficies supplémentaires de trottoirs et pose de bordures nécessaires pour se raccorder aux voiries existantes ;
- Fourniture et pose de bordures pierre supplémentaires, par rapport à la quantité initialement prévue dans le projet ;
- Modification d'un îlot directionnel due à sa dangerosité (accès parking P3-Mairie) ;
- Création de caniveaux pour une meilleure évacuation des eaux de ruissellement (accès parking P3- Mairie).

Le coût est estimé à **28.814,39 € H.T.**

2. Chaussée

Modification des caractéristiques du béton désactivé sur chaussée due à des contraintes non évaluées dans le projet initial ;

Le coût est estimé à **6.426,00 € H.T.**

3. Mobilier urbain et signalisation

- Dépose et repose du jalonnement hôtelier, non prévus initialement dans le projet ;
- Fourniture et pose de potelets pour garde-corps supplémentaires;
- Plus-value pour la fourniture de racks à vélos en inox (mise en conformité avec la charte Grand-Cœur).

Le coût est estimé à **7.109,59 € H.T.**

Le montant total de l'avenant est de **53.637,64 € H.T.**; ce qui porte le montant global du lot n° 1 à **1.385.557,02 € H.T.**, soit une augmentation de **4,03 %** par rapport au montant initial du marché.

Avenant n° 1 – Lot n° 3 – Espaces Verts

Le lot n°3 a pour objet, d'une part, le paysagement du giratoire à l'entrée du parking P3 du Polygone et, d'autre part, les plantations d'arbres d'alignement au droit du collège Joffre et le paysagement du terre-plein central et des dépendances vertes de l'allée Henri II de Montmorency.

En phase d'exécution du chantier, il a été décidé d'étendre l'aménagement paysager aux abords de l'emprise initiale de l'opération afin d'homogénéiser l'ensemble de la perspective paysagère et

de remettre en état les surfaces engazonnées endommagées en phase travaux.

Le montant total de l'avenant est de **5.297,00 € H.T.**; ce qui porte le montant global du lot n° 3 à **65.745,00€H.T**, soit une augmentation de **8.76 %** par rapport au montant initial du marché.

La Commission d'appel d'offre du **2 mars 2010** a approuvé la passation de cet avenant.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les avenants à conclure relatif :
- au lot n°1 – Voirie avec l'entreprise Eiffage TP Méditerranée pour un montant de 53.637,64 € H.T. ;
- au lot n°3 – Espaces verts avec l'entreprise Espaces Verts du Midi pour un montant de 5.297,00 € H.T.;
- d'autoriser Madame de Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire ;

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

54 - Avenant n°1 marché VDIIP - îlot Saint Pierre

Serge FLEURENCE : Dans le cadre de la Politique de Rénovation Urbaine (ANRU Centre), la Ville a entrepris l'aménagement piétonnier de « l'îlot Saint Pierre » parallèlement à la réalisation de logements.

Les travaux dévolus sur appel d'offres ont été répartis en 2 lots :

-Lot 1 Voirie	Eurovia/De Filippis	564 013,63 € HT
-Lot 2 Réseaux secs	Sobeca	94 548,50 € HT

En phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux, de sujétions techniques et de travaux concomitants ne pouvait être prévu à l'origine du projet ce qui nécessite un avenant sur le lot 1 Voirie pour les raisons suivantes :

1. Modification du profil de la rue Saint Pierre, entre l'angle du bâtiment face à la rue Saint Croix et la rue de l'Aigrefeuille, afin d'éviter le déchaussement du bâtiment. (coût 9 250 € HT);
2. Reprise et allongement des marches de la terrasse afin de réduire le devers de la rue Sainte Croix (coût 9 547,39 € HT);
3. Allongement des pas d'âne à l'angle des rues Sainte Croix et Saint Pierre donnant lieu à la modification d'une chambre France Télécom (coût 9 130 € HT);
4. Chantiers coexistants sur la rue de l'Aigrefeuille à l'école de la Calendreta (réhabilitation totale du bâtiment et de la cour) et à l'école maternelle J.J. Rousseau (remise en état de la cour). Ces travaux ne pouvant se réaliser conjointement avec les réfections des rues, plusieurs arrêts de chantier de « l'Ilot Saint Pierre » ont été décidés. Ces arrêts induisent les surcoûts suivants :
 - a. Mise en œuvre d'une bi-couche sur la rue d'Aigrefeuille pour assurer la pérennité des réseaux pendant l'arrêt des chantiers. (coût 6 183,00 € HT);

- b. Mise en œuvre d'une longrine d'arrêt des pavés sur la rue Saint Pierre. (coût 1 390,00 € HT);
- c. Evacuation du matériel et des matériaux pendant les différents arrêts du chantier, immobilisation de l'installation du chantier et de son périmètre de protection. (coût 16 500 € HT).

Le montant de la plus value s'élève à 52 000,28 € HT, ce qui porte le montant global du lot Voirie à 616 013,91 € HT, soit une augmentation de 9,22 % par rapport au montant initial du marché.

Madame le Maire : Nous ne pouvons que nous féliciter de cette réhabilitation : il s'agit tout de même du lieu où est née Montpellier. Ce lieu abritait, paraît-il, le château des **Ghislain**.

Philippe SAUREL : Je partage totalement votre point de vue, Madame le Maire. J'ajoute que les études de la Ville ne s'arrêtent pas là puisque nous sommes en train de mener une étude historique très précise sur l'hôtel des Prud'hommes, l'ancienne mairie ou l'hôtel Richer de Belleval. Cette étude historique conduite par l'architecte montpelliérain Fédérico RUSSO, ainsi que l'historien, le professeur SOURNIA, a permis de déterminer plusieurs zones très intéressantes pour découvrir la ville médiévale. D'ailleurs, cette étude incite à prolonger les fouilles ayant permis de découvrir, dans les caves de cet hôtel, des pièces obturées non exploitées et non visibles aujourd'hui. Beaucoup de travail demeure à effectuer sur ce bâtiment d'autant que l'Etat en le quittant, l'a laissé dans un état lamentable.

Madame le Maire : Effectivement, nous ne pouvons pas dire que notre locataire, le ministère de la Justice, nous a laissé ce bâtiment en bon état. Toutefois, il semble difficile de se retourner contre un tel locataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 du Lot Voirie et, plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

55 - Etudes Géotechniques - autorisation de signer le marché

Serge FLEURENCE : Le présent marché a pour objet la réalisation d'études géotechniques, dans le cadre des projets de travaux d'assainissement et de voirie sur le territoire de la Ville de Montpellier. Ces études, sur la nature et le comportement des sols, doivent permettre de mesurer le risque géotechnique encouru lors de la réalisation des travaux d'assainissement et de voirie. Il s'agit par conséquent d'une mission de diagnostics géotechniques, selon la définition qui en est donnée par la norme NF P 94-500 (version décembre 2006).

Selon le type d'opération, les études géotechniques comporteront les prestations suivantes :

- La reconnaissance géotechnique : détermination précise des anomalies, investigations complémentaires, descriptif complet des risques encourus selon les opérations envisagées;
- L'utilisation de logiciels dédiés aux calculs de stabilité de pentes, drainage, dimensionnement ou prédimensionnement d'ouvrages...

Ces études ont pour objectif de consolider le montage des dossiers de maîtrise d'œuvre et d'orienter la nature des travaux envisagés.

Il s'agit d'un marché à bons de commande conclu suivant la procédure de passation par appel d'offres ouvert en application des articles 33 alinéa 3, des articles 57 à 59 et de l'article 77 du code des marchés publics. La durée initiale de ce marché est d'un an. Ce marché est reconductible trois fois, soit une validité maximum de quatre ans.

Le montant total des commandes, pour la durée initiale du marché, est compris entre un minimum et un maximum annuels définis comme suit :

- Seuil minimum : 15 000,00 € H.T.
- Seuil maximum : 60 000,00 € H.T.

Le jugement des offres se fonde sur :

- la valeur technique jugée au regard d'un mémoire technique (60 %) ;
- le prix des prestations (40 %).

La commission d'appel d'offres, en séance du 20 avril 2010, a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse proposée par l'entreprise FONDASOL.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au BP 2010.

En conséquence, nous vous demandons :

- d'approuver l'attribution du marché n°0G442300 à l'entreprise FONDASOL ;
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

56 - Subventions à diverses associations - Exercice 2010 - Attributions et ajustements

Max LEVITA :

Association Identités et Partage :

La politique internationale de la Ville de Montpellier est destinée à ouvrir les citoyens sur le Monde. Cette curiosité doit pouvoir s'exercer également au cœur de la Cité, dans une dynamique de découverte de l'Autre, à travers ses différences. Les associations oeuvrant à un partage des cultures contribuent à tisser un lien durable entre les citoyens, facteur de cohésion et de paix sociale.

La culture Berbère, dont l'association Identités et Partage assure la promotion, est à l'image de la diversité et de l'échange que nous encourageons à Montpellier. A travers de multiples activités culturelles, sont soutenues des valeurs telles que la citoyenneté, l'intégration et la laïcité. Par ailleurs, le but de cette association est de favoriser les partenariats inter-associatifs dans les domaines culturel, social et de solidarité, dans un esprit convivial.

L'association Identités et Partage s'associe, depuis toujours, aux projets municipaux. Elle s'est engagée cette année plus particulièrement, dans le développement des relations avec la Ville Jumelle de Montpellier, Tlemcen en Algérie, mais aussi dans la Francophonie et dans la mise en

place d'une politique d'échange Euro-Méditerranéenne.

L'association Identités et Partage sollicite la Ville pour une demande de subvention exceptionnelle de 1000 euros, afin de pouvoir mener à bien les nouvelles orientations données à ses projets (interventions dans les écoles, dans les Maisons Pour Tous, collecte de livres scolaires, Festival du Cinéma Algérien, animations des missions radiophoniques), pour un budget total de 13 800 euros.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de soutenir l'association Identités et Partage à hauteur de **1000 euros**. Le versement de cette subvention est soumis à la signature d'une lettre d'engagement par le représentant de l'association dont le modèle a été autorisé par le Conseil Municipal du 8 février 2010. Cette somme sera prélevée sur la ligne de crédit 1350 (6574/92048), provision de la commission Rayonnement International et Co- Développement.

Association des Français Libres :

L'association des Français Libres œuvre depuis plus de dix ans dans le département de l'Hérault, non seulement, pour maintenir un lien étroit entre les Français libres et assurer une aide efficace pour la défense de leurs intérêts moraux et matériels, mais aussi, pour perpétuer le souvenir des campagnes et des faits d'armes de la France Libre.

Tout au long de l'année, les bénévoles de l'Association :

- assurent la représentation des Français Libres à toutes les cérémonies officielles concernant les Anciens Combattants ;
- animent des expositions – conférences sur les sujets concernant les combats les plus marquants de la période 40/45 ;
- participent dans les lycées et collèges à des conférences sur le sujet « l'épopée de la France Libre » et au concours national annuel de la Résistance et de la Déportation qui a porté en 2010 sur l'Appel du 18 juin 1940 du Général de Gaulle et son impact jusqu'en 1945.

A l'occasion de ses interventions auprès des plus jeunes, l'association souhaite distribuer aux candidats du concours national annuel une carte portant le texte de l'appel et la photo du Général de Gaulle. L'association sollicite de la Ville de Montpellier une subvention pour financer l'impression de ces cartes.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer à l'Association des Français Libres une subvention de **200 €** prélevés sur les crédits inscrits au BP 2010 (6574/925201 LC 1966)

"Académie Nationale de Médecine" :

La Ville de Montpellier contribue au développement d'actions d'information et de sensibilisation des publics sur les questions générales de santé.

Elle met pour cela en œuvre, au travers du pôle Santé Publique, une politique d'animation de la prévention santé dans laquelle les associations prennent une place essentielle.

C'est le cas de l'Académie Nationale de Médecine qui organise deux journées d'information les 14 et 15 juin 2010, sur le thème des rapports entre l'environnement, l'alimentation et la santé.

Afin de promouvoir cette initiative qui sert l'intérêt général des Montpelliérains, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer à l'association Académie Nationale de Médecine une subvention

de **2 000 €**. Cette somme sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire n° 674/925 LC 17 563)

Comité des Œuvres Sociales et Culturelles de la Ville de Montpellier :

La politique de déprécarisation des agents de la Ville de Montpellier mise en œuvre en septembre 2009 a engendré une augmentation des personnes bénéficiaires des activités développées par le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) de la Ville de Montpellier.

De surcroît, dans le cadre du développement de ses activités sur l'année 2010 et la modification de ses statuts, le COSC de la Ville de Montpellier a effectué une demande de subvention complémentaire auprès de la Ville de Montpellier. Cette demande de subvention complémentaire s'élève à 90 000 €.

Afin de répondre à cette demande, la Ville propose d'attribuer une subvention complémentaire de **90 000 €** à cette structure. Les crédits sont inscrits au budget 2010 au chapitre 920, nature 6574.

Cette attribution de subvention fera l'objet d'une convention signée entre la Ville de Montpellier et le COSC conformément au modèle de convention pour le versement d'une subvention de fonctionnement adopté par le Conseil Municipal du 8 février 2010.

Association Pléiades Emplois Services Hérault :

Afin de pouvoir verser la subvention attribuée par délibération du Conseil Municipal du 8 février 2010 à l'association Pleiades Services à hauteur de 15 000 €, l'attribution de la subvention doit être modifiée pour prendre en compte le changement de dénomination de l'association. Cette association s'appelle désormais Association Pleiades Emploi Service Hérault.

La Ville propose de modifier l'affectation de la subvention initiale de **15 000 €** prévue au chapitre 929, nature 6574 à l'association Pléiades Services et de l'affecter à l'association Pleiades Emploi Service Hérault, nouvelle dénomination de l'association.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'affecter les montants de subvention ci-dessus proposés,
- D'autoriser la signature des conventions concernant l'attribution de subvention pour le fonctionnement conformément au modèle de convention annexé,
- De modifier l'affectation de la subvention prévue dans la délibération du 8 février 2010 à l'association Pleiades Emploi Service Hérault,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à ces affaires.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

57 - Achat de matériels de plomberie, de chauffage et d'arrosage - Appels d'Offres - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, les Communes de Jacou, Pignan, Pérols, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Max LEVITA : Dans le cadre de l'achat de matériels de plomberie, de chauffage et d'arrosage pour les Communes de Montpellier, Jacou, Pignan, Pérols, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il apparaît utile :

- de lancer un appel d'offres en vue de conclure des marchés à bons de commande d'une durée d'un an reconductibles trois fois. Cet appel d'offres concerne l'achat de matériels de plomberie, de chauffage et d'arrosage
- d'établir un groupement de commandes, entre la Commune de Montpellier, les Communes de Jacou, Pignan, Pérols, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément à la convention annexée au dossier.

La Commune de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur.

La procédure de mise en concurrence appelle le lancement d'un appel d'offres européen conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics. Cet appel d'offres se compose de cinq lots :

LOT 1 : plomberie

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 70 000 € HT/an.

Pour la Commune de Jacou, le montant estimé sera de 5 500 € HT/an.

Pour la Commune de Pignan, le montant estimé sera de 12 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pérols, le montant estimé sera de 4 000 € HT/an.

Pour le C.C.A.S. de Montpellier, le montant estimé sera de 8 000 € HT/an

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé sera de 10 000 HT/an.

LOT 2 : chauffage

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 100 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé sera de 10 000 € HT/an.

La Commune de Jacou, la Commune de Pignan, la Commune de Pérols et le C.C.A.S. ne participent pas à ce lot.

LOT 3 : filtres climatisation

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 10 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé sera de 10 000 € HT/an.

La Commune de Jacou, la Commune de Pignan, la Commune de Pérols et le C.C.A.S. ne participent pas à ce lot.

LOT 4 : télégestion

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 80 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé sera de 10 000 € HT/an.

La Commune de Jacou, la Commune de Pignan, la Commune de Pérols et le C.C.A.S. ne participent pas à ce lot.

LOT 5 : arrosage

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 25 000 € HT/an.

Pour la Commune de Jacou, le montant estimé sera de 6 500 € HT/an.
Pour la Commune de Pignan, le montant estimé sera de 4 000 € HT/an.
Pour la Commune de Pérols, le montant estimé sera de 4 000 € HT/an.
Pour le C.C.A.S. de Montpellier, le montant estimé sera de 2 000 € HT/an
La Communauté d'Agglomération de Montpellier ne participe pas à ce lot.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'accepter le principe de lancement d'un appel d'offres,
- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, les Communes de Jacou, Pignan, Pérols, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51
Adopté à l'unanimité

58 - Achat de petits matériels électriques - Appels d'Offres - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, les Communes de Jacou, Pignan, Pérols, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Max LEVITA :

Dans le cadre de l'achat de petits matériels électriques pour la Commune de Montpellier, les Communes de Jacou, Pignan, Pérols, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il apparaît utile :

- de lancer un appel d'offres en vue de conclure des marchés à bons de commande d'une durée d'un an reconductibles trois fois. Cet appel d'offres concerne l'achat de petits matériels électriques.
- d'établir un groupement de commandes, entre la Commune de Montpellier, les Communes de Jacou, Pignan, Pérols, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément à la convention annexée au dossier.

La Commune de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur.

La procédure de mise en concurrence appelle le lancement d'un appel d'offres européen conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics. Cet appel d'offres se compose de deux lots :

LOT 1 : petits matériels

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 190 000 € HT/an.
Pour la Commune de Jacou, le montant estimé sera de 14 000 € HT/an.
Pour la Commune de Pignan, le montant estimé sera de 18 000 € HT/an.
Pour la Commune de Pérols, le montant estimé sera de 6 000 € HT/an.
Pour le C.C.A.S. de Montpellier, le montant estimé sera de 10 000 € HT/an.
Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé sera de 10 000 HT/an.

LOT 2 : piles

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 10 000 € HT/an.
Pour la Commune de Pérols, le montant estimé sera de 500 € HT/an.

Pour le C.C.A.S. de Montpellier, le montant estimé sera de 1 000 € HT/an.

La Commune de Jacou, la Commune de Pignan et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ne participent pas à ce lot.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'accepter le principe de lancement d'un appel d'offres,
- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, les Communes de Jacou, Pignan, Pérols, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

59 - Achat et maintenance de postes de travail bureautique, de serveurs et d'imprimantes - Appel d'Offres - Groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le C.C.A.S

Max LEVITA : Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat et maintenance de postes de travail bureautique, de serveurs et d'imprimantes ; groupement de commandes entre la Ville et le C.C.A.S.

Cet appel d'offres ouvert n° 0G46 70100 est passé en application des articles 15, 33 3^{al}. et 57 à 59 du Code des marchés publics. Il suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>estimation</i>
1	Micro-ordinateurs et périphériques pour la Ville et le CCAS	200 000 € 20 000 €
2	Serveurs pour la ville	30 000 €
3	Imprimantes noir et blanc pour la ville et le CCAS	10 000 € 4 000 €
4	Imprimantes couleur pour la ville	20 000 €
5	Micro-ordinateurs, périphériques et imprimantes pour les écoles	100 000 €

Le marché est conclu pour une durée de un an à compter de sa notification pour l'acquisition du matériel. Pour les lots 3 et 4, les contrats de maintenance prévus dans le cadre du marché prendront effet à la date de livraison des matériels pour une durée de 5 ans, dans les conditions prévues aux bordereaux des prix unitaires.

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres pour les lots 1, 2 et 5 sont :

- Valeur technique 45 % (au vu des échantillons et du mémoire technique)
- Prix des prestations 40 %
- Performances en matière environnementale 10%
- Prestations de garantie et de amintenance 5 %

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres pour les lots 3 et 4 sont :

- Valeur technique 40 %
- Prix des prestations 50 %
- Performance en matière environnementale 10 %

La commission d'appel d'offres du 27 avril 2010 a attribué ces marchés aux sociétés :

- DELL SA, 34938 MONTPELLIER CEDEX 9 pour le lot 1,
- CHEOPS TECHNOLOGY, 33610 CANEJAN Cedex pour le lot 2,
- CBC SAS, 34935 MONTPELLIER Cedex 9 pour le lot 3,
- CBC SAS, 34935 MONTPELLIER Cedex 9 pour le lot 4,
- BEA INFORMATIQUE, 30100 ALES pour le lot 5.

Les crédits sont inscrits au budget 2010-2011 de la Ville pour l'investissement et 2010-2016 pour le fonctionnement : Imputations budgétaires 2183 et 2188 tous chapitres pour l'investissement et 6156 tous chapitres pour le fonctionnement (contrat de maintenance des imprimantes).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

60 - Attribution d'un complément indemnitaire aux agents exerçant les fonctions de gardien de gymnase (service Jeunesse et sports) et aux agents exerçant les fonctions d'accueil, surveillance et/ou médiation du parcours muséographique (service Lieux d'art et d'histoire)

Serge FLEURENCE : La délibération du 25 juillet 2006, actualisée par la délibération du 7 février 2007, a fixé les conditions d'attribution du régime indemnitaire aux agents de la collectivité, et a défini pour chaque grade et niveau de notation le montant de celui-ci, qui prend également en compte la particularité de certaines fonctions, et notamment les responsabilités d'encadrement.

Les spécificités liées aux modalités particulières d'organisation de travail propres au Parc Zoologique, au Centre Supérieur Urbain, ainsi qu'aux toilettes publiques, services qui se distinguent par une activité régulière et obligatoire le dimanche (auquel sont assimilés les jours fériés), ont été prises en compte par les délibérations du 4 mai 2009 et du 27 juillet 2009.

L'organisation du travail des agents relevant du service Lieux d'art et d'histoire de la Direction de la Culture et du Patrimoine, ainsi que celle des gardiens de gymnase relevant du service Jeunesse et sports de la Direction Réussite Educative de la Jeunesse et Sports, a été modifiée et validée par le Comité Technique Paritaire du 4 juin 2010, et intègre désormais cette même obligation de travail le dimanche : il est donc proposé d'appliquer aux agents de ces services les mêmes modalités qu'aux agents des trois services susvisés.

SERVICE LIEUX D'ART ET D'HISTOIRE, DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE:

Afin de créer une unité d'accès du public au patrimoine culturel montpelliérain, les amplitudes d'ouverture au public sont harmonisées : du mardi au dimanche. Chaque agent travaille cinq jours par semaine dont le dimanche de manière régulière.

Le cycle de travail des agents du service lieux d'art et d'histoire implique donc un travail régulier le dimanche et certains jours fériés, du fait de l'ouverture au public des équipements.

Cette condition particulière de travail obligatoire le dimanche justifie une récupération de temps de travail, ou une indemnisation financière.

La première option de récupération en temps ne peut être adoptée en raison des nécessités de service.

Il est donc proposé d'instaurer un complément indemnitaire attribué sur la base des dimanches et jours fériés travaillés.

Le montant proposé est de 100 euros bruts par dimanche ou jour férié travaillé.

Il est précisé que ce complément indemnitaire ne sera attribué qu'au titre du travail effectif, et qu'il ne sera pas versé en cas d'absence de l'agent un dimanche ou jour férié où il devait intervenir au regard du planning établi, et ce quel que soit le motif de l'absence.

Le complément indemnitaire est donc expressément attaché à l'exercice effectif des fonctions.

Ce complément sera applicable dans le cadre de l'Indemnité d'Administration et de Technicité (décret n°2002-61 du 14 janvier 2002) aux agents affectés à l'accueil, la surveillance et/ou la médiation du parcours muséographique, titulaires et non-titulaires, relevant des cadres d'emplois :

➤ d'adjoint technique territorial :

- ⇒ adjoint technique de 2^{ème} classe
- ⇒ adjoint technique de 1^{ère} classe
- ⇒ adjoint technique principal de 2^{ème} classe
- ⇒ adjoint technique principal de 1^{ère} classe

➤ d'adjoint administratif territorial :

- ⇒ adjoint administratif de 2^{ème} classe
- ⇒ adjoint administratif de 1^{ère} classe
- ⇒ adjoint administratif principal de 2^{ème} classe
- ⇒ adjoint administratif principal de 1^{ère} classe

➤ d'adjoint du patrimoine territorial :

- ⇒ adjoint du patrimoine de 2^{ème} classe
- ⇒ adjoint du patrimoine de 1^{ère} classe
- ⇒ adjoint principal du patrimoine de 2^{ème} classe
- ⇒ adjoint principal du patrimoine de 1^{ère} classe

Ce complément indemnitaire ne sera pas modulé en fonction de la notation, et sera versé en sus du régime indemnitaire afférent au grade et à la note de l'agent.

SERVICE JEUNESSE ET SPORTS, DIRECTION DE LA REUSSITE EDUCATIVE DE LA JEUNESSE ET SPORTS :

Les agents municipaux faisant fonction de gardien dans les gymnases (installations couvertes) accueillent et renseignent les usagers, assurent la surveillance des équipements et la bonne tenue des activités.

Ces agents travaillent souvent seuls, en horaire décalés, ainsi que les week-ends et jours fériés.

Leur cycle de travail implique donc une activité régulière le dimanche (en moyenne 3 sur 4) qui justifie une récupération de temps de travail ou une indemnisation financière.

Cette condition particulière de travail obligatoire le dimanche justifie une récupération de temps de travail, ou une indemnisation financière.

La première option de récupération en temps ne peut être adoptée en raison des nécessités de service.

Il est donc proposé d'instaurer un complément indemnitaire attribué sur la base des dimanches et jours fériés travaillés.

Le montant proposé est de 100 euros bruts par dimanche ou jour férié travaillé.

Il est précisé que ce complément indemnitaire ne sera attribué qu'au titre du travail effectif, et qu'il ne sera pas versé en cas d'absence de l'agent un dimanche ou jour férié où il devait intervenir au regard du planning établi, et ce quel que soit le motif de l'absence.

Le complément indemnitaire est donc expressément attaché à l'exercice effectif des fonctions.

Ce complément sera applicable dans le cadre de l'Indemnité d'Administration et de Technicité (décret n°2002-61 du 14 janvier 2002) aux agents exerçant les fonctions de gardien de gymnase (installations couvertes), relevant du cadre d'emplois :

➤ d'adjoint technique territorial :

- ⇒ adjoint technique de 2^{ème} classe
- ⇒ adjoint technique de 1^{ère} classe
- ⇒ adjoint technique principal de 2^{ème} classe
- ⇒ adjoint technique principal de 1^{ère} classe

Ce complément indemnitaire ne sera pas modulé en fonction de la notation, et sera versé en sus du régime indemnitaire afférent au grade et à la note de l'agent.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter les dispositions d'actualisation du régime indemnitaire ci-dessus présentées
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

61 - Modifications au TABLEAU DE L'EFFECTIF

Serge FLEURENCE :

I - CREATIONS DE POSTES :

Service Enfance :

Il est créé 5 postes sur le cadre d'emplois des Infirmiers, pour effectuer des remplacements de Puéricultrices, au sein des structures d'accueil de la petite enfance, compte tenu de la pénurie de candidatures de puéricultrices.

II – AUTORISATION DE RECRUTEMENTS D'AGENTS NON TITULAIRES SUR DES POSTES VACANTS :

Service Déplacements Observatoire :

Un poste sur le cadre d'emplois d'Ingénieur territorial est vacant, sur des fonctions de Responsable du Service Déplacements Observatoire, à compter du 1^{er} Août 2010. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 1015

Direction de la communication :

Un poste sur le cadre d'emplois d'Attaché territorial est vacant au Service Journaux à compter du mois d'août 2010, sur des fonctions de journaliste. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans le domaine journalistique.

Niveau de rémunération : IB 379 à 985

Nous vous demandons en conséquence :

- d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs ;
- d'autoriser les dépenses afférentes sur le budget de la ville, chapitre personnel.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

62 - Lycée d'Enseignement Professionnel Léonard De VINCI Nouvelle désignation des représentants de la Ville au Conseil d'Etablissement

Mme le Maire : Conformément aux dispositions de l'article 11 du décret 2005-1145 du 9 septembre 2005 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement, les représentants du Conseil Municipal dans les conseils d'administration des lycées de Montpellier ont été désignés par délibérations du 18 avril et 30 juin 2008.

Pour des raisons pratiques liées aux disponibilités des élus, il vous est proposé de renouveler la liste des représentants de la Ville au Conseil d'établissement L.E.P. Léonard de Vinci :

Titulaires :

- Mme. Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL
- Mme. Christiane FOURTEAU
- M. Max LEVITA

Suppléants :

- M. Hervé MARTIN
- M. Louis POUGET
- Mme Nadia MIRAOU

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21h20.